

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ENRICHISSEMENT SANS CAUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Vendredi 22 Mars 1912, à 3 heures

PAR

VASILE POLTZER

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants { *MM. WEISS, professeur.*
MAYNIAL, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

—
1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ENRICHISSEMENT SANS CAUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Vendredi 22 Mars 1912, à 3 heures

PAR

VASILE POLTZER



Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants { *MM. WEISS, professeur.*
MAYNIAL, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1912

INTRODUCTION

A la base de chaque législation existe un petit nombre de principes élémentaires et essentiels, fondés sur l'équité et le bon sens. Nous croyons que parmi ces principes qui constituent le fondement même du droit, le grand principe d'équité que nul ne doit s'enrichir sans cause au détriment d'autrui, mérite de figurer. Pourtant, nous ne trouvons formulée en aucun article de notre Code cette maxime éternellement vraie. Comment expliquer une telle lacune de la part du législateur ?

L'idée générale qui a présidé à la codification de notre législation et qui a dominé le droit civil pendant une partie du xix^e siècle, est celle de l'indépendance des individus les uns à l'égard des autres. Il paraît inadmissible aux rédacteurs du Code qu'une personne puisse être obligée ou liée par la volonté d'autrui, puisse être chargée d'une dette qu'elle n'a pas prévue et qu'elle n'a pas pu prévoir. Cette doctrine classique apparaît nettement dans l'article 1119, à propos des promesses et stipulations pour

autrui, dans l'article 1165 sur l'effet des conventions, et dans l'article 1351 sur l'autorité de la chose jugée. Toutefois, le Code civil lui-même et ses premiers commentateurs ont dû faire place dans quelques articles à l'idée qu'une personne peut faire naître des rapports d'obligation entre elle et un tiers sans la volonté de celui-ci. Il a bien fallu donner asile dans le code à la gestion d'affaires, reconnaître que celui qui a amélioré la chose d'autrui ou qui a construit sur le terrain d'autrui, aurait droit à une certaine indemnité. Il a bien fallu admettre aussi les récompenses sous le régime de la communauté. Le législateur a dû faire place à ces théories, forcé par l'équité, et cela à l'encontre de la doctrine de l'indépendance des individus (1). La doctrine classique de l'indépendance des individus se trouve aujourd'hui battue en brèche, car s'il est vrai que chacun doit avoir une certaine indépendance juridique vis-à-vis des autres, il n'en est pas moins certain que les faits créent certains rapports d'interdépendance mutuelle entre les hommes et qu'il paraît utile, pour leur bien commun, d'établir une certaine interdépendance juridique (2). S'il est exact qu'il n'y a aucun texte dans le Code qui consacre d'une manière expresse le principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, il n'en est pas moins vrai qu'il y a dans ce Code un grand nombre d'articles qui sont inspirés par ce principe. Voilà les raisons pour lesquelles la doctrine et la jurisprudence,

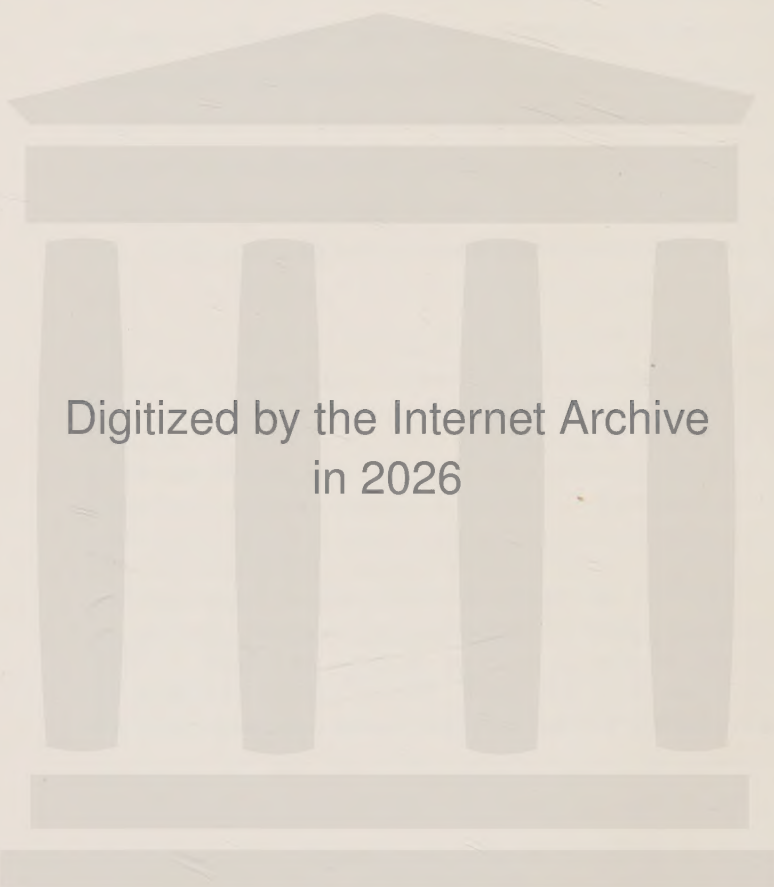
(1) Demogue, *Notions fondamentales du droit privé*, p. 481 et suiv.

(2) Demogue, *op. cit.*, p. 485.

malgré le silence du Code civil sur ce principe de suprême équité, a reconnu formellement son existence, depuis une vingtaine d'années.

On appelle action *de in rem verso* celle qui est donnée pour répéter l'enrichissement sans cause (1). Aujourd'hui la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître l'existence de ce principe dans notre droit, mais la discussion reste ouverte sur la question de savoir quels sont sa nature et son fondement juridique, ses effets, son champ d'application.

(1) Cette dénomination ne présente pas d'inconvénients pratiques, mais en droit romain l'action *de in rem verso* n'était que le second chef de l'action *de peculio*. Par contre, notre action se rapproche beaucoup des *condictiones* du droit romain, et, peut-être aurait-on mieux fait de lui donner le nom de *condictio sine causa*. Sans doute, les commentateurs du Code ont été déterminés par cette considération que le second chef de l'action *de peculio* et de l'action *de in rem verso* permettait de réclamer au chef de famille le montant de l'enrichissement injuste et sanctionnait, par conséquent, dans un cas particulier, le principe que nous étudions. Cf. Planiol, II, 935; Aubry et Rau, VI, p. 246, note 7; Baudry et Barde, *Obligations*, IV, 2849 IV; Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, pp. 665 et 669.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu historique

CHAPITRE PREMIER

DROIT ROMAIN

Un des préceptes fondamentaux du droit aussi bien que de la morale, est de rendre à chacun ce qui lui appartient : *suum cuique tribuere*. Ce précepte, les Romains ne l'ont jamais méconnu, mais ils ne lui ont attribué à l'origine et dans la sphère du droit qu'une portée limitée. Ses deux principales applications étaient le respect des engagements solennellement contractés et le respect du droit de propriété. Mais avec le progrès de l'état social et à mesure que les idées morales des Romains se sont affirmées, ces applications ont paru insuffisantes (1) et sous l'influence

(1) Cuq, *Les institutions juridiques des Romains*, II, p. 492.

de la philosophie grecque, les Romains ont déduit du vieux précepte une conséquence nouvelle, à savoir *qu'on ne doit pas s'enrichir aux dépens d'autrui* (1). La théorie de l'enrichissement sans cause, comme tant d'autres qui procèdent également d'une idée de justice et d'équité, a donc été créée par le droit romain. Il est certain que les Romains étaient pénétrés, dès une époque très ancienne, de cette conception que celui qui se trouve retenir sans cause une chose venant d'autrui est débiteur de sa restitution, y est obligé *re*. Cette idée, également vraie toutes les fois qu'on retient injustement une valeur venant d'autrui, qu'on l'ait reçue à la suite d'une convention réalisée, comme dans le *mutuum*, ou à la suite d'une convention d'échange qui ne s'est pas réalisée, ou à raison d'un vol ou de toute autre cause qui en rend la conservation illégitime, fonde partout pour la personne appauvrie une action en restitution de sa chose (2). Cette satisfaction donnée aux sentiments de justice, a semblé si naturelle

(1) On retrouve ces idées dans le théâtre de Plaute et de Térence (vi^e siècle de Rome). Plaute *Asin.*, I, 3-20 : « Par pari datum hostimentum'st. » Térence, *Andr.*, IV, 1-1 : « Tanta recordia innata cuiquam ut siet... ex incommodis alterius sua ut comparent comoda. »

Un siècle plus tard, Cicéron en fait un principe de la philosophie du droit. *De off.*, III, 5 : « Illud natura non patiat ut aliorum spoliis nostras facultates, copias, opes augeamus. Neque verso hoc solum natura, id est jure gentium sed etiam legibus populorum, quibus in singulis civitatibus respublica continetur, eodem modo constitutum est, ut non liceat, sui commodi causa nocere alteri. » V. Cuq, *op. cit.*, p. 493.

(2) Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, 4^e édit., p. 612-613.

aux Romains, qu'ils se servaient à cet effet d'un moyen tiré de leur procédure primitive des actions de la loi, de la *legis actio sacramenti*. La preuve de son antiquité se trouve dans un témoignage de Sabinus qui rapporte, au début de l'Empire, qu'elle était déjà reconnue par les *Veteres* (1), et dans une disposition d'une loi de 605 qui en organisait une application particulière par cette procédure (2).

Il ne faut pas croire que le *sacramentum* était la seule action de la loi qui servait à réclamer l'enrichissement illégitime. Gaius dans ses *Institutes* nous dit que la *judicis postulatio* pouvait aussi être employée : « Quare autem hæc actio desiderata sit, cum de eo quod nobis dari oportet potuerimus aut sacramento aut judicis postulacionem agere valde, quæritur (3).

Bien que le droit romain eût à sa disposition deux moyens pour répéter l'enrichissement sans cause, il ne pouvait pas s'en tenir là. Il fallait créer, tôt ou tard, un instrument juridique plus parfait, pouvant s'adapter aux multiples exigences de la pratique. Nous ne savons ni

(1) Ulpien, D. XII, 5. *De cond. ob. turp.*, 6. (Lenel, 2591) : « Perpetuo Sabinus probavit veterum opinionem existimantium id, quod ex injusta causa apud aliquem sit, posse condici : in qua sententia etiam Celsus est. »

(2) C'est une disposition de la loi *Calpurnia de repetundis* sur la répétition des sommes illégalement reçues par les magistrats, rapportée dans la *lex Acilia repetundarum* (631-632.) t. 23. (Girard, *Textes*, p. 36) : *Quei pecuniæ captæ condemnatus est erit aut quod cum eo lege Calpurnia aut lege Junia sacramento actum siet.* » V. aussi *Nouvelle revue historique*, 1895, p. 418.

(3) Gaius, IV, 20.

quand, ni à la suite de quelles circonstances, ce pas fut franchi. La *condictio*, certainement moins ancienne que le *sacramentum* et la *judicis postulatio*, fut créée par des lois de date ignorée (1), par la loi *Silia* et par la loi *Calpurnia* pour répéter une *pecunia certa* — *condictio certæ pecuniæ* —, ou toute autre *res certa* — *condictio triticaria*. Donc, la *condictio* qui est une action personnelle, de droit strict et abstraite (2) « paraît être à son origine une action en répétition d'une chose possédée sans droit. Un principe tout objectif lui sert de base : il n'est point conforme à l'équité de retenir, sans son autorisation, la chose d'autrui (3). »

Telle est la façon exacte de comprendre et d'expliquer la *condictio*. Mais pour la doctrine en honneur jusqu'à ces derniers temps, la *condictio* remplaçait, pour celui qui a cessé d'être propriétaire, une revendication qu'il a perdue, et cette action avait été étendue du cas où il y avait un contrat, aux cas où il avait détention illégitime, sans que pour cela il y eût de contrat. En d'autres termes, on avait étendu les règles du contrat de *mutuum* aux cas analogues du paiement de l'indû et d'autres enrichissements, cas où le débiteur était tenu quasi *ex contractu*, comme s'il y avait *mutuum*.

(1) Les dates de 510 et 520 qu'on rencontre encore parfois sont arbitraires.

(2) L'action est abstraite lorsque la formule n'indique pas la cause en vertu de laquelle elle est intentée. — Girard, *op. cit.*, p. 608.

(3) Alfred Pernice, *Labeo*, III, 1, p. 219.

Ce système proposé par Savigny et adopté par tous les romanistes est aujourd'hui abandonné, car il est en désaccord avec les textes (1). Il avait le grand défaut de ne pas baser la *condictio* sur l'idée d'enrichissement injuste, et de ne pas insister sur l'importance que les Romains attachaient au principe que nul ne doit, sans juste cause, s'enrichir aux dépens d'autrui, principe qui explique à lui seul l'histoire et l'évolution de la *condictio* (2).

La *condictio*, dit M. Girard, « a été admise d'une manière empirique, partout où le besoin s'en est fait sentir, pour un ensemble de créances disparates... La *condictio* est bien en principe une action en répétition. Seulement elle se fonde non pas sur l'idée de contrat, dont parlait Savigny avec le *mutuum*, mais sur l'idée de dation, ou plus largement sur l'idée de conservation sans cause, en sorte que la *condictio*, fondée sur l'enrichissement injuste, naît également contre celui qui tient en vertu d'un prêt de consommation, en vertu de paiement de l'indû, ou même, sans dation, en vertu d'une acquisition sans cause. Il faut à notre sens, louer l'importance donnée à l'idée heureuse et féconde selon laquelle la *condictio* donnée *ex re* se fonde, dans sa notion essentielle, sur une idée d'enrichissement injuste et non pas de contrat (3). » Cette opinion trouve

(1) Girard, *op. cit.*, p. 612, note 1.

(2) Stoicesco, *De l'enrichissement sans cause*, thèse, p. 11.

(3) Girard, *L'histoire de la condictio* d'après M. Pernice, dans la *Nouvelle revue historique*, 1895, pp. 413-417.

une base des plus solides dans les décisions des jurisconsultes romains.

Ulpien (lib. 7 *Disputationum*) disait : « In id, quod factus sit locupletior, æquissimum erit in eum dari repetitionem : nec enim debet ex alieno damno esse locuples (1). »

Africain, s'autorisant de l'avis de Julien, disait : « Posse te mihi pretium condicere Julianus ait ; quasi ex re tua locupletior factus sim (2). »

On peut encore ajouter deux fragments de Pomponius : « Bono et æquo non conveniat aut lucrari aliquem cum damno alterius, aut damnum sentire per alterius lucrum » (3), et le deuxième qui a été plus d'une fois cité et commenté : « Jure naturæ æquum est, neminem cum alterius detrimento et injuria fieri locupletiozem » (4-5).

Les deux actions créées par la loi Silia et Calpurnia, *condictio certæ pecuniæ* et *condictio triticaria*, ayant un champ d'application restreint, ne pouvaient satisfaire tous les besoins de la pratique juridique. Elles ne pouvaient s'intenter lorsque la valeur retenue sans cause consistait en de

(1) D. II, 45, *De transact.*, 8, 22.

(2) D. XII, 1, *De reb. cred.*, 23.

(3) D. XXIII, 3, *De jure dot.*, 6, 2.

(4) D. I, 47, *De div. n. juris.*, 206.

(5) On a souvent prétendu que les Romains ont donné au principe de l'enrichissement sans cause une portée générale, et on a invoqué en ce sens deux fragments de Pomponius. — Mais il ne faut pas attribuer à ces deux propositions une valeur absolue qu'elles n'avaient pas dans la pensée de leur auteur. — Cuq, II, p. 493, note 1.

l'argent ou en des choses certaines. Les jurisconsultes de l'Empire, vers le temps d'Hadrien ou de Trajan, ont complété le système en faisant reconnaître, pour le cas où l'enrichissement consiste en autre chose, où l'action en répétition a pour objet un *incertum*, un fait, un acte juridique, une constitution de droit réel, une remise de dette, une troisième *condictio* voisine des deux premières, la *condictio incerti* (1).

Cette nouvelle action était un progrès, puisqu'elle permettait d'atteindre des cas où jusqu'alors l'enrichissement sans cause ne pouvait être répété. Mais la *condictio incerti* ne constituait pas le dernier perfectionnement du système, car si elle s'appliquait à de nouvelles hypothèses, sa portée se restreignait aux obligations nées *re*. Sous l'Empire, l'œuvre de la jurisprudence a été surtout importante. Elle a donné au principe de l'enrichissement injuste une large extension en procédant de deux manières : d'abord, elle a cherché à étendre l'application de la *condictio*, ensuite, elle a jugé préférable d'utiliser partout où c'était possible les voies de droit existantes, l'action de bonne foi en matière contractuelle, la formule pétitoire en matière réelle, dans quelques cas exceptionnels l'*in integrum restitutio* (2).

En même temps que l'accroissement du champ d'application de la *condictio*, un second phénomène se manifeste :

(1) Girard, *op. cit.*, p. 614.

(2) Cuq, II, p. 497-504.

les jurisconsultes entreprirent le morcellement de l'ancienne *condictio* en un certain nombre de *condictiones*, dont chacune présentait des caractères particuliers. Il est douteux que cette classification indiquée dans les rubriques de certains titres du *Digeste* et du Code, soit due aux classiques. On peut aujourd'hui tenir pour certain que l'œuvre des jurisconsultes a inspiré et guidé Justinien, et que celui-ci l'a complétée et a donné pour la première fois un système d'ensemble des *condictiones* (1). Pour ne pas sortir du cadre de notre étude, nous passerons sous silence la *condictio indebiti*, la *condictio ob causam datorum* ou *causa data causa non secuta*, la *condictio ob turpem causam* et la *condictio ob injustam causam*, bien qu'elles eussent toutes pour but la restitution d'un bénéfice illégitime. Nous dirons simplement quelques mots de la *condictio sine causa* au sens étroit, car elle rentre directement dans notre sujet.

Les diverses *condictiones* qui avaient reçu un nom spécial, étaient au sens large des *condictiones sine causa*. Mais comme elles n'englobaient pas la totalité des cas dans lesquels on accordait à la personne appauvrie, au profit d'une autre, une *condictio*, Justinien a dû admettre une autre *condictio sine causa* au sens strict. Elle intervient dans un nombre plus ou moins étendu de cas où l'enrichissement est sans cause, soit dès le principe (2), soit après coup (3).

(1) Baron, *Conditionen*, p. 48 et s.; Pernice, *Labeo*, III, 1, p. 214-215; Girard, *op. cit.*, p. 615.

(2) Quand un individu a consommé de bonne foi les deniers qui lui avaient été prêtés par un impubère.

(3) Quand un titre de créance est resté entre les mains du créan-

Mais il ne faut pas croire que cette *condictio* s'applique, à défaut des autres, toutes les fois qu'il y a un enrichissement injuste (1). Il reste certainement dans le droit de Justinien, des cas multiples où une personne se trouve enrichie aux dépens d'une autre sans que la seconde ait contre la première d'action en indemnité (2).

Les compilations de Justinien donnent à la *condictio* deux autres fonctions : celle de sanctionner toutes les créances établies par une loi sans indication d'action — *condictio ex lege* — et celle de pouvoir remplacer toutes les autres actions personnelles, à condition que le demandeur consentît à s'exposer à la plus petite — *condictio generalis*. En réalité, ces deux actions sont la création de Justinien (3). Souvent, quand on parle d'enrichissement sans cause en droit romain, la *condictio* seule se présente à l'esprit et remplit à elle seule tout l'horizon. C'est une erreur, car si la *condictio* a toujours réprimé l'enrichissement injuste, cet enrichissement n'a pas toujours été réprimé par la seule *condictio*. Avant la *condictio*, le *sacramentum* et la *judicis postulatio* étaient employés dans le même but.

En dehors des *condictiones*, le droit romain admettait des actions assez nombreuses qui avaient pour but d'obtenir,

cier après que la dette a été éteinte, quand les arrhes sont restées entre les mains du vendeur après que la vente a été exécutée.

(1) La personne appauvrie n'avait pas, en l'absence de *condictio*, la ressource d'une action prétorienne *in factum*.

(2) Girard, *op. cit.*, p. 621 ; Cuq, *op. cit.*, II, p. 506-507.

(3) Girard, *op. cit.*, p. 610, n° 2 ; Cuq, *op. cit.*, II, p. 499, n° 1.

dans certains cas, la restitution d'un bénéfice injuste. Du temps de la République, nous pouvons citer :

1) *L'action de peculio et de in rem verso*. — Il s'agit, non pas, comme on l'a cru quelquefois, de deux actions distinctes, mais d'une action unique comprenant deux chefs (1). C'était une action *adjectitiæ qualitatîs*, donnée lorsqu'une personne en puissance, non préposée à un commerce, avait, sans qu'il y eût *jussum*, contracté des dettes. Les créanciers pouvaient poursuivre le *paterfamilias* par l'action du contrat jusqu'à concurrence du profit que ce contrat lui avait procuré (*in rem versum*). Mais, quant à l'excédent, leur droit de poursuite n'existait que dans les limites de l'actif du pécule, *de peculio* (2).

2) L'action *rerum amotarum*, contre la femme répudiée qui a détourné certains biens du mari (3).

3) L'action édilicienne *in factum*, tendant à la restitution du prix à l'acheteur après la résiliation de la vente (4).

4) L'action Paulienne utile contre le tiers acquéreur qui

(1) « Eadem formula et de peculio et de in rem verso agitur. » Gaïus, IV, 74 *in fine*. — « Licet enim una est actio qua de peculio deque eo quod in rem domini versum sit agitur, tamen duas habet condemnationes » *Instit.*, IV, 7 § 4, b.

(2) May, *Éléments de droit romain*, p. 400 et s.; Cuq, *op. cit.*, II, p. 337; Girard, *op. cit.*, p. 662 et s.; Accarias, *Précis de droit romain*, II, 882, p. 1034 et s.

(3) D. XXV. 2, *De a. rer. amot.*, 5. — Girard, p. 956-957.

(4) Vat., fr. 14.

n'est pas complice de la fraude commise par le débiteur envers ses créanciers (1).

5) L'*in integrum restitutio* promise au mineur de 25 ans contre le tiers qui s'est enrichi à ses dépens (2).

6) L'action utile donnée contre le pupille ou contre le fou en raison du profit qu'il a retiré d'un dol commis par le tuteur ou le curateur (3).

7) L'*in integrum restitutio* promise par le prêteur pour rescinder une usucapion accomplie au préjudice d'une personne absente pour le service de l'État, ou retenue en captivité, et dans quelques cas analogues (4-5).

Sous l'Empire, on a multiplié les applications de cette idée. Il nous suffira de citer le senatus-consulte Juventien, les rescripts d'Antonin le Pieux sur la vente des biens héréditaires par le possesseur de l'hérédité (6) et sur l'obligation du pupille qui a géré les affaires d'autrui (7), le rescrit de Marc-Aurèle qui dispense les possesseurs de bonne foi d'une hérédité de rendre les intérêts, si ce n'est dans la mesure de leur enrichissement (8). Cette multiplicité de

(1) D. XLII, 8, *Quæ in fraud.*, 11, 8. — May, *op. cit.*, p. 626; Cuq, II, *op. cit.*, p. 491 et note 2.

(2) Cuq, II, *op. cit.*, p. 167.

(3) D. XXVI, 9, 3.

(4) Cuq, II, *op. cit.*, p. 720, note 4.

(5) En ce qui concerne toutes ces actions V. Cuq, II, p. 496, note 3.

(6) D. IV, 2, *Quod mel. causa gest.*, e., 18.

(7) D. III, 5, *De negot. gest.*, 3, 8.

(8) C. III, 31, *De pet. hered.*, 1-1

moyens destinés à réprimer l'enrichissement injuste nous démontre la grande place que cette théorie tenait dans le droit romain.

CHAPITRE II

ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Qu'un principe aussi général et aussi équitable que celui qui défend de s'enrichir aux dépens d'autrui ait passé dans l'ancien droit français, rien de plus naturel. Toutefois, notre théorie, malgré sa clarté et son fondement juridique, demeure inaperçue jusqu'au ^{xiii}^e siècle.

Le Livre de Jostice et de Plet, qui fut rédigé dans la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle et certainement après 1259 (1), contient un paragraphe intitulé : *De aucion de chose qui est rendue sanz cause* (liv. VI, n° XIV), qui était la reproduction du titre du *Digeste* « De condictione sine causa » (D. XII, 7). On y sanctionnait également l'un des cas les plus connus d'enrichissement sans cause, le paiement de l'indû : « Si aucun veut chose qui n'est pas deue, et rien n'en siet, il le peut redemender » (liv. VI, n° XIII, *De aucion de chose que l'on ne doit mie*, § 1).

Beaumanoir, sans traiter spécialement de la matière, admet la restitution dans certaines hypothèses d'enrichis-

(1) Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du Droit français*, 10^e édit., p. 724.

sement sans cause. Ainsi, il l'accorde au possesseur de bonne foi construisant sur le sol d'autrui (1).

Bouteiller, dans sa *Somme rural*, indique les grandes règles d'équité qui s'imposent au législateur, et parmi elles figure celle-ci : « Locupletari non debet quis ex alterius jactura. » Et il l'explique en ces termes : « Cette règle dict que nul ne se doit enrichir du dommage d'autrui (2). »

Le xvi^e siècle, où l'œuvre de Dumoulin pouvait faire supposer une étude plus approfondie de notre sujet, est tout aussi peu abondant en renseignements. Dumoulin n'étudie pas spécialement le principe, mais cependant il le vise plusieurs fois, notamment lorsqu'il dit à propos de la *condictio* appartenant à l'emphytéote : « ... quod probatur naturali ratione quæ neminem patitur cum jactura aliena fieri locupletioem (3). »

Loysel, dans ses *Institutes coutumières*, ne consacre pas une seule ligne à notre principe.

(1) Beaumanoir, *Coutume de Beauvoisis*, ch. xx : « ci commence li vintismes chapitres, de cest livre liquens parole de ceus qui tiennent eritages par cause de bonne foi et enseigne comment il doivent estre gardé de domage », édit. Salmon (Paris, Picard, 1889), I, p. 302, n° 613.

(2) Bouteiller, *Somme rural*, ch. xxxviii : « Cy après s'ensuyvent les règles de droict ; premièrement en latin et puis en françois », édit. de Charandas le Caron (1611 et 1621), p. 846.

(3) Dumoulin, *Opera omnia*, (édit., en 3 vol., de 1681), tit. I. Des fiefs, § 1, glos. V. *in verbo* le fief, n° 82 (t. I, p. 84). Cf. aussi différents rappels du principe, à propos des matières les plus diverses, dans le t. III, ch. 1, *in princ.*, *De verb. oblig.*, n° 32 (p. 21) et *Explicatio labyrinthi*, pars II, n° 139 (p. 135-136).

En revanche, Domat, expose la question dans un passage qui, malgré sa brièveté, mérite une citation particulière, car l'auteur s'y place à un point de vue général : « Celui qui se trouve avoir une chose d'un autre sans quelque juste cause, ou à qui une chose était donnée pour une cause qui cesse, ou sous une condition qui n'arrive point, n'ayant plus de cause pour la retenir, doit la restituer. Ainsi celui qui avait reçu une dot pour un mariage qui ne s'accomplit point ou qui est annulé, doit rendre ce qui n'était qu'à ce titre. Ainsi, à plus forte raison, ceux qui ont reçu de l'argent ou autre chose pour une cause injuste, sont tenus de le rendre (1). »

A raison des rapports qui existent entre elles, Domat rassemble ici la *condictio sine causa* au sens strict, la *condictio ob rem finitam*, la *condictio causa data causa non secuta* et la *condictio ob injustam causam*. Sans doute, il ne donne qu'un aperçu de l'enrichissement sans cause, mais cet aperçu ne manque point d'intérêt.

Au xviii^e siècle, Pothier ne traite pas la question dans toute son étendue, mais il invoque à plusieurs reprises, afin de justifier certaines de ses opinions, le principe d'équité sur lequel se fonde la demande en restitution de la chose. C'est surtout dans son *Traité du quasi-contrat* « *negotiorum gestorum* » qu'il touche à notre matière. Dans deux endroits de cet ouvrage, il s'exprime en termes

(1) Domat, *Lois civiles*, 1^{re} partie, liv. II, tit. VII, sect. I, § 10 (édit. Rémy, I, p. 466).

assez larges pour montrer qu'il n'entend point restreindre l'application du principe de l'enrichissement sans cause aux divers cas où le gérant n'a pas l'action de gestion d'affaires. Remarquons d'abord ce passage : « Celui qui a fait l'affaire d'une personne contre sa défense formelle, n'ayant pas, suivant les principes que nous venons d'exposer, l'action *contraria negotiorum gestorum* contre cette personne, pour la répétition des frais de sa gestion, doit-elle les perdre, lorsque la personne dont elle a fait l'affaire malgré sa défense, en a profité?... Cela ne résiste-t-il pas à l'équité naturelle, qui ne permet pas que vous puissiez vous enrichir à mes dépens ? *Neminem æquum est cum detrimento alterius locupletari*. Cette équité ne doit-elle pas venir à mon secours ? Et, à défaut de l'action *contraria negotiorum gestorum*, que je n'ai pas, ne doit-elle pas me donner pour la répétition de la somme que j'ai payée, et dont vous avez profité, l'action générale *in factum*, action qui a lieu *quoties alia actio deficit* ? Les docteurs sont partagés sur cette question. Elle doit souffrir moins de difficulté dans notre jurisprudence française, où l'on ne s'attache pas au nom des actions et où l'équité naturelle est seule suffisante pour produire une obligation civile et une action. Or, lorsque vous profitez d'une affaire que j'ai faite, quoique contre votre défense, pour vous faire du bien malgré vous, l'équité naturelle qui ne permet pas de s'enrichir aux dépens d'autrui, vous oblige à m'indemniser de ce qu'il m'en a coûté, jusqu'à concurrence du profit que vous en retirerez (1). »

(1) Pothier, *Du quasi-contrat « negotiorum gestorum »*, V. 182, p. 247 (édit. Bugnet).

Mais il importe de remarquer que ce n'est pas seulement à propos de la gestion d'affaire que Pothier invoque le principe de l'enrichissement sans cause. Il en fait une application au cas d'emprunt conclu par une femme mariée non autorisée : « L'obligation, dit-il, que contracte la femme, de restituer la somme qu'elle a empruntée sans l'autorité de son mari, lorsque cette somme a tourné à son profit, n'est point non plus formée par aucun contrat, ni quasi-contrat : car le contrat de prêt, qui lui a été fait de cette somme sans l'autorité de son mari, étant nul, ne peut par lui-même produire aucune obligation : *Quod nullum est, nullum producit effectum*. Son obligation est donc produite par la loi naturelle seule, qui ne permet pas que quelqu'un s'enrichisse aux dépens d'autrui » (L. 206, ff. de *Reg. Jur.*) (1).

Il résulte clairement de ces divers passages de Pothier qu'aux yeux de ce jurisconsulte le principe de la restitution du bénéfice injuste est un de ceux qui dominant tout le droit positif.

(1) Pothier, *Traité des obligations*, même édit., p. 59-60.

CHAPITRE III

LE DROIT FRANÇAIS MODERNE

SECTION I

La Doctrine

Bien que Pothier, le guide habituel des rédacteurs du Code civil, eût donné des indications précieuses sur la théorie de l'enrichissement sans cause, nous ne trouvons formulée cette théorie dans aucun article de ce Code. Toutefois en cherchant bien dans les travaux préparatoires, on s'aperçoit que ses auteurs n'ignoraient pas cette question. Ainsi, dans le rapport fait au Tribunat le 16 pluviôse, an XII, par Bertrand de Greuille, sur les engagements qui se forment sans convention, nous trouvons ce passage : « Le projet de loi n'avait donc plus qu'à s'occuper des obligations qu'engendrent les faits qui appartiennent à la seule volonté de l'homme : et à cet égard vous penserez sans doute *qu'il eût été difficile de fournir des exemples de tous les quasi-contrats*, et d'analyser l'espèce, la nature et l'étendue des engagements qu'ils produisent divisement. *Les exemples appartiennent à la doctrine, le législateur doit*

seulement poser les fondements de la loi, et son application, suivant les circonstances et les faits particuliers, rentre dans le domaine des juges. Aussi le projet qui vous occupe s'est-il borné à déterminer des règles générales, et ces règles deviennent suffisantes pour éclairer sur l'étendue des devoirs qui résultent des faits personnels le plus ordinairement en usage dans la société (1). » On voit dans ce passage que Bertrand de Greuille permet d'allonger la liste des quasi-contrats et par conséquent, si le législateur ne parle pas de l'enrichissement sans cause, il ne défend pas, non plus, d'admettre son existence.

La question de l'enrichissement sans cause ne tarda pas à se poser, et le mérite de l'avoir résolue revient à la doctrine (2).

Merlin parle de l'action *de in rem verso* à propos d'une affaire de société de commerce sur laquelle le jurisconsulte avait donné son avis à l'audience de la Cour de Cassation, section des requêtes, le 28 germinal, an XII, et qui se trouve rapportée dans ses « *Questions de Droit* » (3). D'après lui, l'ordonnance de 1673, titre 4, article 7, qui décide que les associés ne sont tenus des obligations contractées par l'un d'eux, que si celui-ci a signé de la signature sociale, ne vise que les sociétés ordinaires et non les

(1) Locré, *La législation civile, commerciale et criminelle de la France ou commentaire et complément des codes français*, t. XIII, p. 36.

(2) Baudry et Barde, *Obligations*, IV, 2849 ix.

(3) Merlin, *Recueil alphabétique de questions de droit*, V. Sociétés, t 2.

sociétés anonymes, et pour celles-ci il faudrait uniquement se préoccuper de l'emploi des fonds. Lorsque cet emploi aurait été utile à la société, il y aurait pour cette seule considération, motif à une action. Or cette action n'est pas une action *ex contractu* « mais *de in rem verso*, et elle n'a point d'autre principe que cette règle de droit naturel qui défend à tout homme de s'enrichir aux dépens d'autrui. » Nous nous réservons d'étudier plus loin la question relative aux rapports des associés et de la société avec les tiers, mais ce qu'il nous faut signaler et retenir, c'est la liaison désormais établie entre l'action *de in rem verso* et l'enrichissement injuste. Merlin donne à ce principe d'équité qui domine tout le droit, une qualification romaine, et cette qualification a été adoptée par la doctrine (1). Merlin s'est occupé de l'action *de in rem verso* seulement en matière de sociétés.

Duranton suit de tellement près son système qu'il ne mentionne, lui aussi, l'action *de in rem verso*, que sous l'article 1864 et n'en parle pas à l'occasion des engagements qui se forment sans convention (2).

Toullier, dans son étude approfondie des quasi-contrats parle de l'action *de in rem verso* et néglige de la qualifier.

(1) Nous avons déjà vu que c'est à tort que la doctrine a donné à cette action la qualification *de in rem verso* et qu'il fallait plutôt l'appeler *condictio sine causa*.

(2) Duranton, *Cours de droit français suivant le Code civil*, t. XIII, § 647 et s.; et t. XVII, § 448.

Il critique la mauvaise définition donnée par l'article 1371 Code civil, qui dit que « les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme » sans nous montrer quels sont ces faits et sans nous donner d'autres exemples de quasi-contrats, dans les articles suivants, que la *negotiorum gestio* et la *condictio indebiti*. Il propose de remplacer la définition défectueuse des quasi-contrats donnée par l'article 1371 par une autre ainsi conçue et qu'il met en parallèle avec celle donnée par l'article 1382, relative aux faits illicites : « Tout fait licite quelconque de l'homme, qui enrichit une personne au détriment d'une autre, oblige celle que ce fait enrichit, sans qu'il y ait eu intention de la gratifier, à rendre la chose ou la somme dont elle se trouve enrichie (1). » A ses yeux, donc, le principe qu'on ne doit pas s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui « cette grande règle d'équité naturelle », « cette grande règle de morale et de justice naturelle » (2), *doit s'appliquer dans toutes les hypothèses d'enrichissement injuste.*

Marcadé n'essaie pas plus que Toullier, de construire un système, en ce qui regarde l'action *de in rem verso* ; mais constate lui aussi l'étendue de son domaine : « L'un des principes fondamentaux de notre Code Napoléon, c'est qu'on ne doit jamais s'enrichir aux dépens de qui que ce soit, pas même d'un voleur. Vous devez donc

(1) *Op. cit.*, t. XI, 20 et 112.

(2) *Op. cit.*, t. XI, 55, al. 3 et 58.

me rembourser ce dont je vous enrichis par ma dépense (1). »

Plus loin, revenant de nouveau sur ce principe, il affirme que le Code « ne veut pas qu'on s'enrichisse *Jamais* (2) aux dépens d'un tiers, même quand ce tiers est en faute et de mauvaise foi. »

D'autres, plus hardis, peut-être sous l'inspiration d'idées juridiques étrangères (3), donnent au principe de l'enrichissement sans cause, une valeur juridique générale, tout en lui maintenant une originalité propre. Cette théorie a été soutenue par MM. Aubry et Rau. Si ces auteurs ont traité la question de l'enrichissement un peu trop sommairement, ils ont du moins le mérite de l'avoir étudiée pour la première fois d'une façon systématique. Ils consacrent à l'examen de l'action *de in rem verso*, le paragraphe où il est question « Des facultés inhérentes à un droit de propriété dont toute personne jouit sur son patrimoine, envisagé comme universalité de bien (4). »

D'après eux, les objets ou valeurs appartenant à notre patrimoine, peuvent être réclamés, au moyen d'une action personnelle, qu'on peut qualifier d'action *de in rem verso*.

(1) Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code civil*, t. V, sur l'art. 1375.

(2) Le mot « Jamais » est en majuscule dans l'original, p. 263.

(3) L'origine de l'idée se trouve dans l'ouvrage de Zachariæ, d'ailleurs entachée d'une erreur grossière sur la nature de l'action, 1^{re} édit., t. IV, § 576.

(4) Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 4^e édit., VI, § 578.

Puis ils posent le principe que : « L'action *de in rem verso*, dont on ne trouve au Code civil que des applications spéciales, doit être admise d'une manière générale, comme sanction de la règle d'équité, qu'il n'est pas permis de s'enrichir aux dépens d'autrui, dans tous les cas où le patrimoine d'une personne se trouvant, sans cause légitime, enrichi au détriment de celui d'une autre personne, celle-ci ne jouirait, pour obtenir ce qui lui appartient ou ce qui lui est dû, d'aucune action naissant d'un contrat, d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit (1). » Ils font aussi observer que d'après son fondement, cette action est recevable alors même que le défendeur est incapable (2). Enfin, ils indiquent rapidement les effets de l'action *de in rem verso* et la manière dont il faut déterminer le montant de la valeur qui doit être restituée. Cette esquisse d'une théorie générale de l'enrichissement sans cause et de l'action *de in rem verso* a exercé une très grande influence sur la marche de la jurisprudence.

Dans l'intervalle, Larombière présente un autre système. D'après lui, l'action *de in rem verso* n'est qu'une dépendance de la gestion d'affaires (3). Le système ainsi présenté par Larombière a été repris et précisé par Demo-

(1) *Op. cit.*, VI, p. 246.

(2) *Op. cit.*, VI, p. 247.

(3) Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, 1^{re} édit., VI, sous l'art. 1375.

lombe (1) et par Laurent (2). L'éminent professeur Labbé vient plus tard, et défend avec autorité en les développant les idées d'Aubry et Rau dans deux notes insérées au recueil de Sirey (3).

Ces auteurs semblent avoir entraîné toute la doctrine contemporaine, car aujourd'hui elle est presque tout entière unanime à affirmer, au nom de l'équité, l'existence d'un principe général de répétition de l'enrichissement sans cause (4).

M. Planiol présente, lui aussi, sur l'enrichissement sans cause, une étude d'ensemble. A son avis, « il n'est pas douteux que le principe subsiste dans notre droit, comme une règle nécessaire d'équité : « *Jure naturæ æquum est nenimem cum alterius detrimento et injuria fieri locupletiores* » (*Dig.*, liv. L, tit. xvii, fr. 206).

Il en est de la restitution d'un enrichissement sans cause comme de la répression du dol : c'est une de ces rares règles de droit naturel, qui dominent toutes les lois, alors même que le législateur n'a pas pris spécialement le soin de les formuler (5). »

(1) Demolombe, *Contrats et Obligations*, VIII, 48 ou *Cours du code Napoléon*, XXXI, 48, p. 46.

(2) Laurent, *Principes de droit civil*, XX, 333 et suiv.

(3) S. 90. 1. 97 et S. 93. 1. 281.

(4) Bufnoir, *Propriété et contrats*, p. 445, 779 et suiv., 786; Baudry, *Précis*, II, 1339 bis; Ripert et Teisseire, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 728; Baudry et Barde, *Obligations*, IV, 2849 II; Raynaud et Stoicesco, thèses citées.

(5) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, II, 933 et suiv.

La théorie générale de l'enrichissement illégitime a été de nouveau présentée dans une très brillante et très intéressante étude ayant pour auteurs MM. Ripert et Teissière et publiée dans la *Revue trimestrielle de droit civil* (1).

Enfin, MM. Baudry et Barde ont examiné la question de l'enrichissement sans cause d'une façon très complète (2). A leurs yeux l'action *de in rem verso* n'est pas autre chose que la sanction de ce grand principe d'équité : « Nul ne doit s'enrichir au préjudice d'autrui (3). »

SECTION II

La Jurisprudence

L'arrêt fondamental en cette matière, le seul qui affirme nettement et indique d'une façon précise mais sommaire les conditions de l'action en restitution de l'enrichissement injuste est l'arrêt rendu par la Cour de Cassation le 15 juin 1892. Comment la jurisprudence avait-elle tranché jusqu'alors les difficultés très nombreuses qui s'étaient posées sur cette question ? Avait-elle refusé toute action et sanctionné de véritables iniquités ?

La Cour de Cassation et les tribunaux pour ne pas violer

(1) *Revue trimestrielle de droit civil*, 1904, p. 727-796.

(2) Baudry et Barde, *Traité théorique et pratique de droit civil* 3^e édit., XV, p. 502-534.

(3) *Op. cit.*, 2849 n.

les principes d'équité se sont trouvés amenés, tantôt, à étendre demesurément certaines notions comme celle de la gestion d'affaires, qui est une cause très nette et très distincte d'obligations et à la confondre avec la famille beaucoup moins bien déterminée des obligations qui naissent d'un enrichissement sans cause, tantôt, à subordonner l'exercice de l'action *de in rem verso* à l'existence entre les parties d'un contrat ou quasi-contrat, ou d'un fait pouvant créer un lien de droit quelconque.

Les premières difficultés qui se sont présentées devant les tribunaux ont été relatives aux fournitures faites à des sociétés en participation. Le demandeur réclamait une somme calculée sur le profit réel que la société en avait tiré, bien que les fournitures n'eussent été livrées en apparence qu'à des associés isolés.

L'arrêt du 13 avril 1848, rendu par la Cour de Bordeaux, refuse d'accorder l'action *de in rem verso* contre une société en participation. « Attendu que X qui a vendu des soieries à J, [et accepté de lui en paiement des traites qui ont été depuis renouvelées, *ne peut, sous prétexte que ces soieries auraient tourné en partie au profit de Z, se prétendre créancier de ce dernier* et se présenter à sa faillite (1). »

Deux ans plus tard, la Cour de Cassation elle-même, appelée à statuer sur la question, se prononce dans le même sens par l'arrêt du 12 mars 1850, cassant un arrêt de la Cour de la Martinique du 30 avril 1847 : « Attendu, dit-

(1) D. 48, 2. 162.

elle, quant à la connaissance que la société a pu avoir de l'origine des marchandises versées dans son actif par un de ses membres, qu'il n'a pu résulter de cette simple connaissance *aucun contrat ni quasi-contrat, aucun lien de droit susceptible d'obliger* la société envers la personne de qui l'associé avait tenu les marchandises ; attendu *que le bénéfice qu'avait fait la société n'a pas non plus créé contre elle une action au profit du vendeur originaire qui n'a aucunement traité avec elle* ; qu'un contractant n'a d'action que contre celui avec qui il a contracté, et non contre les tiers qui ont pu profiter des suites d'un contrat dans lequel ils n'ont pas été parties (1). »

Trois ans plus tard, la Cour de Cassation, sous la présidence de Troplong, cassa par l'arrêt du 16 février 1853 un arrêt de la Cour d'Alger du 18 juin 1851, persistant ainsi dans sa manière de voir (2). »

Donc, la jurisprudence exige quand l'article 1375 est manifestement inapplicable, pour l'exercice de l'action en restitution d'un enrichissement causé, l'existence entre les parties d'un contrat ou quasi-contrat ou d'un fait pouvant produire un lien de droit. D'autres fois, nous l'avons déjà fait remarquer, elle étend à l'infini le domaine de la gestion d'affaires et le confond avec celui de l'enrichissement sans cause, et les plus grands jurisconsultes obscurcissent eux-mêmes les notions qui servent à le délimiter. Cette confu-

(1) D. 50. 1. 86 ; S. 50. 1. 257.

(2) Cass. 16 février 1853, D. 53. 1. 47 ; S. 53. 1. 209.

sion entre les deux notions apparaît par exemple, d'une façon évidente dans l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 juin 1872 : « Attendu que les obligations réciproques qui peuvent résulter d'un quasi-contrat de gestion d'affaires *naissent du fait même de la gestion et de la loi, et non de l'intention des parties*. Il importe peu que celui qui a fait l'acte de gestion ait entendu agir tout à la fois dans son intérêt personnel, et dans l'intérêt des tiers si, en réalité, le tiers était intéressé à l'acte de gestion et en a profité (1). »

Cette regrettable confusion persiste longtemps et on la retrouve de nouveau dans l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 juillet 1890. Il s'agit de constructions élevées par un locataire sur le terrain loué. « Attendu qu'il suit de là qu'en élevant sur les terrains loués des constructions dont le propriétaire a seul profité, la société a réellement, quoique involontairement et à son insu, géré l'affaire du propriétaire, et a le droit de lui réclamer le remboursement de toutes ses dépenses utiles (2). »

M. Planiol dans sa note au Dalloz sous cet arrêt, constate et critique cette confusion entre deux notions différentes. L'enrichissement sans cause n'engendre qu'une obligation unilatérale de restitution, comme on le voit dans les articles 554, 555, 556, 571 et 2175 du Code civil. Il ne peut pas avoir de conséquences plus compliquées, parce que le

(1) Cass. 18 juin 1872, D. 72. 1. 471.

(2) Cass. 16 juillet 1890, S. 94. 1. 19; D. 91. 1. 49 (note de M. Planiol).

fait générateur d'obligations est ici un phénomène simple. La gestion d'affaires est quelque chose de plus : elle est une source productive d'obligations réciproques entre les parties. Elle suppose essentiellement l'accomplissement d'actes juridiques, faits dans l'intérêt d'une personne dont on n'a reçu aucun mandat (1).

Mais où cette confusion éclate d'une façon bien plus saisissante encore, où se manifeste hautement l'hésitation des juges entre deux conceptions, celle de gestion d'affaires et celle d'enrichissement sans cause, c'est dans l'arrêt rendu par la Cour de Cassation le 22 février 1888. « Attendu en droit, *que d'une part nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui*, et qu'en vertu de ce principe *celui qui s'est immiscé dans les affaires d'autrui* a le droit de lui demander le *remboursement des dépenses* par lui faites jusqu'à concurrence du profit procuré (2). » Voilà donc, la jurisprudence tranchant, dans certains cas, les questions de l'enrichissement sans cause par l'extension de l'article 1375, et faisant ainsi une regrettable confusion entre la notion de la gestion d'affaires et celle de l'enrichissement sans cause.

Le Conseil d'État n'est pas non plus à l'abri des critiques du même genre. Dans ses arrêts au sujet des contrats passés au nom de personnes administratives par des représentants sans qualité ni pouvoir, nous relevons la même confusion (3).

(1) Voir la note de M. Planiol au Dalloz.

(2) Cass. 22 février 1888, S. 90. 1. 535.

(3) Cette question est étudiée plus loin.

La jurisprudence aurait pu s'orienter définitivement dans ce sens et persister dans ses errements, quand par un heureux hasard la question se trouva nettement posée devant la Cour de Cassation, le 11 juillet 1889.

Un nommé Arrazat avait sollicité du Crédit Foncier un prêt de 160.000 francs, mais ses biens étaient grevés de trois hypothèques : 1° une hypothèque conventionnelle pour une somme de 32.000 francs, prenant rang à la date du 1^{er} octobre 1869 ; 2° une autre hypothèque conventionnelle pour une somme de 45.000 francs, prenant rang à la date du 13 juillet 1872 ; 3° l'hypothèque légale des mineurs Arrazat, placés sous la tutelle de leur père, prenant rang du 2 août 1872. Le Crédit Foncier s'était montré disposé à consentir ce prêt sous la double condition pour le sieur Arrazat de rapporter : 1° mainlevée des hypothèques conventionnelles ; 2° mainlevée de l'hypothèque légale des mineurs, afin que la sienne fût inscrite au premier rang. L'hypothèque légale avait été effacée avec le consentement du conseil de famille et du tuteur *ad hoc*, et les deux hypothèques conventionnelles avaient été purement et simplement éteintes au moyen des fonds envoyés par l'établissement de crédit au notaire du sieur Arrazat ; le paiement n'avait pas été accompagné d'une réserve de subrogation, le Crédit Foncier, convaincu de l'extinction définitive de l'hypothèque légale, n'ayant pas jugé cette formalité nécessaire (1). Les deux conditions ayant été

(1) Dans cette hypothèse il n'y avait pas subrogation légale car le

remplies, le prêt promis par le Crédit Foncier avait été réalisé le 13 août 1880.

Sur ces entrefaites Arrazat vint à décéder. Sa succession fut acceptée sous bénéfice d'inventaire. Les immeubles qui lui appartenaient furent vendus aux enchères publiques et le prix distribué par voie d'ordre. Dans l'ordre réglé par le juge commissaire, le Crédit Foncier fut colloqué au premier rang. Les héritiers contestèrent ce règlement, mais le tribunal de Lodève le maintint par jugement du 12 février 1886. Sur appel, la Cour de Montpellier, par arrêt du 18 mars 1887, reforma le jugement intervenu et annula la délibération du conseil de famille comme prise uniquement dans l'intérêt du père à l'encontre des mineurs ; en conséquence elle restitua aux mineurs Arrazat le rang que leur assurait leur hypothèque légale par préférence au Crédit Foncier. Celui-ci forma bien opposition à la clôture ; mais un jugement du 8 juin 1887 déclara cette opposition non recevable, tout *en réservant au fond les droits que le Crédit Foncier prétendait avoir contre les héritiers.*

Pour faire valoir ses droits, le Crédit Foncier assigna les enfants Arrazat pour s'entendre condamner à lui payer une somme égale au montant des deux créances de

Crédit Foncier avait avancé au débiteur, par la main du notaire de ce dernier, l'argent nécessaire au paiement des créanciers antérieurement inscrits. Il aurait pu y avoir subrogation conventionnelle, mais les formalités prescrites par l'article 1250 C. civ. n'avaient pas été accomplies.

32.000 francs et de 45.000 francs dont il avait procuré le paiement, attendu que la mainlevée des inscriptions hypothécaires, suite de ces paiements, *avait sans cause amélioré la condition des mineurs*. Le tribunal de Lodève par jugement du 8 juin 1887, rejeta la demande du Crédit Foncier. Sur appel, la Cour de Montpellier confirma ce jugement par arrêt du 13 février 1888 :

« Attendu, qu'il n'existe aucun lien de droit entre la société du Crédit Foncier et les héritiers Arrazat » ;

« Attendu que la situation des mineurs a été améliorée indirectement par la radiation, à laquelle ils n'ont pris aucune part, des inscriptions qui primaient la leur et qu'ils ne doivent compte à personne du profit qui leur est ainsi fortuitement advenu ;

Attendu, enfin, que le Crédit Foncier a à se reprocher d'abord d'avoir accepté une délibération dont les vices ne devaient pas échapper à la surveillance de ses agents, et ensuite de ne pas s'être fait subroger aux droits des créanciers payés avec les fonds qu'on prêtait pour conserver l'utilité de leurs inscriptions, et qu'il suit de là que les pertes qu'il subit ne peuvent être attribuées qu'à son imprudence ou à sa faute ; confirme... »

Le Crédit Foncier forma un pourvoi en Cassation fondé sur ce que l'arrêt, constatant que la situation des mineurs avait été améliorée aux dépens du Crédit Foncier, n'avait pourtant pas reconnu à celui-ci l'action *de in rem verso*. Mais, la Chambre des requêtes rejeta sa demande, comme

mal fondée, et confirma l'arrêt de la Cour de Montpellier, par arrêt du 14 juillet 1889 :

« Attendu que le Crédit Foncier n'eut pas la précaution de se faire subroger aux droits des créanciers qui avaient les hypothèques conventionnelles précitées, que la main levée en fut donnée par ces deux créanciers et la radiation opérée.

« Attendu que, de ce qui a été ci-dessus exposé, il résulte qu'il n'a jamais existé entre le Crédit Foncier et les enfants Arrazat *aucun contrat ou quasi-contrat, ni aucun fait pouvant produire entre eux un lien de droit quelconque* (1). »

M. Petiton, qui avait occupé le siège de ministre public dans ce procès, annota cet arrêt dans le Dalloz et soutint la thèse au succès de laquelle il avait puissamment contribué. Il observe qu'il ne faut pas oublier que nous sommes régis et bornés dans notre horizon juridique par des codes et des lois écrites, et que s'il est vrai que la maxime que nul ne doit s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui est consacrée par le code, il n'est pas moins vrai qu'elle n'est consacrée que d'une façon indirecte, et que par conséquent on ne doit l'appliquer qu'avec beaucoup de prudence. Il ne faut pas se borner à appliquer ce principe aux hypothèses prévues par la loi, il faut l'étendre à d'autres, mais seulement à celles qui présentent une grande analogie avec les hypothèses visées par le législa-

(1) Cass. 14 juillet 1889, D. 89. 1. 393 (note de M. Petiton); S. 90. 1. 97 (rapport de M. Rivière et note de M. Labbé).

teur. Or, si nous passons en revue ces dernières (1), nous constatons entre elles l'existence d'un trait commun qui consiste dans une relation directe de fait, soit entre deux personnes, soit entre l'une d'elles et la chose de l'autre, et c'est seulement de cette relation antérieure que peut résulter le *vinculum juris* qui donne ouverture à l'action *de in rem verso*. Par conséquent, quand une partie a recueilli un avantage prenant sa source dans les agissements d'une autre, mais sans qu'aucun lien de droit n'existe entre elles, l'action *de in rem verso* ne peut être exercée (2).

M. Labbé annota ce même arrêt au Sirey et se déclara partisan de l'opinion contraire. Il écarte, tout d'abord, de la question les articles 1312, 1926 et 1241 Code civil, qui ont été invoqués en premier lieu, car leurs dispositions peuvent se justifier par une raison spéciale. La loi protège les incapables contre toute perte, mais elle n'entend pas pour cela les enrichir aux dépens d'autrui. Le savant jurisconsulte fait intervenir dans la question les articles 555 et

(1) Articles 548, 555, 570, 571, 861, 862, 1241, 1312, 1381, 1437, 1673, 1926.

(2) Il faut remarquer que le législateur ne s'est occupé du principe que nul ne doit s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui, que dans des cas très simples, où les parties sont unies par un lien de droit — mais qu'il a laissé de côté les hypothèses plus compliquées. — Il ne faut donc pas conclure que dans toutes les autres hypothèses non prévues par la loi et qui ne présentent pas une analogie avec les hypothèses prévues, le principe que nul ne doit s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui, ne trouve pas son application.

2175 Code civil. L'article 555 accorde une indemnité au possesseur construisant sur le sol d'autrui, lorsque la construction profite au propriétaire revendiquant ; l'article 2175 donne au tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué le droit de répéter ses améliorations jusqu'à concurrence de la plus-value dont le créancier hypothécaire bénéficierait injustement. Dans ces deux cas, le possesseur et le détenteur d'un bien hypothéqué ont cru faire leur affaire, ils n'ont pas voulu obliger un autre envers eux et cependant ils sont créanciers d'une indemnité. *Il suffit donc que la dépense faite pour soi tourne à l'avantage d'autrui pour qu'une restitution soit due.* Or, le Crédit Foncier, en éteignant les hypothèques qui grevaient les biens, a fait l'équivalent d'une construction qu'il aurait ajoutée aux immeubles hypothéqués ; c'est une valeur de plus qu'il a donnée à cet immeuble en tant que garantie hypothécaire. Il se trouve en fait que le dégrèvement des immeubles profite à un autre créancier qui surgit, d'une façon inattendue et qui prime le Crédit Foncier, et, il n'est pas équitable que le déboursé fait par ce dernier procure aux mineurs une valeur qui ne leur aurait pas appartenue s'il ne s'était point lancé dans l'opération qui a été si complètement détournée du but qu'il poursuivait. La Cour de Cassation aurait dû voir l'analogie qui existe entre les articles 555 et 2175 et notre hypothèse. Dans un cas le possesseur a donné, à ses dépens, une plus-value à un immeuble que le propriétaire revendique (art. 555), dans notre hypothèse le créancier hypothécaire croit que la valeur d'un immeuble

doit servir exclusivement à son paiement, et, dans cette pensée, dégrève, à ses dépens, l'immeuble d'hypothèques qui, si elles subsistaient, entraîneraient un prélèvement à son préjudice. On peut objecter, que dans le cas de l'article 555, il y a une relation directe entre le tiers qui bâtit sur le fonds et la chose de l'autre personne en conflit, à savoir, le fonds travaillé. Mais n'y a-t-il pas aussi un lien intime, une relation directe entre le déboursé fait par le Crédit Foncier et le profit retiré par les mineurs ? Le Crédit Foncier avait en perspective le profit provenant de l'extinction des hypothèques et c'est justement ce même profit qui passe aux mineurs. M. Labbé termine ainsi sa très savante note : « La conduite du Crédit Foncier a été si étrange, si dépourvue de prudence, si légèrement attentatoire aux intérêts des mineurs, que l'on peut concevoir que, pour cette considération, le Crédit Foncier ait échoué, et que la Chambre des requêtes ait cru devoir préserver d'une cassation une décision ainsi justifiée. La solution expliquée de cette façon, l'avenir du principe d'une moralité si haute, d'une si séduisante équité, *neminem cum alterius detrimento et injuria fieri locupletiores* est sauvé (1). »

L'éminent professeur voyait juste. Grâce à sa note, l'attention est éveillée et l'équité va triompher de la scolastique juridique. La question ne tarde pas à se présenter de nouveau.

Le sieur Belland, camionneur à Montargis, était accré-

(1) S. 1890. 1. 97.

dité par divers négociants auprès de la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. pour effectuer le camionnage et le factage des marchandises à eux adressés en gare ou à domicile. Pour les expéditions franco à domicile, les expéditeurs avaient, en payant le prix total du transport jusqu'à domicile, versé aux mains de la Compagnie, le prix du camionnage ou du factage de la gare au domicile des destinataires. Mais ce camionnage n'ayant pas été opéré par elle, la Compagnie retenait indûment le prix correspondant. Belland exigea que ce prix fût versé entre ses mains. La Compagnie, sans dénier avoir touché le prix de ces camionnages, allégua qu'elle ne pouvait être tenue de le payer à Belland qui avait effectué ces camionnages et qu'elle n'en était redevable qu'aux expéditeurs qui l'avaient payé d'avance.

Le Tribunal de Commerce de Montargis déclara l'action du camionneur recevable par un jugement du 6 janvier 1887. La Compagnie interjeta appel, mais la Cour d'Orléans confirma le jugement par l'arrêt du 1^{er} mars 1889. « Attendu que Belland peut invoquer l'article 1121 Code civil et l'action *de in rem verso* ; qu'en effet, lorsque l'expéditeur a versé aux mains de la Compagnie la somme représentant le prix de transport des colis de la gare de départ au domicile du destinataire, pour payer le voiturier qui effectuerait ce transport, il a stipulé pour ce voiturier, et que celui-ci est en droit de se prévaloir de cette stipulation faite à son profit ; que, d'un autre côté, l'action *de in rem verso* lui appartient, puisqu'il a fait une chose dont la

Compagnie a tiré bénéfice, et qu'il exerce cette action dans la mesure du profit que ces transports ont procuré à la Compagnie, c'est-à-dire jusqu'à concurrence des sommes mêmes qui lui ont été remises par les expéditeurs ;

Attendu, que si la demande de Belland n'était pas accueillie, il en résulterait que la Compagnie conserverait, contre toute équité, des sommes représentant le salaire d'autrui, spécialement affectées à ce salaire, et qui constitueraient pour elle un bénéfice illégitime. »

La Compagnie s'étant pourvue en cassation, M. l'avocat général, Desjardins, prit la parole pour approuver le passage de l'arrêt de la Cour d'Orléans, qui permettait l'exercice de l'action *de in rem verso*. Voici comment il s'exprime : « J'irai même pour mon compte jusqu'à reconnaître avec la Cour d'Orléans la recevabilité de l'action *de in rem verso*. Celle-ci existe incontestablement en droit français. » Il invoque ensuite l'autorité d'Aubry et Rau. Cependant il conclut en invitant la Cour de Cassation à « ne pas ébaucher pour la première fois la théorie française de l'action *de in rem verso* » puisque d'autres moyens juridiques permettent de résoudre la question dans le même sens.

La Cour suprême suivit l'opinion de l'avocat général et rejeta le pourvoi par un arrêt du 2 décembre 1891, se retranchant derrière la théorie de la stipulation pour autrui (1). Donc, si la Cour de Cassation n'approuve pas

(1) Cass. 2 décembre 1891, D. 92. 1. 161 (note de M. Sarrut); S. 92. 1. 92 (note anonyme).

ouvertement le passage de l'arrêt de la Cour d'Appel relatif à l'action *de in rem verso*, du moins elle ne le condamne pas.

M. l'avocat général, Sarrut, qui a annoté cet arrêt au Dalloz estime que la solution donnée par la Cour de Cassation n'échappe pas à toute critique. La Cour, dit-il, donne gain de cause à Belland par l'extension qu'elle fait à son cas de l'article 1121. Or, si dans le contrat de transport, il y a certainement une stipulation au profit du destinataire, on n'aperçoit pas de stipulation au profit du camionneur du destinataire ; ce camionneur ne figure à aucun titre au contrat. A défaut de l'article 1121, le camionneur du destinataire ne peut-il pas intenter contre la Compagnie l'action *de in rem verso* ? Si la thèse développée par la Cour de Cassation dans l'affaire Arrazat est exacte, l'action *de in rem verso* intentée par le camionneur serait irrecevable, car il n'y a entre la Compagnie et le camionneur aucun contrat ou quasi-contrat, ni aucun fait pouvant produire entre les parties un lien de droit quelconque.

Tout ce qu'il faut retenir de l'arrêt du 2 décembre 1891, c'est que M. l'avocat général Desjardins approuve le passage de l'arrêt de la Cour d'Orléans, qui accordait l'action *de in rem verso*, sans demander l'existence d'un fait pouvant produire entre les parties un lien de droit quelconque, et, que la Cour de Cassation ne le condamne pas.

Par cet arrêt, les juridictions inférieures recevaient un encouragement, mais il était réservé à l'arrêt mémorable

de la Chambre des requêtes, du 15 juin 1892, de faire pénétrer dans la jurisprudence l'action en répétition de l'enrichissement sans cause.

Patureau-Miran, propriétaire du domaine de Miran, l'avait affermé à Garnier-Godard. Le fermier ne remplissant pas ses obligations, le bail avait été résilié, et il avait été reconnu alors que le fermier restait devoir au bailleur une somme de 15.000 francs pour fermages et déficit de cheptel. Pour éteindre en partie sa dette, le fermier abandonna au bailleur la récolte par lui ensemencée et encore sur pied, moyennant un prix à fixer à dire d'experts. L'expertise faite et toutes compensations opérées, le fermier restait devoir 5.376 francs. C'est dans ces conditions que le bailleur reprit possession de sa ferme.

Plus tard, Boudier père et fils, marchands d'engrais, présentèrent au bailleur une note de 324 francs pour engrais vendus et livrés au fermier avant la résiliation de son bail. Refus de paiement et action devant le tribunal de Châteauroux. Par jugement du 27 janvier 1891, le tribunal civil de Châteauroux donne au fournisseur des engrais une action contre le bailleur, c'est-à-dire contre le propriétaire de la terre améliorée.

La Cour de Cassation est saisie du pourvoi formé par le propriétaire pour fausse application des principes de l'action *de in rem verso*, et, dans son arrêt du 15 juin 1892, qui devait recevoir l'approbation unanime de la doctrine, affirme l'existence de l'action *de in rem verso* et en indique sommairement les conditions, dans un passage remarquable

qui mérite d'être cité : « Attendu que cette action dérivant du principe d'équité qui défend de s'enrichir au détriment d'autrui, n'ayant été réglementée par aucun texte de nos lois, son exercice n'est soumis à aucune condition déterminée ; qu'il suffit, pour la rendre recevable, que le demandeur allègue et offre d'établir l'existence d'un avantage qu'il aurait, par un sacrifice ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il agit (1). »

M. Labbé, dans sa note au Sirey, approuve entièrement l'arrêt de la Cour de Cassation. Le principe est posé (2) et désormais il est confirmé et appliqué par la Cour de Cassation (3). En même temps il trouve un écho dans plusieurs

(1) Cass. 15 juin 1892, S. 93. 1. 28 (note de M. Labbé) ; D. 92. 1. 596 ; Pand. franç., 93. 1. 406.

(2) Nous ne pensons pas comme MM. Ripert et Teisseire que l'arrêt du 15 juin 1892 constitue un revirement absolu dans la jurisprudence (*Revue trimestrielle*, 1904, p. 733). — M. Le conseiller Rivière faisait remarquer devant la Chambre des requêtes que si, jusqu'alors, la Cour de Cassation n'avait pas cru devoir emprunter au droit romain le nom même de l'action *de in rem verso*, elle reconnaissait cependant l'existence de cette action, qui « a pour base cette règle d'équité suivant laquelle il n'est pas permis de s'enrichir aux dépens d'autrui » (V. le rapport reproduit sous Cass. 11 juillet 1889, S. 1890. 1. 97 ; P. 1890. 1. 241). C'est sans doute l'arrêt du 11 juillet 1889, qui a été la cause d'une certaine confusion dans l'appréciation de l'arrêt du 15 juin 1892.

(3) Cass. 31 juillet 1895, S. 96. 1. 397 ; D. 95. 1. 391 ; Cass. 18 octobre 1898, S. 99. 1. 165 ; D. 99. 1. 105 (note de M. Poncet) ; Cass. 4 février 1901, S. 02. 1. 229 ; Cass. 18 octobre 1904, S. 1907. 1. 465 (note de M. Wahl) ; Cass. 25 juin 1907, S. 1909. 1. 506 ; Cass. 15 mars 1911, S. 1911. 1. 447 ; Cass. 8 février 1909, S. 1911. 1. 313 (note de M. Bourcart).

décisions de cours d'appel (1) ou de tribunaux de première instance (2). Sans doute, il y a encore des cas où la jurisprudence se montre extrêmement réservée, et sans désavouer le principe, n'en use qu'avec une grande circonspection. On peut s'en rendre compte, en rapprochant de l'arrêt précité du 15 juin 1892, celui du 23 mars 1908 émanant également de la Chambre des requêtes.

Un domaine mal cultivé par un fermier principal avait fait l'objet d'une sous-location et le sous-fermier plus actif ou plus intelligent avait apporté à l'immeuble des améliorations importantes, mais la valeur de ces améliorations se trouvait inférieure à celle des détériorations ; en d'autres termes, les experts avaient constaté que, par le fait du sous-fermier, l'immeuble avait acquis une plus-value, mais que cette plus-value n'atteignait pas le montant de la dépréciation résultant de la mauvaise exploitation du locataire principal. Dans ces conditions, le sous-fermier pouvait-il exiger du propriétaire-bailleur une indemnité égale à la valeur des améliorations qu'il avait effectuées ?

La Cour d'Appel de Nîmes, par l'arrêt du 26 juillet 1905, écarta la réclamation du sous-fermier, estimant que l'action

(1) Bordeaux, 7 août 1900, *Journal des Arr. de Bordeaux*, 1901. 1. 51 ; Lyon, 16 janvier 1906, D. 1906. 2. 132 ; Pand. franç. 1906. 2. 235 ; V. aussi Rouen, 25 juin 1904, D. 1906. 2. 191 ; Paris, 5 juin 1905, S. 1907. 2. 273 ; D. 1908. 2. 129.

(2) Trib. civ. Seine, 6 et 28 décembre 1899 ; *Gaz. Pal.* 1900, 1. 290 ; Trib. civ. de Libourne, 6 mars 1902, *Journal des Arr. de Bordeaux*, 1902. 2. 51.

de in rem verso était inapplicable en l'espèce, parce qu'il n'y avait pas eu enrichissement du défendeur.

La Chambre des requêtes, pour rejeter le pourvoi formé contre cet arrêt, s'est bornée à viser les constatations des juges du fait et à déclarer que leur décision était légalement motivée. Donc, cet arrêt n'a qu'une portée très restreinte, puisqu'il ne tranche formellement aucune question de droit (1).

Il semble que la Cour de Cassation aurait dû, en 1908, s'inspirer de l'arrêt du 15 juin 1892, qui, dans un cas très analogue, avait fait prévaloir une solution contraire, et déclarer recevable l'action du sous-fermier. On peut vraisemblablement supposer que si la Chambre des requêtes a rejeté le pourvoi, c'est qu'elle s'est considérée comme liée par les constatations des juges du fait.

Ainsi, le rôle du juge du fond tend à prendre un caractère prépondérant en matière d'enrichissement sans cause. Dans la récente jurisprudence il y a une tendance à comprendre assez largement la théorie de l'enrichissement sans cause. Un bénéficiaire d'une promesse de vente cherche un sous-acquéreur qui utilise la promesse à lui faite moyennant un bénéfice qu'il lui laissera. Pour cela il s'adresse à une agence qui lui présente l'acquéreur cherché. Mais, la promesse de vente n'ayant pas été utilisée dans le délai fixé pour la transformer en vente, elle

(1) Cass. 23 novembre 1908, S. 1910. 1. 425 (note de M. Naquet) ; *Revue critique*, 1911, p. 326 (*Examen doctrinal* p. M. Charmont).

tombe, de sorte que le sous-acquéreur traite finalement avec le promettant primitif. Ce promettant doit une commission à l'agence qui a trouvé l'acquéreur bien qu'elle n'ait pas traité avec lui. Nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui et le vendeur ne peut avoir profité du travail de l'agence sans le lui payer, bien qu'il n'ait pris aucun engagement à cet effet vis-à-vis de cette dernière. C'est ce qu'a admis la Cour de Paris le 1^{er} décembre 1910 (1).

Dans le même sens, la Cour de Poitiers avait accordé une rémunération à un généalogiste pour le seul fait d'avoir donné avis à un héritier d'une succession déjà partagée à laquelle il ignorait être appelé, bien qu'il n'y eût aucun contrat de passé. La profession de généalogiste n'ayant en soi rien de contraire aux lois ou de répréhensible, on ne saurait, en principe, refuser à celui qui l'exerce, même en dehors d'un engagement contractuel de ceux qui en bénéficient, une action en remboursement de ses impenses, et même en rémunération du service rendu. Lorsque grâce à l'avis qui leur a été donné par un généalogiste de l'ouverture d'une succession à leur profit, des héritiers ont pu faire les recherches et démarches nécessaires pour découvrir cette succession qui, sans cet avertissement, leur eût échappé et serait restée entre les mains d'héritiers plus éloignés qui l'avaient appréhendée, le généalogiste est en droit de leur réclamer, non seulement le remboursement des frais qu'il a exposés pour se procurer leur adresse,

(1) *Gaz. Trib.* 1911. 1^{er} semestre 2 165.

mais aussi une rémunération de ses soins et démarches. Il en est ainsi, soit que l'on fasse résulter l'obligation d'une sorte de quasi-contrat de louage de services, soit qu'on la rattache au principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui.

Tandis que la Cour de Poitiers a évité de se prononcer sur le fondement juridique de l'obligation des héritiers, le tribunal de la Rochelle a estimé que l'action du généalogiste trouvait une base juridique dans l'*in rem versum*. Nous approuvons entièrement cette dernière manière de voir. Cette solution peut se justifier par la considération que les deux conditions auxquelles on subordonne généralement l'exercice de l'action *de in rem verso*, à savoir l'enrichissement de celui contre qui elle est formée et l'appauvrissement de celui qui la forme, se trouvent réunies, le généalogiste ayant, grâce à ses démarches et à ses recherches, suivies de l'avis qu'il avait donné aux héritiers, procuré à ceux-ci le moyen d'entrer en possession de la succession à laquelle ils étaient appelés, et qui leur aurait échappé sans son intervention.

On pourrait objecter que, l'indemnité susceptible d'être obtenue par l'exercice de l'action *de in rem verso* ne pouvant dépasser la plus faible des deux sommes représentant l'enrichissement et l'appauvrissement, le généalogiste avait bien le droit au moyen de cette action, de réclamer le remboursement des frais par lui exposés pour retrouver les héritiers, mais qu'il ne pouvait prétendre à la rémunération de ses soins, que le tribunal et la cour lui ont accordée,

parce que cette rémunération ne correspondait à aucun déboursé, et par conséquent à aucun appauvrissement. La réponse à l'objection est que, lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'un généalogiste tenant agence de recherches de successions, les frais que lui a occasionnés la découverte d'une succession, et l'appauvrissement qui en est résulté pour lui, ne consistent pas uniquement dans les dépenses de voyage, de correspondance, de délivrance de pièces, qu'il a dû matériellement déboursier, mais qu'il y faut comprendre aussi la rémunération du temps que les recherches, la correspondance ou les voyages lui ont pris à lui-même ou à ses employés.

Il ne faut pas oublier non plus qu'une agence de cette nature comporte une installation et des dépenses dont chaque affaire traitée doit légitimement supporter une part. Tous ces éléments doivent entrer dans le calcul de l'indemnité de l'appauvrissement. L'allocation d'une somme en sus des dépenses matérielles faites par le généalogiste ne peut donc être considérée comme des honoraires, que l'action *de in rem verso* ne permettrait pas d'allouer, mais comme une partie de l'indemnité d'appauvrissement, qu'il appartient aux juges d'apprécier (1).

Comme on peut s'en rendre compte, la théorie de l'enrichissement indu est en voie d'élaboration, et, au fur et à mesure que les hypothèses se présentent, on s'efforce de

(1) Poitiers, 2 décembre 1907, S. 1909. 2. 41 ; V. aussi *Revue trimestrielle de droit civil* 1911, p. 434.

fixer plus nettement les règles de son fonctionnement. Des hésitations se sont produites (1) et se produiront peut-être encore, mais, sur le principe lui-même, la discussion semble close, malgré les souvenirs malheureux d'un arrêt de 1900 (2). Ce qu'il importe de noter, c'est que l'action *de in rem verso* est nettement dégagée de l'action de gestion d'affaires avec laquelle elle avait autrefois une « compromettante solidarité (3) » et qu'elle a acquis une existence indépendante (4). Quant à nous, nous approuvons l'évolution de la jurisprudence sur l'application de cette action qui tient une place importante dans la pratique, et dont le rôle paraît appelé à grandir encore.

(1) Paris, 26 juin 1899. S. 1901, 2. 267 ; Paris, 30 novembre 1899, D. 1900. 2. 103.

(2) La Cour de Douai, dans son arrêt du 9 avril 1900, applique encore l'ancienne théorie : « Attendu que pour qu'il y ait lien à l'action *de in rem verso*, il ne suffit pas qu'une partie ait recueilli un avantage prenant sa source dans l'agissement d'autrui, il faut qu'un lien de droit soit établi entre les deux personnes, dont l'une prétend agir contre l'autre. » Cet arrêt n'a pas trouvé un bon accueil parmi les jurisconsultes qui s'étaient occupés de la question, et M. Poncet le critique dans sa note au Recueil de Dalloz, 1901. 2. 1.

(3) Michoud, *Etude sur la gestion d'affaires appliquée aux services publics*.

(4) Ripert et Teisseire, *Revue trimestrielle de droit civil* 1904, p. 739-741.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

NATURE ET FONDEMENT DE L'ACTION *DE IN REM VERSO*

L'enrichissement injuste fait naître dans la personne de l'enrichi, l'obligation de restituer ce qu'il conserve sans cause et *cum alterius detrimento*. Cette obligation est sanctionnée par l'action *de in rem verso*. Quels sont la nature et le fondement de cette action, reconnue aujourd'hui, en jurisprudence, comme planant sur tout le droit civil? De quelle théorie juridique dépend-elle? Quelle est sa place?

Diverses théories ont été émises à cet égard ; nous nous proposons de les examiner ici pour dégager une règle qui puisse nous diriger dans le dédale des espèces que la pratique quotidienne fait naître.

A. — THÉORIE DE L'ÉQUITÉ

Une première théorie, à laquelle nous nous rallions, considère l'action *de in rem verso* comme la *sanction de la règle d'équité* qu'il n'est pas permis de s'enrichir aux dépens d'autrui; elle estime, d'autre part, *que cette action ne se confond avec aucune autre*. L'action *de in rem verso* a pour cause l'équité naturelle, et c'est l'équité seule qu'il faut consulter pour en déterminer la portée (1). Il est vrai qu'on pourrait objecter que l'équité ne saurait à elle seule, sous un régime de lois codifiées et en l'absence d'un texte formel légal, devenir la source d'un droit ou d'une obligation; des textes nombreux procèdent de cette idée d'équité, et il n'y a rien d'excessif à les considérer comme des cas d'application d'un principe général virtuellement consacré.

Jetons dès maintenant un coup d'œil rapide sur quelques-uns de ces textes qui permettent de donner une base positive à ce système.

Ces textes se rencontrent dans le Code sans ordre ni méthode; toutefois on peut les ranger dans les trois catégories suivantes :

1) D'une manière générale, lorsque les dépens ont été faits par une personne sur la chose d'autrui, le Code reconnaît formellement à leur auteur, le droit de se faire rem-

(1) « Jure naturæ æquum est, neminem cum alterius detrimento et injuriis fieri locupletiores » L. 206. *Dig.*, De reg. juris, 50. 17.

bourser. Il en est ainsi dans les articles 548, 555, 565 à 577, 861, 862, 1381, 1634, 1673, 1890, 1947 et 2175.

2) L'incapacité en est le point commun. Les incapables sont restituables contre leurs engagements. Mais cette faculté aurait des conséquences iniques si l'incapable pouvait impunément s'enrichir au détriment de ceux qui ont traité avec lui. Le législateur y a pourvu. L'article 1241 nous dit que le paiement fait à un créancier incapable n'est pas valable et ne libère pas le débiteur. Cependant celui-ci peut être libéré en tout ou en partie, en prouvant que le paiement a tourné à l'avantage de l'incapable, qui, sans cela, s'enrichirait injustement aux dépens du débiteur. Les articles 1312, 1926, 1990 s'inspirent des mêmes idées.

3) Enfin, d'une manière plus générale, quelques décisions expresses consacrent le principe que la personne qui détient une chose sans droit doit la restituer. Articles 1235, 1376 à 1380, 554. On peut d'autant mieux admettre ce système qu'il est conforme à la tradition.

Dans le droit romain, bien avant la fin de la période classique, la *condictio sine causa* trouvait sa plus remarquable application dans les cas où une personne s'est enrichie sans cause aux dépens ou par le fait d'une autre qui ne lui a rien transféré (1).

Le même principe était acquis dans le dernier état de notre ancien droit, où l'on considérait l'équité naturelle

(1) Accarias, *Précis de droit romain* II, 873, p. 1015; L. 29. *Dig.*; *De rebus creditis*, liv. XII, tit. I; L. 17, *Dig.*, *De instit. act.*, liv. XIV. tit. III.

suffisante à elle seule pour produire une obligation civile et une action (1).

Aujourd'hui, nous l'avons déjà fait remarquer, presque tous les auteurs affirment que l'unique fondement de l'action *de in rem verso* est l'équité, qui ne souffre pas qu'une personne puisse s'enrichir sans juste cause aux dépens d'autrui (2).

Quant à la jurisprudence, elle repousse toutes les théories ingénieuses qui ont été présentées pour déterminer le fondement de cette action, en se basant uniquement sur l'équité, qui doit être le fondement de toutes les dispositions de la loi, de toutes les décisions des tribunaux, et qui, conforme à une tradition indiscutable, ne veut pas qu'une personne qui, par ses actes, a enrichi un tiers sans s'enrichir elle-même, ne puisse pas recouvrer l'enrichissement qu'elle a, sans le vouloir, procuré à autrui (3).

L'arrêt du 15 juin 1892 apporte l'appui de son autorité à cette doctrine souple et élastique.

Sans doute, ce système donne un large pouvoir d'appréciation aux magistrats, ce qui ne laisse pas de présenter certains inconvénients; mais la force des choses le veut ainsi, et ce pouvoir, s'il est discrétionnaire, n'est point

(1) Pothier, *Du quasi contrat* « *negotiorum gestorum* » édit. Bugnet, V. 182, p. 247.

(2) Aubry et Rau, VI, p. 246-247, § 578; Paucesco, *Obligatiuni*, II, p. 144 et suiv.; Alexandresco, *Explicatiune teoretică e practică a dreptului civil român*, V. p. 352.

(3) Note de M. Wahl au Sirey, 1907. I. 465.

arbitraire (1). Les interprètes en essayant d'apporter en cette matière quelque précision, sont arrivés à dégager certaines lignes de conduite qui sont de nature à faciliter la tâche des magistrats, mais certains auteurs ont pensé que cela ne suffisait pas, et se sont efforcés, pour dissiper le vague inhérent à ce système, de souder notre action à une théorie légale déterminée.

B. — THÉORIE DE LA GESTION D'AFFAIRES ANORMALE

D'après plusieurs auteurs, l'action *de in rem verso* n'est qu'une dépendance, un auxiliaire de la gestion d'affaires. Elle ne serait accordée que dans les cas où il y a eu, suivant l'expression de Laurent, *immixtion dans les affaires d'autrui*, mais, où à raison de l'absence de l'une des conditions exigées par la loi, le quasi-contrat de gestion d'affaires n'a pas pu se former.

Cette idée paraît avoir été formulée nettement pour la première fois par Larombière (2), et cette manière de voir a été adoptée par Demolombe et Laurent. Nous croyons inutile de reproduire l'argumentation de Larombière, car elle a été entièrement reprise et complétée par Demolombe. Voici ce que dit cet auteur à ce sujet : « Pour notre part, l'explication que nous croyons devoir proposer, con-

(1) V. la note de M. Naquet sous l'arrêt de Cassation du 23 novembre 1908 au Sirey, 1910. 4. 425.

(2) *Théorie et pratique des obligations*, VII, sur l'art. 1375, n° 14.

siste à dire que l'action *de in rem verso*, quoique se trouvant en dehors des conditions du quasi-contrat de gestion d'affaires, n'en doit pas moins pourtant être considérée comme une action en quelque sorte auxiliaire de l'action *negotiorum gestorum*, lorsque, par une circonstance quelconque, le fait juridique qui se produit ne réunit pas toutes les conditions requises pour constituer le quasi-contrat de gestion d'affaires. Tel a toujours été, en effet, son caractère, d'après les traditions les plus anciennes; et c'est là, certes, un argument considérable dans un sujet qui est entré, tout entier, dans nos lois modernes avec le cortège des règles romaines. Or, voici ce que disait Ulpien de l'origine et de la cause de l'action *de in rem verso*, appliquée précisément à un fait, irrégulier ou incomplet, de gestion d'affaires : « Totiens de in rem verso esse actionem, in quibus casibus procuratur mandati, vel qui negotia gessit, negotiorum gestorum haberet actionem... » (L. 3, § 2, D., De in rem verso, XV, III). C'est aussi ce qu'enseignaient nos anciens jurisconsultes français (Domat et Pothier, n° 185). Et, il nous semble que cette explication est assez justifiée pour continuer d'être admise dans la doctrine moderne (1). »

Laurent soutient la même thèse mais avec d'autres arguments. « En dehors des conditions requises pour la gestion d'affaires, dit-il, la loi ne donne aucune action à celui qui s'immisce dans les affaires d'autrui. Est-ce à dire

(1) Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, XXXI, § 49.

qu'il faille rejeter l'action *de in rem verso*? Non, elle est consacrée par la tradition, ce qui est déjà un puissant argument dans une matière traditionnelle. Mais cela ne suffit point, il faut prouver que les auteurs du Code ont entendu maintenir la tradition. Nous croyons qu'on peut invoquer les dispositions concernant la gestion d'affaires. A vrai dire, l'action de gestion d'affaires et l'action *de in rem verso* procèdent d'une même cause, d'une immixtion dans l'affaire d'autrui; il résulte de cette immixtion un avantage pour celui dont l'affaire est gérée, l'équité exige qu'il tienne compte de ce profit à celui qui le lui a procuré. Mais quelle sera l'étendue de son obligation? Les deux actions se divisent ici : l'une, celle de la gestion d'affaires, équivaut à l'action du mandat; l'autre, celle *de in rem verso*, est limitée au profit fait. Cela n'empêche pas qu'il n'y ait analogie entre les deux faits juridiques; il y a plus qu'analogie, il y a *identité quant à la cause*, en ce sens que l'équité qui est le fondement des quasi-contrats est aussi le fondement de l'action *de in rem verso* (1). »

Cette théorie nous paraît inexacte et dangereuse et nous allons nous efforcer de la réfuter.

Nous croyons que c'est à tort que Demolombe invoque la tradition. Jamais les Romains n'ont considéré *la condictio sine causa* (dont le correspondant dans notre droit moderne est l'action *de in rem verso*) pour laquelle ils ont construit un système extrêmement savant et compliqué,

(1) Laurent, XX, § 337 et suiv.

comme auxiliaire de l'action *negotiorum gestorum*. Sans doute le texte d'Ulpien, invoqué par Demolombe, cite les deux actions, à raison de leurs ressemblances, mais en réalité elles sont bien différentes, et rien n'autorise à dire que l'auteur de ce texte subordonne l'action *de in rem verso* à l'action *negotiorum gestorum*. Demolombe renvoie, en outre, à un passage des *Lois Civiles* de Domat (1^{re} partie, liv. II, tit. iv) dont il ne reproduit pas, d'ailleurs, les termes. Or il suffit de lire ce passage pour se convaincre qu'il est absolument étranger à la question, car, à cet endroit, Domat vante l'utilité de la gestion d'affaires. Nous croyons que Demolombe a été victime d'une erreur. Quant à Pothier, il parle, nous l'avons déjà vu, du droit à la restitution de l'enrichissement sans cause, droit exclusivement fondé sur l'équité, et nulle part il ne dit que ce droit découle de la gestion d'affaires.

D'après Laurent, l'action *de in rem verso* et l'action *negotiorum gestorum* ont la même cause : *l'immixtion d'une personne dans les affaires d'autrui*. Mais il existe un très grand nombre d'hypothèses d'enrichissement injuste où évidemment il est impossible de soutenir que l'enrichisseur s'est immiscé dans les affaires de l'enrichi (par exemple, l'espèce sur laquelle a statué l'arrêt du 15 juin 1892, S. 93. 1. 284). Pourquoi refuser dans ces hypothèses, l'action *de in rem verso* ? Observons aussi que Demolombe et Laurent qui partent de l'idée que l'action de gestion d'affaires et l'action *de in rem verso* ont la même cause et la même nature, en arrivent à constater qu'il y a entre

les deux actions des différences pratiques. Ainsi, pourquoi décider que l'action de gestion d'affaires permet le remboursement de toutes les dépenses utiles, appréciées au moment où elles ont été faites, tandis que l'action *de in rem verso* ne donnerait à celui qui l'exerce, que le droit de réclamer le montant de l'enrichissement procuré, apprécié au jour où l'action est intentée ?

Demolombe ne dit rien quand, s'efforçant de trouver une explication, il déclare que l'action *de in rem verso* est « une action en quelque sorte auxiliaire de l'action de gestion d'affaires », et que l'on donne la première quand juridiquement on ne peut donner la seconde. Laurent tente une explication, mais elle n'est pas satisfaisante : « L'action de gestion d'affaires équivaut à l'action du mandat », l'action *de in rem verso* suppose bien une gestion, « mais c'est une gestion qui n'équivaut pas à un mandat (1). »

Existe-t-il donc de tels rapports entre la gestion d'affaires et la *versio in rem* que celle-ci soit logiquement liée à la première ? Pour répondre à cette question, il faut nous demander quelle est la caractéristique de la gestion d'affaires. C'est uniquement l'intention de gérer les affaires d'autrui (2). Or, le défaut de l'intention de gérer les affaires d'autrui, apparaît à trois points de vue différents, qui délimitent par contre coup le domaine propre

(1) Laurent, XX, 337, p. 364.

(2) Cass. 16 juillet 1890, S. 94. 1. 49; D, 91, 1. 49. Sur une conception romaine analogue V. Girard, *Manuel*, p. 612.

de l'enrichissement sans cause. Il n'y a pas gestion d'affaires.

1° Toutes les fois que le gérant n'a pas eu l'intention de gérer le patrimoine d'autrui ;

2° Toutes les fois que le gérant a géré les affaires d'autrui, mais contre la volonté d'autrui, c'est-à-dire contre la volonté du maître ;

3° Toutes les fois que le gérant, en administrant son propre patrimoine, procure un bénéfice à autrui (1).

Dans ces trois hypothèses il y a non gestion d'affaires, mais enrichissement sans cause.

C'est défigurer la notion de la gestion d'affaires, que de vouloir y faire rentrer tous les cas d'une personne ayant géré l'affaire d'une autre mais sans en avoir eu l'intention. Avec un pareil système on fausse les principes, et on finit par s'égarer. Un exemple des conséquences fâcheuses auxquelles on aboutit nous est fourni par un arrêt de la Cour de Cassation, que désapprouve avec raison M. Planiol dans sa note au Dalloz (2).

D'ailleurs cette théorie qui ne voit dans l'action *de in rem verso*, par rapport à l'action *negotiorum gestorum*, qu'une action en sous-ordre, n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir, et nous n'y insisterons pas davantage.

(1) Ripert et Teisseire, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 743-746.

(2) Cass. 16 juillet 1890, D. 1891. 149.

C. — THÉORIE DU QUASI-DÉLIT

Depuis quelque temps, une nouvelle théorie présentée par M. Planiol, s'est efforcée de rattacher l'enrichissement sans cause — tout en lui conservant sa portée — à un fondement juridique précis. D'après elle, l'enrichissement sans cause n'est plus considéré comme un quasi-contrat, mais comme un fait illicite.

En ce qui concerne la nature de l'action *de in rem verso*, M. Planiol a enseigné deux théories assez différentes. Dans les deux premières éditions de son *Traité élémentaire de droit civil*, c'est-à-dire dans les éditions parues à l'époque où M. Planiol refusait de ranger l'enrichissement sans cause parmi les quasi-contrats (1), voici ce qu'on lit sous cette rubrique spéciale « *Caractère illicite de l'enrichissement sans cause* » : « Il semble bien que les auteurs français considèrent l'action *de in rem verso* comme une action quasi-contractuelle. Cependant, que l'on réfléchisse à une chose : si l'enrichissement obtenu sans cause aux dépens d'autrui doit être restitué, c'est *qu'il n'est pas permis* de le conserver, et l'on se convaincra que cette action est bien réellement *quasi-délictuelle* (2). » Donc, d'après le savant jurisconsulte, l'obligation dont l'action *de in rem verso* est la sanction, serait engendrée par un *quasi-délit*.

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, II, 1^{re} édit. n° 849; 2^e édit. n° 843. V. aussi sa note sous Cass. 16 juillet 1890, D. 91. 1. 49.

(2) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, II, 1^{re} édit. n° 976; 2^e édit. n° 937.

Nous n'hésitons pas à rejeter cette conception qui, à nos yeux, élargit d'une façon abusive la notion du quasi-délit. Quelle faute, si faible soit-elle, peut-on imputer à celui dont le patrimoine s'est trouvé enrichi aux dépens d'autrui, alors que cet enrichissement s'est produit sans aucun fait de sa part, peut-être même à son insu ou contre son gré? Peut-on dire que la faute consiste à conserver la valeur de l'enrichissement au lieu de la restituer tout de suite? Mais celui dont le patrimoine est enrichi sans cause peut fort bien ignorer ce fait, et il n'est point rare, d'ailleurs, qu'il y ait doute sur l'existence même de l'enrichissement et qu'il soit fort délicat de trancher la question.

Dans la troisième édition et les éditions suivantes du même ouvrage, M. Planiol s'explique en des termes sensiblement différents : « *Caractère illicite de l'enrichissement sans cause* » : « Traditionnellement on considère cet enrichissement comme faisant naître une action *quasi contractuelle*, l'action *de in rem verso*..... Mais si l'on réfléchit que ce qui oblige à restituer est le principe d'après lequel *il n'est pas permis* de conserver un enrichissement obtenu aux dépens d'autrui, on se convaincra que *cette action appartient à la famille des actions nées de faits illicites* (1). » Ainsi, M. Planiol ne dit plus que l'action *de in rem verso* est *quasi délictuelle*, mais simplement qu'elle dérive d'un *fait illicite* (2). C'est à propos d'une étude sur les sources

(1) *Op. cit.*, II, 937.

(2) Baudry et Barde, *Obligations*, IV, 2849 XIV.

des obligations que M. Planiol nous expose sa théorie (1). Pour comprendre toute la portée de sa nouvelle formule il faut observer les quatre points suivants :

1° M. Planiol, contrairement à ce qu'il a enseigné d'abord, identifie aujourd'hui les cas d'enrichissement sans cause avec les quasi-contrats. Selon sa doctrine actuelle, « *tout quasi contrat s'analyse en un enrichissement sans causé* » (2) et le groupe des quasi-contrats « est surtout renforcé par l'adjonction, qui paraît s'imposer, *de tous les cas d'enrichissement sans cause* ; ces enrichissements n'ont pas été classés et nommés par la loi comme quasi-contrats ; ils en sont cependant (3). » Aussi, d'après M. Planiol, les cas d'enrichissement sans cause qui n'ont pas reçu des qualifications particulières, pourraient être désignés par cette expression « les quasi-contrats innommés (4). » Pour être convaincu que tout quasi-contrat s'analyse en un enrichissement sans cause, il suffit de rechercher la source de l'obligation quasi-contractuelle non plus chez le créancier comme on le fait d'ordinaire, mais chez le débiteur, ce qui paraît plus conforme à la logique juridique. « Or, quand on cherche en la personne du débiteur quelle est la cause de son obligation, et qu'on envisage dans ce but toutes les hypothèses de quasi-contrat, on découvre aisément que leur trait commun est l'existence d'un enrichissement sans

(1) Planiol, « Classification des sources des obligations », *Revue critique*, 1904, p. 224 et suiv.

(2) *Revue critique*, 1904, p. 233. Add. p. 229 *in medio*.

(3) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, II, 813.

(4) Planiol, *op. cit.*, II, 813.

cause aux dépens d'autrui, enrichissement dont il s'agit de restituer la valeur (1). »

D'après cette théorie, l'enrichissement sans cause n'est plus considéré comme une dépendance de la gestion d'affaires, mais devient un principe général dont celle-ci n'est plus qu'un cas particulier d'application.

2° *Tout quasi-contrat, c'est-à-dire tout enrichissement sans cause, est un fait illicite.* — Quelle est en effet la véritable source de l'obligation qui résulte d'un enrichissement sans cause? On a coutume de s'arrêter au fait initial, au fait de l'enrichisseur, et partant, on affirme le caractère licite de ce fait. Mais qu'importe! Ce n'est pas ce fait qui est l'acte générateur de l'obligation, car ce n'est pas l'auteur de ce fait qui est obligé : « Il est de toute évidence que le fait générateur de l'obligation doit se produire en la personne de celui qui en est tenu ; sans cela, on se trouverait obligé par le fait d'autrui, ce qui est inadmissible, ou bien l'obligation serait sans cause. Or, quand on cherche en la personne du débiteur quelle est la cause de son obligation, et qu'on envisage dans ce but toutes les hypothèses de quasi-contrats, on découvre que leur trait commun est l'existence d'un *enrichissement sans cause aux dépens d'autrui*, enrichissement dont il s'agit de restituer la valeur. Or, un pareil enrichissement est par sa définition même, un fait illicite, puisqu'il est *sans cause*; il ne serait pas permis à celui qui le possède de prétendre le conserver ; son obliga-

(1) Planiol, *Revue critique*, 1904, p. 229.

tion a donc pour cause un état de fait *contraire au droit*. Voilà donc les quasi-contrats que la classification usuelle rapproche malencontreusement des contrats, transférés, en quelque sorte, à l'autre pôle du droit et annexés à la classe des faits illicites : ce sont les faits illicites involontaires (1). »

3° Adoptant une nouvelle classification des obligations envisagées au point de vue de leurs sources, classification qu'il a présentée pour la première fois dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, en 1904 (2), M. Planiol est d'avis qu'on doit se borner à distinguer deux espèces d'obligations : les obligations *contractuelles* et les obligations *légales*. Mais parmi les obligations légales, s'en est deux sortes. Les unes tendent à éviter une lésion injuste pour autrui quand elle est encore à l'état *futur* ; ce sont les obligations auxquelles on réserve couramment l'épithète de légales, obligation d'être tuteur, obligations alimentaires, etc. Les autres tendent à réparer une pareille lésion quand elle est déjà *réalisée*, ce sont celles qu'on appelle ordinairement obligations délictuelles, quasi-délictuelles ou quasi-contractuelles, ce qui comprend celles nées de l'enrichissement sans cause. En sorte que ces dernières ne sont, en réalité, que « la transformation en argent d'une obligation légale préexistante, qui a été inexécutée ou violée. C'est, en d'autres termes, l'application aux obliga-

(1) Planiol, « Classification des sources des obligations » *Revue critique*, 1904, p. 228 *in fine*.

(2) P. 224-237.

tions légales du principe qui remplace l'obligation contractuelle inexécutée par l'obligation de payer des dommages-intérêts (1). » Ainsi l'action *de in rem verso* naîtrait de la violation de l'obligation légale de ne pas faire, qui se formule ainsi : « Il n'est pas permis de s'enrichir injustement aux dépens d'autrui (2). »

4° Enfin, tout en proscrivant la classification des obligations que le Code a empruntées à Pothier, et Pothier probablement à Heineccius, M. Planiol reconnaît qu'il y a quelque chose qui justifie dans une certaine mesure la classification usuelle, et qui en explique la conservation depuis 1761. « Quand l'obligation légale se transforme en dommages-intérêts par son inexécution, on peut distinguer trois degrés dans la moralité de l'agent : 1° Il a pu causer le dommage *intentionnellement*, auquel cas on dit qu'il y a *délit* ; 2° il a pu le causer *sans intention de nuire*, par un simple fait de maladresse ou de négligence, qui lui est imputable ; on dit alors qu'il y a *quasi-délit* ; 3° il peut enfin n'être pas l'auteur du fait dommageable, et profiter seulement d'un *acte d'autrui* ; on dit alors qu'il y a *quasi-contrat*. Mieux vaudrait dire qu'il y a *enrichissement sans cause* (3). »

De ce qui précède, il résulte que si M. Planiol continue

(1) Planiol, *Revue critique*, 1904, p. 231. V. aussi *Traité élémentaire de droit civil*, II, 830.

(2) Baudry et Barde, *Obligations*, IV, 2849 xiv.

(3) Planiol, *Revue critique*, 1904, p. 232-233. V. aussi *Traité élémentaire de droit civil*, II, 830 et suiv.

à voir dans les cas d'enrichissement injuste des faits illicites, il a cessé de leur attribuer le caractère quasi-délictuel, maintenant qu'il les identifie avec les quasi-contrats, D'une part, il qualifie de faits illicites non seulement les délits et les quasi-délits, mais aussi les quasi-contrats, c'est-à-dire, d'après sa théorie, les cas d'enrichissement sans cause; de l'autre, il distingue nettement les quasi-contrats des délits et des quasi-délits, en ce qui regarde la moralité de l'agent (1).

Maintenant que nous avons exposé les quatre idées fondamentales qui se dégagent de l'article de M. Planiol dans la *Revue critique* (2), nous nous proposons d'examiner sa doctrine.

Nous admettons :

1°) Qu'on peut se borner à distinguer deux espèces de sources des obligations : les contrats et la loi ;

2°) Que les obligations naissant des faits habituellement appelés quasi-contrats, délits et quasi-délits sont des obligations légales dans ce sens qu'elles ne sont point l'œuvre de l'obligé mais de la volonté du législateur.

Toutefois, nous ne pouvons pas dire avec M. Planiol que les quasi-contrats, les délits et les quasi délits ont pour effet de transformer en dommages-intérêts une obligation légale préexistante, et qu'ils ne sont pas autre chose que l'application aux obligations légales des dommages-inté-

(1) Baudry et Barde, *Obligations*, IV, 2849 xiv.

(2) 1904, p. 224-237.

rêts à raison de l'inexécution des obligations. Nous croyons que cette conception juridique déplace le problème mais ne le résout pas, que toutes les difficultés, momentanément écartées, reparaissent quand il s'agit de déterminer exactement ce qu'est cette obligation préexistante elle-même (1). Selon nous, le savant professeur, a le tort de fausser la notion juridique de l'obligation en l'étendant aux devoirs sociaux. Le devoir d'après lequel il est interdit de s'enrichir injustement aux dépens d'autrui, est un devoir social; ce n'est pas une obligation dans le sens que la langue du droit donne à cette expression. Considérer comme une obligation, au sens juridique du mot, la nécessité qui s'impose à chacun de respecter les droits d'autrui, c'est confondre les notions les mieux établies (2). Peut-on dire que, dans l'obligation telle que la comprend ici M. Planiol, il y ait un créancier et un débiteur? Assurément non! Et cependant, l'existence d'un créancier et d'un débiteur rentre dans la définition que tous les auteurs, M. Planiol comme les autres, donnent de l'obligation (3).

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, II, 862 et suiv. Pour la critique de cette idée, V. Teisseire, *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité*, p. 50 et suiv.; Geny, « Risques et responsabilité », *Revue trimestrielle*, 1902, p. 842, note 4; Baudry et Barde, *op. cit.* IV, p. 522; Ripert et Teisseire, « Essai d'une théorie de l'enrichissement sans cause », *Revue trimestrielle*, 1904, p. 749-750.

(2) Geny, « Risques et responsabilité », *Revue trimestrielle*, 1902, p. 842, note 4.

(3) *Traité élémentaire de droit civil*, I, 2454.

En résumé, nous approuvons les deux propositions reproduites plus haut, mais avec une réserve portant sur ce dernier point.

Quant aux deux autres propositions : 1° qu'il faut identifier les cas d'enrichissement sans cause avec les quasi-contrats ; 2° que les quasi-contrats, en d'autres termes, les cas d'enrichissement sans cause, sont des faits illicites, nous ne pouvons pas les approuver. Que tout quasi-contrat soit un cas d'enrichissement sans cause, voilà une thèse qui nous paraît insoutenable, au moins en ce qui regarde la gestion d'affaires ! D'abord, ce n'est pas seulement dans la mesure où il a été enrichi que le maître doit indemniser le gérant (art. 1375.) De plus, ce n'est évidemment pas d'un enrichissement sans cause que naît l'obligation pour le gérant de continuer sa gestion jusqu'à ce que l'héritier du maître ait pu prendre la direction de l'affaire (art. 1373).

D'autre part, que les obligations quasi-contractuelles naissent des faits illicites, c'est là une autre opinion que nous ne pouvons non plus accepter. L'enrichissement sans cause, dit M. Planiol, est la transformation en dommages-intérêts de l'obligation légale préexistante de ne pas nuire à autrui. Il est le résultat de la violation de cette obligation. Donc, le fait générateur de l'enrichissement sans cause est un fait illicite. Nous ne pouvons nous ranger à cette manière de voir, car nous ne trouvons rien d'illicite dans le simple fait qu'une valeur a passé, sans cause juridique, d'un patrimoine dans un autre, mais en dehors de

tout délit ou quasi-délit (1). Dans la plupart des cas d'enrichissement sans cause, il ne saurait être question d'aucune responsabilité, pas même d'une responsabilité objective. En effet, si la responsabilité que l'on qualifie ainsi ne suppose, de la part de l'agent responsable, ni intention frauduleuse, ni faute quelconque, elle ne peut découler, du moins, que d'un fait *volontaire* imputable à cet agent (2). D'ailleurs, tout ce qui est illicite est par cela même interdit. Or, on ne conçoit pas qu'un législateur interdise à une personne d'être enrichie par le fait d'autrui, sans aucune intention de sa propre volonté et même à son insu ! Sans doute, si, après que l'existence de l'enrichissement sans cause aura été démontrée, l'enrichi se refuse à restituer la valeur de l'enrichissement, son procédé sera illicite, mais il constituera un fait postérieur à l'enrichissement sans cause et à la naissance de l'action *de in rem verso*. Il ne faut pas le confondre avec le fait qui produit cet enrichissement (3).

En somme quelque attrayante qu'elle soit, quelque forte qu'elle paraisse, nous ne croyons pas cette doctrine fondée.

L'idée de rattacher la théorie de l'enrichissement sans cause à celle de la responsabilité a séduit aussi MM. Ripert

(1) Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, p. 523.

(2) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 752 note 1.

(3) Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2849 xiv.

et Teisseire dont nous allons maintenant étudier la théorie.

D. — THÉORIE DE MM. RIPERT ET TEISSEIRE.

Dans leur très brillant et très ingénieux *Essai d'une théorie de l'enrichissement sans cause en droit civil français*, MM. Ripert et Teisseire ont exposé un système qui leur est personnel. D'après eux, le fondement de l'enrichissement sans cause est, comme le fondement de la responsabilité, le risque créé : « Qui crée le risque doit le supporter. Le patron, créateur de l'industrie, doit répondre des dommages qu'elle cause : *c'est le risque professionnel*. De même pour chacune des actions humaines, celui qui agit doit supporter toutes les conséquences de son acte. Cette notion de risque, plus conforme à l'équité et à l'utilité sociale que l'ancienne notion de faute, supprime les recherches subjectives et incertaines sur l'état d'esprit de l'auteur de l'acte. C'est une notion *objective*. Le juge n'a plus à s'inquiéter d'un rapport de culpabilité. C'est le rapport de causalité seul qui importe. Chacun est responsable du dommage qu'il cause dans la mesure où il le cause (1). »

Et plus loin MM. Ripert et Teisseire ajoutent : « Si l'on adopte cette conception de la responsabilité, du même coup se trouve expliquée et éclaircie jusque dans son fonde-

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 754-755.

ment, la théorie de l'enrichissement sans cause. La notion d'une responsabilité du simple fait repose tout entière sur cette idée qu'il est juste, qu'il est bon de faire supporter à chaque activité les dommages qu'elle cause. Les mêmes raisons, les mêmes considérations doivent faire trouver bon et juste que chaque activité puisse revendiquer pour elle les résultats qui sont son œuvre. Cette deuxième proposition est l'exacte contrepartie de la première, elle en est le complément nécessaire, et tous les raisonnements que l'on peut faire valoir à l'appui de l'une doivent pouvoir servir à la justification de l'autre. *Qui a créé le risque, dit-on, doit le supporter. Qui a créé le profit, doit en bénéficier.* S'il y a une théorie du risque créé, il faut qu'il y ait une théorie correspondante du *profit créé*.

« Un résultat utile a été atteint, une valeur nouvelle a pris naissance : deux personnes s'en disputent le bénéfice, entre elles la loi doit choisir, et elle ne peut échapper à ce choix. Mais peut-elle hésiter entre celui qui, par son activité, est la cause de cette valeur, et celui qui s'est borné à la recueillir, entre celui qui a agi, qui a eu l'initiative et celui dont le rôle est resté purement passif ? N'est-ce pas le premier qui doit triompher ? Et cette décision n'est-elle pas de toute justice ? Car si l'acte s'était soldé par une perte, son auteur n'aurait-il pas été forcé de garder cette perte pour lui, sans pouvoir la rejeter sur autrui ? Dès lors, n'est-ce pas une juste compensation de lui permettre en cas de succès d'en reprendre le bénéfice ? Qui a les mauvaises chances, doit avoir les bonnes. Si l'on donne l'action

de in rem verso à une personne, c'est parce qu'elle est l'auteur de l'enrichissement qu'elle réclame, c'est parce qu'elle l'a causé par son fait. Comme le problème de la responsabilité, le problème de l'enrichissement sans cause se résout donc en une analyse des activités concurrentes. *C'est un problème de causalité* (1).

MM. Ripert et Teisseire rapprochent, comme M. Planiol l'enrichissement sans cause de la responsabilité, mais en réalité leur théorie est profondément différente de celle proposée par M. Planiol. Comme nous l'avons déjà vu, pour M. Planiol c'est le fait de *l'enrichi* qui doit être pris en considération; pour MM. Ripert et Teisseire, au contraire, c'est le fait de *l'enrichisseur*, car c'est ce fait qui est la source de l'obligation, et sur ce fait doit porter l'analyse. MM. Ripert et Teisseire arrivent à la conclusion que l'enrichissement sans cause et la responsabilité ont le même fondement : *l'idée de causalité*, mais, chacune d'elles a sa sphère d'application et ses caractères indépendants.

Pour délimiter les domaines respectifs de la responsabilité et de l'enrichissement sans cause, ils s'attachent à la cause génératrice du déplacement de valeur. Si cette cause est le fait *du défendeur*, nous sommes en face d'une question de *responsabilité*; si, au contraire, cette cause est le fait *du demandeur*, alors c'est une question d'enrichissement sans cause (2).

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 755-756.

(2) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 759.

Ces auteurs nous proposent aussi de remplacer la formule ordinaire que : *Nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui* par la formule que : *Nul ne peut être enrichi par le fait d'autrui*. Car, tandis que la première formule éveille l'idée que l'enrichi s'est procuré un profit par son propre fait, favorisant de cette manière les confusions avec les cas de responsabilité, la deuxième formule, au contraire, met en pleine lumière le fait de l'enrichisseur, le véritable fondement de l'action *de in rem verso* (1).

Si la doctrine de MM. Ripert et Teisseire est incontestablement originale, dirons-nous aussi qu'elle est solide? Ils prétendent donner *un fondement juridique précis* à l'action *de in rem verso* considérée comme admise dans tous les cas d'enrichissement sans cause. Mais est-il vrai que la maxime *Qui a créé le profit doit en bénéficier* soit pour l'action *de in rem verso* une meilleure base que le vieil aphorisme romain : *Jure naturæ æquum est neminem cum alterius detrimento et injuria fieri locupletiores*? Chacune de ces deux formules exprime une règle d'équité, et, si la seconde n'a pas été de la part de notre législateur l'objet d'une disposition de principe, ne peut-on pas en dire autant de la première? Nous croyons que la maxime : « Qui a créé le profit doit en bénéficier » n'apporte à la question aucune précision. Le raisonnement de MM. Ripert et Teisseire se résume en cette idée que la règle exprimée par eux est une règle d'équité qui s'impose. Cela est très

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 760-762.

vrai, mais la règle qu'on *ne doit pas s'enrichir injustement aux dépens d'autrui* n'est-elle pas aussi une règle d'équité et n'est-elle pas tout aussi impérieuse (1)?

MM. Ripert et Teisseire ne se bornent pas seulement à donner un autre fondement juridique à la solution classique, mais ils la rejettent même, et celle qu'ils lui substituent est proposée par eux pour la première fois. Ils décident que si l'enrichissement procuré à autrui est *supérieur à l'appauvrissement* subi par l'enrichisseur, celui-ci a droit à une indemnité égale au montant total de l'enrichissement procuré par son fait (2). Jamais, d'ailleurs, ni dans le droit romain, ni dans notre ancien droit, on n'a admis pareille solution. En effet, l'enrichissement que le droit romain excluait, c'est celui qui est réalisé « cum alterius detrimento. » Aujourd'hui, tous les auteurs affirment, *et la formule même du principe rappelle*, que, si l'on ne peut s'enrichir du fait d'autrui, c'est seulement quand cet enrichissement est obtenu à *ses dépens et dans cette mesure*. D'ailleurs, MM. Ripert et Teisseire constatent eux-mêmes que leur solution se heurte aux idées généralement reçues (3).

Ainsi, le principe posé par ces auteurs est contraire à la tradition, et, par conséquent, inférieur au nôtre en ce qu'il est évidemment impossible de le considérer comme implicitement admis par le législateur. La maxime : « Qui a créé

(1) Baudry et Barde, *op. cit.*, 2849 xv.

(2) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, *Revue trimestrielle*, p. 783.

(3) *Revue trimestrielle de droit civil*, 1904, p. 783.

le profit, doit en bénéficier » est loin de donner satisfaction à l'équité, comme le fait la règle romaine « qu'on ne doit pas s'enrichir injustement aux dépens d'autrui. » Et, à un certain point de vue, elle blesse manifestement l'équité, MM. Ripert et Tisseire ont le tort de ne pas tenir compte de ce fait que, par l'effet de la restitution, le défendeur peut se trouver dans une situation pire qu'avant l'enrichissement. Dans bien des cas, mieux vaut ne pas acquérir une valeur que d'être tenu d'en fournir la contre-partie. Il en sera souvent ainsi quand l'enrichissement consistera dans une plus value donnée à un immeuble du défendeur, car l'obligation pour celui-ci de payer une indemnité pourra le mettre dans un grand embarras. Et cela est d'autant plus regrettable qu'il peut avoir été enrichi à son insu ou même contre son gré ! On peut estimer que ce n'est pas une raison pour le laisser s'enrichir aux *dépens* du demandeur.

Mais peut-on aller au delà, et dire que le défendeur doit restituer *tout l'enrichissement* lorsque cet enrichissement est supérieur à l'appauvrissement de l'autre partie, qu'il doit restituer *tout le profit* ? S'il est possible de soutenir que celui qui a causé un dommage par son fait doit le supporter, même s'il n'a aucune faute à se reprocher, il est plus difficile de concevoir que celui qui a joué un rôle passif puisse être tenu, par l'initiative d'un tiers qui s'immisce dans ses affaires, au delà des dépenses que ce tiers a faites. Ce serait, à notre avis, excessif et injuste. De puissantes considérations militent en faveur du défendeur comme en

faveur du demandeur et il ne faut sacrifier ni l'un ni l'autre (1).

Notre conclusion est que le plus sage est de s'en tenir à la règle traditionnelle et de consulter uniquement ce que demande l'équité. Sans doute cette règle est vague, nous n'en disconvenons pas, mais ce vague découle nécessairement de la nature de l'action.

(1) Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, p. 526-527.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I

CONDITIONS DE L'ACTION *DE IN REM VERSO*

Nous avons vu que le grand principe que nul ne doit s'enrichir injustement aux dépens d'autrui constitue le fondement de l'action *de in rem verso*. En somme, c'est le système de l'ancienne *condictio sine causa* du droit romain. Seulement, de même qu'il n'aurait pas été exact, à Rome, de se figurer que, toutes les fois qu'un enrichissement sans cause se produisait, la personne enrichie devait une indemnité à celle de qui provenait l'enrichissement (1), de même, aujourd'hui encore, on aurait tort de croire que tout enrichissement va donner lieu à une action *de in rem verso*.

Au premier abord, cela peut paraître singulier, à raison des progrès mêmes de l'idée d'équité dans notre législation moderne. Mais il faut aussi songer que dans nos sociétés

(1) Girard, *op. cit.*, p. 503.

civilisées, où les diverses exigences de la justice donnent lieu à des prescriptions positives, il serait déplacé de poser en formule absolue que l'équité, à elle seule et sans texte, suffise à engendrer un droit et une obligation. Ces procédés généraux et un peu trop sommaires, ont quelque chose de brutal, qui convient plutôt aux législations rudimentaires qu'aux législations raffinées et codifiées. Précisément à raison de ce fait que le droit positif donne déjà, la plupart du temps, satisfaction à ces exigences de l'équité, on ne doit s'avancer sur ce terrain, déjà construit, qu'avec prudence et discernement. Il ne faut pas se laisser prendre à certaines expressions très larges, que d'autres viennent ensuite corriger (1).

La jurisprudence reconnaît aujourd'hui une valeur législative au principe que « nul ne doit s'enrichir injustement aux dépens d'autrui », mais elle subordonne l'exercice de l'action *de in rem verso* à différentes conditions, car, si l'équité réproouve l'enrichissement illégitime, la même équité ne permet pas, non plus, la répétition d'un gain licite ou d'un enrichissement effectué sans léser personne. D'ailleurs, l'examen des textes légaux qui se rattachent à notre sujet prouve que, volontairement ou non, la loi n'a accordé la *condictio sine causa* que dans certaines circonstances toujours identiques (2).

A quelles conditions l'action *de in rem verso* peut-elle réussir ?

(1) Note de M. Bourcart dans S. 1911. 4. 313.

(2) Stoicesco, thèse citée, p. 61.

La Cour de Cassation dans son arrêt du 15 juin 1892, donne à cette question une réponse concise qui résume ces conditions : « *Il suffit, dit l'arrêt, pour la rendre recevable que le demandeur allègue et offre d'établir l'existence d'un avantage qu'il aurait par un sacrifice ou un fait personnel procuré à celui contre lequel il agit (1).* »

De cette proposition résulte que deux conditions sont requises pour le succès de cette action : 1° Il faut qu'il y ait un enrichissement ; 2° il faut que cet enrichissement ait pour cause un fait du demandeur. Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire en lisant l'arrêt précité, ces deux conditions ne sont pas suffisantes. Il faut en outre que l'enrichissement soit *injuste*, ou, comme on le dit souvent en employant une formule critiquable, qu'il s'agisse d'un enrichissement *sans cause*. De sorte qu'en définitive, les conditions de l'action *de in rem verso* sont au nombre de trois : 1° *L'enrichissement* ; 2° *le lien de causalité* ; 3° *le caractère injuste de l'enrichissement*. Ce sont les seules qui soient imposées par l'équité, ce sont aussi les seules qui soient admises par la tradition (2). L'action *de in rem verso*, dérivant d'un principe d'équité et n'étant pas réglementée par la loi, ne peut être soumise à *aucune condition déterminée*, empruntée à une autre matière, comme la gestion d'affaires ou le paiement de l'indû (3).

(1) Cass. 15 juin 1892, S. 93. 1. 284 ; D. 92. 1. 596.

(2) Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2849 xvi.

(3) Planiol, II, 5^e édit., 936.

Nous allons étudier chacune des trois conditions que nous venons d'indiquer.

A. — L'ENRICHISSEMENT

Tout d'abord il faut un enrichissement du défendeur, car, si cet enrichissement n'existe pas, on ne voit pas sur quelle base s'appuierait l'action.

Par *enrichissement* nous entendons une augmentation de la valeur économique du patrimoine, et dans cette augmentation du patrimoine nous ferons rentrer toute épargne de l'activité de son titulaire, l'activité humaine ayant elle aussi une valeur patrimoniale. Elle est appréciée tous les jours, soit quand elle fonctionne (louage de services), soit quand elle ne peut fonctionner (dommages-intérêts pour incapacité de travail) (1).

Seront seuls pris en considération *les avantages ayant une valeur patrimoniale*, c'est-à-dire se traduisant par des augmentations du patrimoine. Un simple *avantage moral* sera insuffisant.

La jurisprudence nous fournit un exemple d'avantages moraux, n'ayant pas une valeur patrimoniale appréciable, dans l'arrêt de la Cour de Cassation du 31 juillet 1895.

L'entrepreneur du chemin de fer d'Arles à Fontvieille, se voyant opposer la nullité du contrat par lequel la ville d'Arles lui assurait une subvention, invoquait contre elle

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 778.

l'action *de in rem verso*. L'arrêt la lui refuse, car si la création d'une voie de communication entre Arles et Fontvieille, constituait un avantage général et devait profiter aux habitants d'Arles, elle n'avait pas eu pour effet d'accroître le patrimoine communal (1).

Mais, il ne faut pas non plus exagérer cette idée, comme on l'a fait quelquefois. D'après l'arrêt précité, pour qu'il y ait lieu à l'action *de in rem verso*, il faut que la personne contre laquelle on agit « ait reçu une valeur qui soit entrée dans le patrimoine (2). » Certains auteurs, prenant prétexte de cet arrêt, ont voulu voir dans cette exigence d'une *transmission de valeur*, une condition essentielle de l'action *de in rem verso*, en entendant cette transmission dans un sens *matériel et brutal*. Ainsi, d'après M. Planiol, il faut une transmission de valeur d'un patrimoine à l'autre et il ne faut pas se contenter d'un avantage obtenu *indirectement* par une personne à la suite de travaux ou d'opérations juridiques faites par l'autre (3). Cette exigence qui ne peut s'appuyer ni sur le droit romain, ni sur l'opinion de nos grands jurisconsultes, est purement arbitraire. Elle aurait pour conséquence d'exclure, sans raison plausible, la répétition des enrichissements qui peuvent être l'effet direct de l'activité propre de l'enrichisseur. Cette solution supposerait, contre toute vraisemblance, que la Cour de Cassa-

(1) S. 96. 1. 397; D. 95. 1. 394.

(2) S. 96. 1. 397; D. 95. 1. 394.

(3) Planiol, II, 936; Raynaud, De l'action *de in rem verso*. Thèse p. 87.

tion en 1895 a répudié la formule générale qu'elle avait elle-même posée en 1892, déclarant suffisante « l'existence d'un avantage qu'il aurait par un sacrifice ou un fait personnel procuré à autrui (1). »

Si une personne paie, pour me rendre service, un de mes créanciers, me suis-je oui ou non enrichi? Evidemment je me suis enrichi de tout ce qui est resté dans ma caisse et qui normalement aurait dû en sortir pour l'extinction de ma dette. Cependant, il n'y a pas eu la moindre transmission de valeur du patrimoine étranger dans le mien. Je me suis enrichi indirectement. L'enrichissement s'est effectué par le déplacement d'une valeur appartenant à un tiers, tout en ne touchant pas mon propre patrimoine. Donc, je me suis enrichi sans que mon patrimoine se soit départi de son immobilité (2).

Nous croyons que l'idée de transmission de valeur se ramène à une précision plus grande du lien de causalité qui doit unir le fait de l'enrichisseur à l'enrichissement procuré, et nous estimons aussi qu'il faut repousser la distinction entre *l'enrichissement direct ou indirect*, car cette terminologie cache le désir secret de restreindre la portée de l'action *de in rem verso* (3). Il faut se contenter de pré-

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, *Revue trimestrielle*, 1904, p. 780; Baudry et Barde, IV, 2849 xxii.

(2) Stoicesco, thèse citée, p. 68 et suiv.

(3) Le Code civil allemand où la question a été soigneusement réglementée se contente de demander *un enrichissement* sans s'inquiéter de quelle façon il s'est effectué. — Il emploie une formule très large destinée à comprendre toutes les hypothèses où l'enri-

ciser la nature de l'enrichissement, en déclarant qu'il doit avoir un double caractère de *certitude et d'actualité*.

Comment se calcule l'enrichissement ? En principe, ce calcul doit se faire par une comparaison du patrimoine de l'enrichi avant et après le fait de causalité qu'invoque le demandeur. Dans certains cas, cette comparaison ne présentera que les difficultés ordinaires d'estimation ; ainsi quand l'enrichisseur crée au profit de l'enrichi un droit de créance, ou quand il éteint l'une de ses dettes ; ainsi encore quand il y aura eu adjonction à la chose de l'enrichi d'une chose matérielle ayant elle-même une valeur intrinsèque. Il importe de remarquer que dans les deux premières hypothèses, l'enrichissement de l'une des parties est précisément égal à l'appauvrissement de l'autre. Dans la dernière, au contraire, l'enrichissement de l'une des parties peut être très sensiblement inférieur aux dépenses faites par l'autre : par exemple, des embellissements à un immeuble qui n'augmentent pas sa valeur d'une somme égale au montant des dépenses, et c'est même ce qui arrive le plus ordinairement. On conçoit combien il est alors difficile de fixer même d'une façon approximative cette augmentation de valeur. Aussi les juges seront-ils souvent conduits à évaluer l'enrichissement du défendeur par l'appauvrissement du demandeur, qui en est en quelque sorte la traduction en valeur. Par exemple on

chissement se produirait, directement ou indirectement, au profit de quelqu'un. — Art. 812 : « Celui qui par une prestation ou de toute autre manière, obtient..... »

allouera au demandeur le montant des dépenses qu'il a faites, sans qu'il faille voir là autre chose qu'une pratique judiciaire (1).

Lorsque le demandeur a fait une dépense, non pas pour améliorer la chose du défendeur, mais pour empêcher *qu'elle ne pérît ou ne fût détériorée*, peut-on dire qu'il y a enrichissement? Oui, en supposant, bien entendu, que la dépense fût vraiment nécessaire. Le patrimoine du défendeur, il est vrai, ne semble pas augmenté; mais, en réalité, il l'est dans la mesure où on a évité qu'il fût diminué.

Il faut remarquer que l'enrichissement n'égale pas la valeur intégrale de la chose sauvegardée, mais seulement le montant des déboursés faits par le demandeur, car le défendeur n'aurait eu besoin de dépenser que cette même somme, s'il avait pourvu lui-même à la conservation de sa chose (2). Par exemple, une maison est sacrifiée dans un incendie pour sauver les maisons voisines, nous donnerions au propriétaire de la maison sacrifiée une action *de in rem verso* contre les autres propriétaires. Mais cette action ne saurait tendre à obtenir plus que la valeur de la maison sacrifiée (3), car il aurait suffi aux propriétaires enrichis de sacrifier cette maison pour sauver les leurs (4).

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 778-781.

(2) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 782; Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2849, XVIII.

(3) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, VI, 871.

(4) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 782.

On peut aussi, tout en s'enrichissant soi-même, enrichir un autre. Les deux espèces ci-après permettent de comprendre la question :

a) Le propriétaire d'un moulin a obtenu du préfet l'autorisation de rétablir, à ses frais, un canal d'amenée des eaux, depuis longtemps obstrué. Les usiniers inférieurs vont pouvoir utiliser l'eau de ce canal. Cela constitue-t-il un enrichissement dont ils aient à tenir compte à l'auteur des travaux? Une réponse *à priori* serait impossible. Si les usiniers inférieurs retirent un profit *certain* de l'augmentation du volume d'eau, dont ils peuvent disposer, si les circonstances économiques leur permettent d'étendre leur industrie et de réaliser des bénéfices nouveaux, les tribunaux pourront, en tenant compte de ces considérations, reconnaître à l'usinier supérieur un droit à une indemnité ; mais si, à l'inverse, le profit des usiniers inférieurs est *problématique*, l'action *de in rem verso* devra être repoussée (1).

b) Un propriétaire, en endiguant une rivière pendant la traversée de son fonds, en vue d'empêcher les inondations, protège aussi les propriétaires inférieurs. Ceux-ci doivent-ils être considérés comme s'étant enrichis et comme étant débiteurs d'une indemnité vis-à-vis de l'auteur des travaux? La majorité des auteurs ne donnent pas d'action à ce propriétaire, qui ne s'est pas appauvri, puisqu'il a aug-

(1) En ce dernier sens Cass. 30 avril 1828 (*P. chr.*).

menté la valeur de son propre fonds (1). Il y en a toutefois qui n'hésitent pas à maintenir dans notre hypothèse l'action *de in rem verso*, parce qu'ils ne voient pas pourquoi les propriétaires inférieurs ne seraient pas tenus dans la proportion afférente au profit qu'ils ont recueilli (2). Quant à nous, sans aller jusqu'à dire que l'action *de in rem verso* doit être refusée quand les débours se rattachent à un fait destiné à prévenir une perte possible, nous devons confesser que ce fait, quand la perte évitée est incertaine, comme serait celle pouvant résulter de l'éventualité d'une inondation, peut être malaisément assimilé à un fait d'enrichissement. Cependant, cela n'a rien d'absolu, et nous croyons que les tribunaux auront à apprécier les divers éléments qui peuvent changer l'aspect des choses (3).

B. — LIEN DE CAUSALITÉ

La seconde condition nécessaire pour l'exercice de l'action *de in rem verso* est l'existence d'un *lien de causalité* entre un fait du demandeur et l'enrichissement du défendeur.

(1) Larombière, *op. cit.*, V, art. 1372 et 1373; Aubry et Rau, *op. cit.*, VI, § 441, p. 725; Marc Desserteaux, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 129; M. Wahl dans sa note sous Cass. 18 octobre 1904, S. 1907. 1. 466 (col. 3); Cass. 6 novembre 1838, S. 1839. 1. 160; P. 1838. 2. 479.

(2) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 785-786.

(3) Note de M. Naquet sous Cass. 22 novembre 1908, S. 1910. 1. 426.

Il y a des enrichissements qui échappent à toute répétition, justement parce que ce lien de causalité manque. Ainsi, la plus-value acquise à des immeubles ou à des titres mobiliers par des circonstances d'ordre économique, telles que l'agrandissement d'une ville, le percement de rues ou de boulevards, la hausse des titres résultant de la prospérité croissante des Etats ou des sociétés, ne saurait justifier une action en indemnité. Les enrichissements de cette sorte, bien que n'étant pas dus à l'activité de leur bénéficiaire, restent dans son patrimoine, parce que personne n'a qualité pour les répéter. Il y a là un accroissement de fortune, naturel et fortuit, qui est impuissant à créer un lien de droit, tout comme les accessions matérielles que vise l'article 556 Code civil. Ces enrichissements sont l'œuvre *du milieu*, et il n'y a qu'un moyen indirect de faire retourner à la collectivité le profit qui est, somme toute, son œuvre : ce moyen, que l'Etat seul emploie, c'est l'impôt (1).

Le problème est relativement simple quand il ne met en présence que deux personnes, l'enrichisseur et l'enrichi, mais il se complique singulièrement lorsque l'enrichissement ne s'est produit que par *l'intervention d'un tiers*. Ce sera par exemple, un *locataire* qui a commandé à un ouvrier des réparations à faire sur la chose louée, ou un *représentant* qui a passé un contrat au nom d'autrui, mais qui n'avait pas pouvoirs suffisants pour obliger contrac-

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 767.

tuellement celui qu'il prétendait représenter, et à qui néanmoins il a transmis le bénéfice de l'opération. Quel sera l'effet de la présence de cet intermédiaire, locataire ou représentant, sur l'action *de in rem verso* que l'ouvrier intentera contre le propriétaire de la chose réparée, ou le contractant contre celui avec qui il a cru traiter ? La question présente une très grande importance, car les arrêts les plus nombreux et les plus caractéristiques, statuent sur des espèces de cette catégorie. Tel était le cas dans l'espèce de l'arrêt déjà cité du 15 juin 1892. Des engrais avaient été vendus à un fermier et employés par lui à amender les terres affermées. Le bail ayant été résilié avant que la récolte fût faite, le propriétaire avait profité de celle-ci, par conséquent des engrais qui avaient contribué à la produire. Le fait de l'enrichisseur, c'est-à-dire du marchand d'engrais, n'avait donc pas enrichi directement le propriétaire. A ce fait avait dû s'ajouter celui d'un tiers, c'est-à-dire celui du fermier (1).

De même, un époux est tenu des fournitures faites à sa femme non autorisée, s'il en a tiré un profit (2). Un entrepreneur qui a construit sur un terrain indivis, après une convention avec l'un des copropriétaires, a une action contre les autres copropriétaires jusqu'à concurrence du profit qu'ils ont retiré des constructions (3). Un industriel qui, par un travail accompli sur des objets donnés par un

(1) S. 93. 4. 284; D. 92. 4. 596; *Pand. franç.*, 93. 4. 406.

(2) Cass. 2 janvier 1904, S. et P. 1904. 4. 192.

(3) Bordeaux, 7 août 1900, Rec. de Bordeaux, 1901. 4. 51.

débiteur en gage à son créancier, a, après la constitution du nantissement, augmenté la valeur de ces objets et permis ainsi au créancier de toucher une portion plus forte de sa créance qu'il n'aurait pu le faire sans ce travail, peut lui réclamer le profit qu'il lui a procuré (1).

Quelle influence exercera l'intervention de cette tierce personne sur la solution de notre problème? Dira-t-on qu'elle n'affaiblit en rien le lien de causalité qui unit le fait de l'enrichisseur à l'enrichissement procuré? Dira-t-on, au contraire, que le lien est brisé, la chaîne rompue par l'effet de cette initiative interposée? Le sort de l'action *de in rem verso* elle-même en dépend.

A notre avis, il convient d'adopter les distinctions proposées par MM. Ripert et Teisseire. D'après ces auteurs, la question ne comporte pas une réponse uniforme. Tout dépend du rôle joué par le tiers. Le tiers peut affecter d'une manière plus ou moins profonde, la production de l'enrichissement et son attribution définitive.

1) Quelquefois la présence d'un tiers n'empêche nullement qu'il n'y ait un rapport direct de causalité entre le fait du demandeur et l'enrichissement procuré au défendeur. Par exemple, je paie la dette d'autrui. L'intervention nécessaire du créancier dans l'opération ne pourra faire douter que j'ai directement enrichi le débiteur libéré. Le

(1) Lyon, 11 janvier 1906, S. 1907. 1. 466 (en sous note).

tiers interposé n'a qu'un rôle passif, sans aucune influence sur la solution (1).

2) Il y a des cas où le tiers a une influence plus active, sans cependant que le lien de causalité soit touché. Ce sera lorsqu'il s'est borné à solliciter l'activité du demandeur, c'est-à-dire à faire agir l'enrichisseur. Tel est le cas du fermier ou du locataire faisant accomplir sur la chose louée des travaux par un ouvrier ou entrepreneur. L'action *de in rem verso* appartient à cet ouvrier ou à cet entrepreneur contre le propriétaire (2), les travaux effectués pouvant être considérés comme ayant directement profité à celui-ci (3).

3) La question devient beaucoup plus délicate quand le tiers est intervenu non seulement au début pour faire agir l'enrichisseur, mais même, après l'acte accompli, pour faire parvenir le bénéfice au défendeur. Pour résoudre le problème, MM. Ripert et Teisseire proposent un criterium qui nous paraît juste :

a) Si, dès l'acte originaire, la destination de l'enrichissement est *prévue*, notamment si cette destination résulte de

(1) Cass. 22 février 1888, S. 90. 1. 533 ; D. 88. 1. 310. — V. aussi les arrêts assez nombreux qui donnent action contre le mari à raison des fournitures faites à sa femme, en se fondant sur ce que le fournisseur l'avait ainsi acquitté de son obligation alimentaire. — Paris, 30 novembre 1899, D. 1900. 2. 103 ; Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 769-770.

(2) Trib. de Darmstadt, 20 avril 1895, D. 97. 2. 322 ; Trib. civ. Seine, 6 et 28 décembre 1889, *Gaz. Pal.*, 1900. 1. 290.

(3) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 770, *in fine* et 771.

la nature même de l'acte (1), ou du but poursuivi par le demandeur, but avoué expressément ou révélé par l'acte lui-même (2), ou de cette circonstance que le demandeur croyait traiter avec un représentant du défendeur (3), il existe un lien suffisant de causalité entre le fait du demandeur et l'enrichissement du défendeur pour que l'action *de in rem verso* puisse être exercée.

b) Mais, on ne saurait aller plus loin, et, si rien dans l'acte originaire du demandeur ne révèle la destination de la valeur fournie, accorder au demandeur l'action *de in rem verso* (4). Donc, la présence d'un tiers intermédiaire n'est pas par elle-même un obstacle à la reconnaissance d'une action *de in rem verso* entre l'auteur primitif de l'enrichis-

(1) C'est par ce motif qu'on a pu donner au fournisseur d'engrais une action contre le propriétaire, bien qu'il n'ait traité qu'avec le fermier, bien qu'il n'ait pas appliqué lui-même ses fournitures à la terre amendée (Cass. 15 juin 1892, S. 93.1.281).

(2) Le Crédit foncier a remis de l'argent à un débiteur pour qu'il payât un créancier hypothécaire, et que l'immeuble hypothéqué fût ainsi dégrèvé. Le dégrèvement profite à un mineur dont l'hypothèque venait au rang immédiatement postérieur. L'enrichissement du mineur résulte du dégrèvement de l'immeuble, et ce dégrèvement était le but poursuivi et directement visé par le demandeur. Le lien de causalité est aussi direct que si par un acte matériel le demandeur avait augmenté la valeur de l'immeuble, gage du mineur, par une construction par exemple (Cass. 11 juillet 1889, S. 90.1.97).

(3) Le demandeur voulait ainsi se procurer contre le défendeur une action contractuelle directe, mais cette action lui manque parce que le représentant était sans pouvoirs ou les avait dépassés.

(4) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 772; Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2849 xx.

sement et son bénéficiaire définitif. Dans ces hypothèses qui mettent en jeu trois personnes, le rapport obligatoire qui unit les deux parties extrêmes n'est pas le seul qui se soit formé : il en existe deux autres entre chacune de ces parties et le tiers interposé, et ces derniers rapports sont d'ordinaire contractuels.

Ainsi, dans le cas d'un ouvrier qui aura traité avec un locataire du défendeur, nous trouvons d'une part un contrat de louage de services, de l'autre, un contrat de louage de choses. Ces rapports ne vont-ils pas avoir une influence sur l'action *de in rem verso*? On l'a prétendu, d'abord, pour le contrat où l'enrichisseur a été partie, en se fondant sur l'article 1165 Code civil. Si, dit-on, on permet à un fournisseur d'engrais qui a traité avec un fermier de venir ensuite attaquer le propriétaire par l'action *de in rem verso*, quel sera le résultat juridique auquel on aboutira? C'est que de son contrat de fournitures seront nées pour le demandeur deux actions, l'une contre le fermier, l'autre contre le propriétaire. Or, celui-ci n'ayant pas été partie au contrat, on viole à son égard le principe que les conventions ont un effet relatif. La réponse à cette objection est facile. Comme l'a fait observer la Cour de Cassation, ce n'est pas à raison des fournitures d'engrais faites au fermier que le propriétaire est obligé envers le marchand, mais à raison du profit qu'il a retiré de l'emploi de ces engrais sur ces propres terres. Le demandeur fonde son action non sur un acte juridique, mais sur un fait; l'enrichissement procuré. La règle *res inter alios acta* est res-

pectée, puisque l'action contractuelle et l'action *de in rem verso* n'ont pas la même cause. Néanmoins, l'action contractuelle peut avoir une influence sur l'action *de in rem verso*. Quand le fournisseur aura touché de son contractant le prix qui lui est dû, l'action *de in rem verso* ne pourra plus naître dans sa personne. Même non encore payé, si le fournisseur a la possibilité d'obtenir satisfaction par l'action contractuelle, il n'hésitera pas à employer cette voie plutôt que l'action *de in rem verso*, qui est d'un succès moins certain et d'un résultat souvent moins avantageux. Donc, dans les hypothèses de ce genre, l'action *de in rem verso* fonctionnera comme action subsidiaire et ne sera intentée qu'en cas d'insolvabilité de l'obligé direct (1).

On a voulu restreindre l'exercice de l'action *de in rem verso*, en y trouvant une limitation dans l'arrêt de la Cour de Cassation du 11 juillet 1889. D'après cet arrêt, l'action *de in rem verso* doit être refusée toutes les fois qu'il n'existe entre les parties aucun contrat, ni aucun quasi-contrat, ni un fait pouvant produire entre eux un lien de droit quelconque. » Nous avons vu que cette formule a été approuvée et commentée dans une note au Dalloz par M. Petiton, qui avait occupé au procès le siège du ministère public, et, au succès de laquelle il avait puissamment contribué (2). Nous avons vu aussi (3) que M. Labbé

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 776-778 ; Baudry et Barde, *op. cit.*, 2849 xx1 ; Stoicesco, thèse citée, p. 118-120.

(2) Petiton, note au Dalloz, 89. 1. 393.

(3) Au chapitre consacré à la jurisprudence.

a critiqué sévèrement cet arrêt au Sirey et s'est déclaré nettement partisan de l'opinion contraire (1). A la suite de ces critiques, on pouvait croire cette formule disparue, lorsqu'on la retrouva reproduite dans l'arrêt de Douai du 9 avril 1900, qui ne fait que reproduire la note de M. Petition : « Pour qu'il y ait lieu à l'action *de in rem verso*, il ne suffit pas qu'une partie ait recueilli un avantage prenant sa source dans l'agissement d'autrui, il faut qu'un lien de droit se soit établi entre les deux personnes dont l'une prétend agir contre l'autre (2). » Cette formule n'a pas trouvé un meilleur accueil dans la jurisprudence et parmi les jurisconsultes qui se sont occupés de la question. M. Poncet critique vivement l'arrêt ci-dessus dans la note qu'il lui consacre au Dalloz.

Comme conclusion, nous dirons avec MM. Ripert et Teisseire que : « Une relation directe de fait entre l'enrichi, ou la chose de l'enrichi, peut être un indice commode révélant dans certains cas l'existence d'un lien de causalité, mais qu'elle n'en est pas la condition nécessaire. *Le lien de causalité reste seul essentiel. Il doit former l'objet unique et immédiat* de la recherche juridique (3). »

C. — CARACTÈRE INJUSTE DE L'ENRICHISSEMENT

Très souvent, on formule notre règle en ces termes :

(1) Labbé, note au Sirey, 1890. 1. 97.

(2) Douai, 9 avril 1900, D. 1901. 2. 1 (note Poncet.)

(3) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 774-1776.

Nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. Cet énoncé a le défaut d'être incomplet car il n'indique pas la troisième des conditions requises pour l'exercice de l'action *de in rem verso*.

Il faut que l'enrichissement soit sans cause, *cum injuria*, disait le droit romain. Il faut, en d'autres termes, que l'enrichi *ne puisse pas se prévaloir d'un fait juridique l'autorisant à conserver l'enrichissement*.

Au lieu de parler, comme on le fait d'ordinaire, d'enrichissement sans cause, il vaudrait mieux parler d'enrichissement sans droit, car l'expression « cause » prête à confusion, notamment parce que, pour fonder l'action *de in rem verso*, si, d'une part, l'enrichissement doit, en un certain sens, être sans cause, il doit, d'autre part, suivant la remarque très judicieuse de MM. Ripert et Teisseire, avoir pour cause un fait ou un sacrifice de l'enrichisseur. Et puis, le mot cause a, en droit français, un sens juridique particulier, et ce sens, pour être vague et un peu flottant, n'en a pas moins son domaine nettement restreint à la théorie des obligations contractuelles (1).

Cependant, qui voudrait appliquer le principe de l'enrichissement sans cause dans toute la rigueur de sa logique se heurterait à une véritable impossibilité pratique. On ne peut pas songer à récupérer avidement tous les avantages que l'on procure à autrui. Il y a donc une limite au-dessous de laquelle le principe ne s'applique pas.

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 778-779; Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2849 XXIII.

Si, quelquefois on refuse l'action *de in rem verso*, c'est qu'en réalité son exercice rigoureux serait incompatible avec les nécessités de la vie sociale, et aussi parce que, de tels avantages étant réciproques, il n'y aurait aucun intérêt à mettre en mouvement un circuit d'action qui ne s'arrêterait jamais. C'est donc cette idée *de réciprocité, de normalité* qui doit limiter l'application logique de l'action *de in rem verso* (1).

Le fait de causalité qui produit l'enrichissement ne donne naissance à l'action *de in rem verso* que si cet acte sort des conditions normales où nous sommes appelés à rendre aux autres, volontairement ou non, des services qu'ils nous rendent nécessairement à leur tour (2).

Il y a des cas dans lesquels l'enrichi pourra opposer au demandeur qui intente l'action *de in rem verso* une défense victorieuse invoquant un droit défini, tel qu'une intention de libéralité initiale de l'enrichisseur, ou une renonciation de sa part à réclamer une indemnité, ou encore, une clause de son contrat.

Voici quelques exemples fournis par la jurisprudence :

Une police d'assurance contre l'incendie contient une clause permettant à l'assureur de faire réparer ou reconstruire lui-même les bâtiments endommagés ou détruits. Un sinistre s'étant produit, l'assureur use de cette faculté.

(1) Georges Ripert, *De l'exercice du droit de propriété*, p. 330-426 et suiv.; Gény, « Risques et responsabilités », *Revue trimestrielle*, 1902, p. 837.

(2) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 791-793.

Puis il agit contre l'assuré pour obtenir de lui une somme représentant la différence de valeur du neuf au vieux. La Cour de Cassation a condamné cette prétention. C'est qu'en effet, l'assureur en exerçant son droit d'option, a procédé, dans son intérêt exclusif, à ses risques et périls, et a virtuellement renoncé à tout recours ultérieur (1).

Un fermier a engagé des ouvriers agricoles pour faire des travaux sur le fonds loué. Ces ouvriers ont-ils une action directe contre le bailleur pour le paiement de leurs salaires? La Cour de Cassation a répondu non, parce que : « On ne peut considérer le propriétaire qui a reçu le prix du fermage ou sa part de la récolte, *conformément aux stipulations du bail*, comme s'étant, sans cause légitime, enrichi au détriment de l'ouvrier (2). »

C'est en vertu de son contrat qu'il a le droit d'être payé des fermages stipulés, et il serait injuste de le priver des avantages qu'il tient de son contrat (3).

Un locataire a fait effectuer des réparations ou améliorations dans un immeuble loué. Or, en vertu d'une clause formelle du bail, les travaux de cette nature exécutés sur l'ordre du locataire, devront, à la fin du bail, profiter au propriétaire, sans qu'il ait à payer d'indemnité. Une fois le bail expiré, l'entrepreneur, n'ayant pas été payé par le

(1) Cass. 21 juillet 1903, S. 1904. 1. 21 et la note.

(2) Cass. 18 octobre 1898, S. 1899. 1. 165 et la note; D. 99. 1. 105.

(3) C'est en somme la théorie de l'opposabilité du droit. Examen doctrinal par M. Ripert dans la *Revue critique*, 1907, p. 210.

locataire, prétend agir contre le propriétaire par l'action *de in rem verso*. Le propriétaire peut-il opposer à l'entrepreneur le droit résultant pour lui de la clause sus-indiquée? En termes plus généraux, lorsqu'il y a eu un intermédiaire entre l'enrichisseur et l'enrichi, le droit qu'a l'enrichi de refuser à l'intermédiaire la restitution est-il opposable également à l'enrichisseur?

La jurisprudence résout la question par l'affirmative (1), et nous estimons qu'elle a parfaitement raison. Si le propriétaire peut, sans indemnité, bénéficier des réparations ou améliorations réalisées par le locataire, cet avantage a été certainement pris en considération dans la fixation du prix du loyer, de sorte que le propriétaire ne l'a obtenu que par un sacrifice équivalent. Cela revient à dire qu'en réalité il n'y a pas d'enrichissement (2), et que, par conséquent, la première de nos conditions fait défaut (3).

Mais, quelquefois, le propriétaire peut opposer à l'action *de in rem verso* intentée par l'entrepreneur une défense victorieuse, quand même aucune clause comme celle indiquée dans l'exemple précédent n'existe en sa faveur.

(1) Cass. 18 octobre 1898, S. 99. 1. 165; D. 99. 1. 105.; Paris, 26 juin 1899, S. 1901. 2. 167; D. 1900. 2. 154; *Gaz. des Trib.*, 1900, 2^e semestre, 1. 134.

(2) Lyon, 11 janvier 1906, D. 1906. 2. 132; *Pand. fr. Per.*, 1907. 2. 235.

(3) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 794-796. Examen doctrinal par M. Ripert dans la *Revue critique*, 1907, p. 207-211; Baudry et Barde, *op. cit.*, 2849 xxiii et 2849 xxiv; la note de M. Naquet sous Cass., 23 novembre 1908, S. 1910. 1. 427 (col. 2.)

Ainsi, un propriétaire n'ayant qu'une fortune modique n'est pas en mesure d'affecter de grosses dépenses à des travaux d'amélioration, parce qu'il diminuerait les ressources liquides qui lui sont nécessaires pour faire face à ses besoins de famille ou à des échéances commerciales. Est-il juste de l'obliger à subir les dépenses faites à son insu et qui, de nature à bouleverser sa situation pécuniaire, seront peut-être pour lui une cause de gêne et même de ruine ?

Si l'on ne doit pas s'enrichir aux dépens d'autrui, autrui ne doit pas inconsidérément s'immiscer dans nos affaires et nous conduire à la déconfiture ou à la faillite, en nous imposant des opérations utiles en soi, mais qui deviennent nuisibles par suite de la position de fortune de celui qu'elles intéressent. Dans des cas de ce genre, l'enrichissement matériel n'est que fictif et engendre un préjudice réel.

Dès lors, dans une matière où la conscience du juge doit être le seul guide pour apprécier ce qui est ou non conforme à l'équité, nous dirons que le juge aura le droit de tenir compte de ce préjudice pour écarter ou atténuer les conséquences du principe qu'on ne doit pas s'enrichir aux dépens d'autrui. Et dans l'exercice de cette faculté d'appréciation, il y a un élément dont il devra faire état, c'est la mauvaise foi, ou même la faute lourde du demandeur (1).

(1) Note de M. Naquet sous Cass., 23 novembre 1908, S. 1910. 1. 427 (col. 3.)

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

EFFETS DE L'ACTION *DE IN REM VERSO*

L'action *de in rem verso* est une action personnelle (1) qui tend à la restitution de l'objet même dont l'un des patrimoines a été dépouillé au profit de l'autre, lorsqu'aucun obstacle ne s'oppose à cette restitution en nature. C'est le moyen le plus efficace d'assurer à l'enrichisseur la restitution de l'enrichissement qu'il a procuré à autrui. Mais, tantôt on se heurte à une impossibilité matérielle (2), tantôt à une impossibilité juridique (3). Dans ces

(1) Zachariæ considérait l'action *de in rem verso* comme une action réelle (t. IV, § 576.) Voyez la critique de cette idée dans Aubry et Rau (t. VI, § 578, note 7.)

(2) Par exemple, le cas où l'enrichissement consiste à avoir profité du travail d'autrui (art. 570 C. civ.) et encore le cas où la chose du demandeur a perdu son individualité en passant dans le patrimoine de l'enrichi.

(3) La solution donnée par l'article 555 Code civil. C'est justement

cas, la restitution en nature sera remplacée par une indemnité (1). Mais comme l'action *de in rem verso* est une action en restitution, elle ne peut faire obtenir au demandeur plus que le montant de la perte subie et, d'autre part, elle n'est donnée que dans la mesure de l'enrichissement de celui contre lequel elle compète, car l'équité est satisfaite dès qu'il restitue tout ce dont il s'est enrichi (2). En d'autres termes, *l'action de in rem verso s'exerce dans la mesure de l'enrichissement du défendeur et du préjudice supporté par le demandeur* (3). Ainsi le maximum qui peut être accordé par les juges au demandeur est représenté par l'appauvrissement, s'il est inférieur à l'enrichissement, ou par l'enrichissement s'il est inférieur à l'appauvrissement (4).

Au contraire, MM. Ripert et Teisseire décident que si l'enrichissement procuré à autrui est supérieur à l'appauvrissement subi par l'enrichisseur, celui-ci a droit à une indemnité égale au montant de l'enrichissement. Mais, ils ont soin d'ajouter « que cette solution se heurte aux idées généralement reçues. Tous les auteurs affirment, et la formule même du principe rappelle, que, si l'on ne peut s'enrichir du fait d'autrui, c'est seulement quand cet

parce que l'enrichi peut repousser l'action en revendication qu'il se trouve enrichi.

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 778.

(2) Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2849 xxv.

(3) Note de M. Wahl sous Cass., 18 octobre 1904, S. 1907. 4. 463.

(4) Aubry et Rau, VI, p. 246, *in fine* et 247; Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2849 xxv; Raynaud, thèse citée, p. 98.

enrichissement est obtenu à ses dépens et dans cette mesure (1). » Ainsi, la solution donnée par MM. Ripert et Teisseire est contraire à la tradition et même à l'équité et nous ne pouvons pas l'accepter.

Conformément au principe que la sentence du juge doit placer les parties dans la même situation que si justice eût été faite immédiatement, l'enrichissement doit se calculer d'après l'état des choses existant au moment où la demande a été formée (2). Par conséquent, l'action *de in rem verso* tombera dans le vide si, lors de l'introduction de l'instance, l'enrichissement du défendeur a, par suite d'un cas fortuit, cessé d'exister. Ici nous trouvons une différence entre l'enrichissement sans cause et la gestion d'affaires. Dans la gestion d'affaires, le gérant peut réclamer le montant intégral de ses déboursés, par cela seul que la gestion a été utile, et pour apprécier l'utilité des actes accomplis par le gérant, il faut se placer au moment où ses actes ont été faits, sans se préoccuper des événements postérieurs qui ont pu faire disparaître leur utilité (3). *Sufficit si utiliter gessit, etsi effectum non habuit negotium* (4).

Il y a encore une autre différence entre l'enrichisse-

(1) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 783.

(2) Aubry et Rau, VI, p. 247; Larombière, VII, p. 449; Laurent, XX, 340; Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2849 xxvi; Lyon, 11 janvier 1906, D. 1906. 2. 132.

(3) Baudry et Barde, *op. cit.*, IV, 2818 et 2849 xxvi.

(4) L. 10, § 1, D., *De neg. gest.*, III, V.

ment sans cause et la gestion d'affaires. Les avances faites par celui à qui appartient l'action *de in rem verso* ne portent pas intérêt de plein droit (1), tandis que, d'après un grand nombre d'auteurs et une partie de la jurisprudence, car la question est controversée, les avances faites par le gérant d'affaires portent intérêt de plein droit, par assimilation du quasi-contrat de gestion d'affaires au contrat de mandat (2). D'ailleurs, même dans les cas d'enrichissement sans cause, il faut tenir compte, dans l'évaluation de l'indemnité accordée, des intérêts échus, parce que ces intérêts ont grossi *l'in rem versum*.

(1) Raynaud, thèse citée, p. 97; Baudry et Barde, IV, 2849 XXVII.

(2) *Sic*, Duranton, XIII, 674; Marcadé, voir sur l'article 1375, II, *in fine*; Mourlon, II, 1666, *in fine*; Aubry et Rau, IV, p. 724, texte et la note 12; Demolombe, XXXI, 171; Arntz, III, 465; Paris, 26 novembre 1864 et 6 novembre 1865, S. 66. 1. 53; D., 66. 1. 252; Pau, 30 novembre 1869, S. 70. 2. 85; D. 74. 2. 284; Rennes, 12 février 1880, S. 81. 2. 53; D. 80. 2. 221; Tribunal civil, Lyon, 8 décembre 1897, *Moniteur judiciaire*, Lyon, 2 février 1898; Cass. 20 mars 1900, S. 1902. 1. 321; D. 1901, 1. 477 — *Contrà*, Colmet de Santerre, V. 354 *bis*, II; Larombière, II, p. 86 et VII, p. 451; Laurent, XX, 317 et 330; Huc, VIII, 383; Planiol, II, 2283; Baudry et Barde, IV, 2820; Lyon, 29 janvier 1870, S. 70. 2. 152; D. 70. 2. 92.

APPENDICE

DROIT DE RÉTENTION

L'exercice de l'action *de in rem verso* peut-il trouver une garantie dans le droit de rétention? Le Code répond affirmativement pour plusieurs hypothèses où une personne, ayant fait des impenses sur une chose, intente l'action *de in rem verso* pour rentrer dans ses déboursés. Il en est ainsi, en suivant l'ordre de la loi, dans le cas prévu par l'article 570, qui reconnaît au propriétaire de la matière, avec laquelle a été formée une chose d'une nouvelle espèce, le droit de réclamer celle-ci, mais en remboursant le prix de la main-d'œuvre. Cet article semble bien attribuer à l'ouvrier un droit de rétention (1).

Aux termes de l'article 867 : « L'héritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations. » Donc, l'action *de in rem verso* dont jouit le cohéritier est formellement garantie par le droit de rétention. De même, l'article 1673 décide que « le vendeur qui use du pacte de rachat, doit

(1) V. aussi l'article 571.

rembourser non seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations. » Par conséquent, l'action *de in rem verso* et le droit de rétention appartiennent encore ici à l'acheteur (1).

L'article 1948 dispose que « le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt (2). »

Tels sont les cas où le Code accorde expressément le droit de rétention à la partie qui agit *de in rem verso* (3).

(1) *Sic*, Troplong, *Vente*, II, 762 et 763; Cabrye, 114; Glasson, p. 117 à 120; Pont, *Petits contrats*, II, 1303; Aubry et Rau, III, § 256 bis; Baudry et Saignat, 649.

Contrà, Guillouard, *Vente*, II, 670 et *Droit de rétention*, 63, enseigne que l'acheteur n'est pas créancier rétenteur; il est propriétaire sous condition, tant que le vendeur n'a pas accompli les obligations que le texte lui impose, c'est-à-dire que la résolution est suspendue jusqu'au paiement; Laurent, XXIV, 406 et XXIX, 288, professe successivement les deux opinions; Labbé, note dans S. 71. 2. 193.

(2) Il y a controverse pour les impenses utiles. V. en faveur du droit de rétention, Marcadet, 316; Cabrye, 118; Guillouard, *Dépôt*, 112 et *Droit de rétention*, 66. — Voir en sens contraire, Glasson, *Droit de rétention*, p. 122; Laurent, XXVII, 128.

(3) Il faut ajouter l'article 21 de la loi du 7 juin 1791 qui accorde le droit de rétention au domanier congédié jusqu'au paiement de l'indemnité qui lui est due par le propriétaire foncier à raison des édifices et superficies faits par le domanier au cours du bail. — La loi du 8 février 1897 qui accorde au propriétaire foncier un délai de six mois pour solder l'indemnité est spéciale au nouveau cas d'exponse introduit par le législateur.

Mais en dehors de ces cas prévus par la loi, les magistrats peuvent-ils autoriser un créancier à retenir la possession de la chose qu'il détient et qui appartient à son débiteur? Nous répondons affirmativement, car nous adoptons l'opinion qui admet le droit de rétention toutes les fois qu'il existe une corrélation entre la chose retenue et la créance réclamée. — *Debitum cum re junctum*. — Remarquons, en outre, que ce système correspond aux conditions que le code prévoit dans les articles consacrés au droit de rétention. Il y a beaucoup d'auteurs qui s'en tiennent là (1) et c'est aussi le système de la jurisprudence.

Dans une seconde opinion le droit de rétention est subordonné en outre à la condition que la détention de la chose se rattache à une convention, ou tout au moins à un quasi-contrat, et que la dette connexe à la chose détenue, ait pris naissance à l'occasion de cette convention ou de ce quasi-contrat (2).

Il est évident que cette opinion est moins généreuse que la première parce qu'elle exige une condition de plus, qui peut manquer dans certains cas. Elle repousse le droit de rétention s'il n'y a pas de lien contractuel ou quasi-contractuel entre les parties, et cela même au cas où il y a connexité entre la créance et le bien que la créancier veut retenir (3).

A notre avis, il y a deux textes qui prouvent que le droit

(1) Guillouard, *Droit de rétention*, 51 et 53.

(2) Aubry et Rau, III, § 256 bis, texte et note 5, p. 115.

(3) Guillouard, *Droit de rétention*, 49.

de rétention ne doit pas être restreint à l'hypothèse d'un contrat ou d'un quasi-contrat.

Le premier est l'article 570, qui donne le droit de rétention à l'ouvrier ou à l'artisan qui a transformé la matière appartenant à autrui. Il n'y a eu entre le propriétaire de la matière et l'artisan, aucune convention ; ils ne sont liés par aucun contrat, et le droit de rétention donné à celui-ci n'a d'autre base que l'équité, qui ne permet pas que le propriétaire reprenne sa chose sans indemniser celui qui en a augmenté la valeur par son travail.

Le second texte est l'article 867. Il n'y a entre les héritiers les uns à l'égard des autres, aucun lien contractuel, ni même quasi-contractuel, car, si par l'acceptation de l'hérédité, l'héritier s'oblige quasi-contractuellement vis-à-vis des créanciers et des légataires, il ne contracte aucune obligation de ce genre vis-à-vis de ses cohéritiers, et c'est la loi seule qui l'oblige au rapport. Le rapport a pour base l'équité, comme le droit de rétention, et, si la loi trouve injuste que les cohéritiers puissent reprendre l'objet donné sans indemniser le donataire des dépenses qu'il a faites sur cet objet, cette solution doit être étendue par analogie à tout possesseur qui a fait des dépenses à propos de la chose qu'il est tenu de restituer (1).

D'après une troisième opinion, la plus restrictive, il faut accorder le droit de rétention seulement dans les cas où la loi en a parlé et le refuser dans tous les autres, car ce

(1) Guillouard, *Droit de rétention*, 53,

droit est un privilège et la loi seule crée les privilèges (1).

Cette opinion se heurte à tout un ensemble de traditions indiscutables, et son principe est faux : la possibilité d'étendre le droit de rétention résulte des principes généraux, parce qu'il n'est pas un privilège (2). Si le droit de rétention est une sûreté, il ne constitue pas cependant une cause de préférence. Il n'existe que deux causes légitimes de préférence, les privilèges et les hypothèques (art. 2094). Or le droit de rétention n'est ni un privilège ni une hypothèque.

(1) Laurent, XXXIV, 400 et suiv.

(2) Planiol, II, 2526 ; Guillouard, *op. cit.*, 53 ; Baudry et de Loynes, 231-232.

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE I

PRINCIPALES APPLICATIONS DE L'ACTION *DE IN REM VERSO*

Les hypothèses où l'action *de in rem verso* est intentée sont des plus variées. Le Code civil et la jurisprudence en donnent des exemples nombreux. Il y a mille manières d'enrichir autrui : c'est un objet, une somme d'argent que l'on fait entrer dans son patrimoine (1), une dette que l'on paye pour lui (2), une construction que l'on élève sur son terrain (3), des réparations que l'on effectue ou que l'on

(1) Cas de prestations faites à un mineur. Art. 1241, 1312, 1926, C. civ., Paris, 6 août 1850, D. 54. 5. 483 ; Cass. 11 juillet 1889, S. 90. 1. 97 ; D. 89. 1. 393.

(2) Cass. 22 février 1888, S. 90. 1. 535 ; D. 88. 1. 310 ; Rennes, 26 août 1820, D. *Répertoire*, V. Contrat de mariage, n. 1014, n° 3.

(3) Art. 575 C. civ.

fait effectuer sur sa chose (1); parfois c'est en travaillant sur son propre fonds que l'on enrichit son voisin (2); d'autres fois des attributions de propriété réglées par la loi elle-même amènent un enrichissement, tels sont les cas d'alliage, de spécification, d'accessions mobilières, d'avulsion (3).

Il serait fastidieux de vouloir dresser de ces cas une liste complète. D'ailleurs à quoi servirait une pareille énumération?

Nous nous contenterons d'examiner en premier lieu les articles où le législateur a accordé l'action *de in rem verso* pour la restitution de l'enrichissement injuste, et ensuite nous étudierons un certain nombre de cas, non prévus par le Code, qui présentent une assez grande importance et qui sont controversables.

A. — CAS PRÉVUS PAR LE LÉGISLATEUR.

Afin d'apporter dans l'examen de notre sujet plus de clarté et de méthode, nous diviserons les cas prévus par le Code en trois groupes.

PREMIER GROUPE. — Dans un premier groupe nous plaçons les articles qui se réfèrent à l'accession.

(1) Darmstadt, 20 avril 1895, D. 97. 2. 332; Paris, 26 juin 1899, S. 1901. 2. 167.

(2) Cass. 30 avril 1828, D. *Répertoire*, V. Oblig., n. 5402; Cass. 6 novembre 1838, S. 39. 1. 160.

(3) Ripert et Teisseire, *op. cit.*, p. 766.

Nous savons que l'accession est « le droit en vertu duquel le propriétaire d'une chose acquiert la propriété de tout ce qui s'unit ou s'incorpore à sa chose, soit naturellement soit artificiellement (1). » L'accession est *naturelle* quand elle est le résultat d'un phénomène naturel, et *artificielle* ou *industrielle* quand elle est le résultat du travail de l'homme (plantations, constructions).

Le Code civil distingue l'accession artificielle de l'accession naturelle, accordant dans le premier cas à la partie appauvrie un droit à indemnité, en vertu des principes de l'enrichissement sans cause, tandis que dans le second il le refuse, en règle générale, sous prétexte qu'il y a là un changement opéré par les éléments, changement dont personne n'est responsable.

Accession artificielle. — La loi n'a prévu que deux hypothèses :

1) Constructions faites par un propriétaire sur son fonds avec des matériaux appartenant à autrui (art. 554).

Le propriétaire de matériaux perd son droit de revendication sur ses choses, parce que le propriétaire du sol les a acquises par accession en vertu de l'article 551. Mais comme cette solution sanctionnerait un enrichissement sans cause, le propriétaire du sol est tenu de payer la valeur des matériaux, et même des dommages-intérêts s'il y a lieu (2).

(1) Planiol, I, n. 2717.

(2) L'application de l'article 554 suppose que le propriétaire du sol

2) Une personne a construit, a planté ou élevé des ouvrages sur un terrain qui ne lui appartient pas (art. 555).

Pour régler les situations respectives du propriétaire et du constructeur, la loi distingue si le constructeur est de bonne ou de mauvaise foi.

a) *Le constructeur est de bonne foi.* — Dans ce cas, le constructeur ne peut être contraint à démolir; il peut forcer le propriétaire à garder les constructions, mais avec l'obligation d'indemniser le constructeur. Quant à l'indemnité, elle est calculée, au choix du propriétaire, soit d'après la dépense faite, soit d'après la plus-value acquise par le fonds (1). Il y a toujours une différence entre la plus-value obtenue et la dépense faite, et, le propriétaire ayant le choix remboursera toujours la somme la plus faible.

Lorsque la plus-value est inférieure à la dépense et que le propriétaire ne rembourse que la plus-value, le constructeur n'est pas entièrement indemnisé puisqu'il a dépensé plus qu'on ne lui rend. Il semble que l'action *de in*

n'est pas devenu déjà propriétaire des matériaux en vertu de l'article 2279. En effet, au moment où il les utilise, les matériaux sont meubles et la bonne foi du possesseur de meubles se présume. Pour pouvoir agir contre le propriétaire du sol, le propriétaire des matériaux doit prouver qu'au moment où il les a utilisés, il savait que ces matériaux ne lui appartenaient pas.

(1) Cette plus-value s'apprécie au jour où se fait la restitution de l'immeuble, et non au jour où les constructions ont été élevées. -- Planiol, I, 2726.

rem verso lui appartienne pour obtenir le surplus. Ce n'est qu'une apparence, car le propriétaire paie tout ce qui a augmenté son patrimoine, et il ne peut payer plus que son enrichissement.

Lorsque, au contraire, la plus-value est supérieure à la dépense, le propriétaire paie les dépenses. Donc, il a reçu plus qu'il ne donne, mais il ne s'enrichit pas aux dépens du constructeur puisqu'il touche intégralement ce qu'il a déboursé. Il y a un enrichissement, mais sans *alterius detrimento*. En somme, l'article 555 fait une juste application des règles de l'enrichissement sans cause.

b) Le constructeur est de mauvaise foi. — La loi permet au propriétaire de choisir entre deux partis : ou forcer le constructeur à démolir et à remettre les lieux en leur état primitif (1), droit qu'il n'a jamais contre le possesseur de bonne foi, ou garder les constructions, mais comme dans ce cas il s'enrichirait injustement aux dépens d'autrui, il doit payer une indemnité et cette indemnité se calcule sur la dépense faite par le constructeur « sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir » (art. 555, al. 3).

Si l'on compare les situations respectives du constructeur de bonne foi et du constructeur de mauvaise foi on voit que le constructeur de mauvaise foi est mieux traité que celui de bonne foi, au moins dans le cas où le propriétaire

(1) Le constructeur peut en outre être condamné à payer au propriétaire des dommages-intérêts.

consent à garder les constructions, mais cette question ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse c'est que même les règles de l'enrichissement sans cause ne sont pas respectées quand le propriétaire garde les constructions, car, d'après ces règles, le propriétaire ne devrait pas restituer au constructeur plus que son enrichissement, tandis que la loi l'oblige à restituer toutes les dépenses faites par le constructeur, dépenses qui peuvent, et c'est le cas le plus fréquent, dépasser la plus-value, c'est-à-dire l'enrichissement du propriétaire (1).

Accession naturelle. — La règle posée pour l'accession naturelle (2) est si peu fondée qu'on a dû y apporter les dérogations des articles 562, 558 et 559 qui remédient aux inconvénients les plus à craindre. Dans les cas prévus par ces textes il y a plutôt conservation du droit de propriété qu'action en restitution de l'enrichissement sans cause.

Ainsi, l'île formée par le creusement d'un nouveau bras de rivière, reste la propriété de son ancien propriétaire (art. 562). Le propriétaire d'un étang reste propriétaire de son terrain même quand l'eau baisse et découvre ses bords (art. 558). En cas d'avulsion, le propriétaire du

(1) Nous croyons que M. Stoicesco se trompe quand il affirme que même dans cette hypothèse les règles de l'enrichissement sans cause sont respectées. V. Stoicesco, *op. cit.*, p. 129.

(2) Nous avons parlé plus haut de cette règle.

terrain arraché en conserve la propriété, et, par conséquent, peut le réclamer (art. 559) (1).

A ces cas on peut ajouter encore l'article 563 sur le changement de lit d'un cours d'eau du domaine public (2).

Jusqu'ici nous avons parlé seulement de l'accession au profit d'un immeuble, mais le Code civil consacre les articles 565 à 577 à l'accession au profit d'un meuble. Cette matière a beaucoup perdu de son importance dans notre droit par suite de l'apparition de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » (art. 2279). En ce qui nous concerne nous retenons seulement les articles 570-571 qui font application des règles de l'enrichissement sans cause (3).

Nous plaçons aussi dans le premier groupe l'article 548 qui décide que « les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences faits par des tiers. » Ce texte n'est que l'application particulière du principe général de l'enrichissement sans cause. Les récoltes préparées par un tiers appartiennent au propriétaire du sol, mais avec l'obligation pour celui-ci de restituer le montant de son enrichissement.

DEUXIÈME GROUPE. — Dans le deuxième groupe nous

(1) Baudry, *Précis*, I, 1349.

(2) Baudry, *Précis*, I, 1354.

(3) L'article 565 contient le principe général qui subordonne cette matière « aux principes de l'équité naturelle. »

faisons entrer les articles qui ont comme point commun l'incapacité (art. 1241, 1312, 1925, 1926 et 1990.)

L'article 1241 est relatif au paiement fait à un incapable. Nous savons qu'en principe le créancier doit avoir la capacité requise par la loi pour recevoir valablement un paiement. Par conséquent, le paiement fait à un créancier incapable de le recevoir (1) est nul, et le débiteur pourra être obligé d'en faire un nouveau conformément à la règle « Qui paie mal paie deux fois (2). » Cependant, le débiteur peut échapper à cette nécessité en prouvant que le paiement a tourné au profit de l'incapable (art. 1241). Sans cette disposition conforme à l'équité, le créancier incapable s'enrichirait injustement aux dépens de son débiteur (3).

L'article 1312 s'occupe du cas où l'incapable a fait annuler ou rescinder un contrat à raison de son incapacité. En principe, l'effet de la déclaration de nullité ou de rescision est d'obliger les parties à se restituer réciproquement ce qu'elles ont touché ou perçu en vertu du contrat annulé ou rescindé (4). Ce principe souffre exception dans

(1) Par exemple un mineur émancipé sans l'assistance de son curateur, une femme mariée sans l'autorisation ou la présence du mari, etc.

(2) C'est une disposition qui assure la protection des incapables.

(3) Planiol, II, 437 ; Baudry et Barde, *Obligations*, II, 1433 et suiv. Stoicesco, thèse citée, p. 131.

(4) L'effet de l'annulation ou de la rescision prononcée en justice est de remettre les choses dans l'état où elles étaient avant la formation de l'obligation annulée ou rescindée. Baudry et Barde, *Obligations*, III, 1966.

Le cas de l'article 1312: « Lorsque les mineurs, les interdits ou les femmes mariées sont admis en ces qualités, à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ses engagements, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit. » Ainsi un interdit a vendu un immeuble et en a touché le prix, plus tard il fait rescinder la vente. Il a le droit de se faire rendre l'immeuble sans être tenu de restituer le prix, qu'il a probablement dissipé, autrement la protection accordée à l'incapable eût été illusoire. Cependant, la protection légale ne va pas jusqu'à permettre à l'incapable de s'enrichir injustement aux dépens d'autrui. La restitution du prix pourra être exigée de lui, s'il est prouvé que ce prix a tourné à son profit, par exemple si le prix se trouve encore entre ses mains ou s'il en a fait un emploi utile (1). Donc, si en cas d'annulation ou de rescision du contrat, l'incapable n'est pas tenu en vertu de l'engagement né de ce contrat, il peut l'être par l'application du principe qui s'oppose à ce qu'on s'enrichisse aux dépens d'autrui (2).

Les articles 1925 et 1926 sont relatifs au dépôt. Pour faire valablement un dépôt, il faut être capable, et la capacité générale de contracter suffit. Le contrat de dépôt est frappé de nullité, quand une personne incapable de con-

(1) Baudry, *Précis*, II, 411.

(2) Cass. 23 février 1891, D. 92 1. 29.

tracter a figuré soit comme déposant, soit comme dépositaire. Mais, conformément à l'article 1125, l'incapable seul ou son représentant légal peut se prévaloir de la nullité et opter entre le maintien et l'annulation du contrat (1).

a) Supposons que l'incapable a joué le rôle de déposant et qu'il a opté pour le maintien du contrat. Dans ce cas le dépositaire sera tenu de toutes les obligations résultant du dépôt. Ainsi un interdit, durant un intervalle lucide, fait un dépôt entre les mains d'une personne capable. Son tuteur, pendant la durée de l'interdiction, ou lui-même après que l'interdiction aura été levée, ou ses héritiers majeurs, après son décès, pourront exiger l'exécution du contrat et réclamer par l'action *depositi directa* la restitution du dépôt et le paiement d'une indemnité à raison des fautes dont le dépositaire est responsable. D'autre part, le dépositaire aura contre le déposant l'action *depositi contraria* pour obtenir la restitution des dépenses qu'il a été obligé de faire pour la conservation du dépôt (2).

Supposons maintenant que l'incapable demande la nullité du contrat. La situation respective des parties sera la même que s'il n'était intervenu entre elles aucun contrat. L'incapable ou son représentant légal aura l'action en

(1) Baudry, *Précis*, II, 1116 et 1117; Baudry et Wahl, *op. cit.*, 1026 et 1027.

(2) Le contrat ne peut pas être scindé, déclaré valable en tant qu'il oblige le dépositaire et nul en tant qu'il obligerait le déposant. Guillaouard, *Du dépôt*, 33 et suiv.; Baudry et Wahl, *op. cit.*, 1031.

revendication pour réclamer la chose, l'objet du contrat annulé; le dépositaire aura *l'action de in rem verso* pour obtenir le remboursement de ses impenses, mais par cette action il obtiendra peut-être moins qu'il n'aurait obtenu par l'action *depositi contraria* (art. 1925, al. 2) (1).

b) Supposons au contraire que l'incapable a joué le rôle de dépositaire et qu'il a opté pour l'annulation du contrat. Dans ce cas, il échappe à toute responsabilité s'il a aliéné la chose déposée, ou bien s'il l'a perdue, ou s'il l'a laissée dépérir faute de soins. Une fois la nullité du contrat prononcée, le déposant n'aura contre lui qu'une action en revendication, s'il possède encore la chose, ou une action *de in rem verso*, s'il ne l'a plus et qu'il en ait retiré quelque profit (art. 1926) (2).

L'article 1990 traite du mandat. La capacité du mandataire est indifférente pour l'exécution du mandat. Les fonctions de mandataire peuvent être remplies non seulement par une femme mariée ou un mineur émancipé, mais même par un mineur non émancipé ou un interdit si le mandant a confiance dans leur honnêteté et leur intelligence. Cela tient à ce que le mandataire ne s'oblige pas par les actes qu'il accomplit au nom de son mandant. *Qui mandat ipse fecisse videtur*.

Dans les rapports du mandant avec les tiers, le mandat conféré à un incapable produit exactement les mêmes

(1) Baudry et Wahl, *op. cit.*, 1032.

(2) Guillouard, *Du dépôt*, 36; Baudry et Wahl, *op. cit.*, 1035 et 1036.

effets que le mandat conféré à une personne capable. Il n'en est pas de même, si l'on envisage les rapports du mandant avec le mandataire incapable. Ce dernier peut se prévaloir de son incapacité à l'égard du mandant, qui le recherche à raison de l'exécution du mandat. Mais, dans tous les cas, le mandataire incapable pourra être poursuivi par l'action *de in rem verso*, jusqu'à concurrence du profit que lui a procuré l'exécution du mandat et qui se trouve encore entre ses mains ; autrement, il s'enrichirait au détriment du mandant, ce que l'équité ne permet pas (1).

TROISIÈME GROUPE. — Le troisième groupe est composé des articles 1381, 2175, 861, 1634, 1635 et 1673 qui traitent des impenses faites par un tiers sur la chose d'autrui ou de valeurs augmentant le patrimoine d'autrui et qui donnent droit à la restitution de l'enrichissement dont autrui bénéficierait sans cause (2).

L'article 1381 est relatif au paiement de l'indû. Lorsqu'une personne a reçu indûment une chose, elle est obligée de la restituer. Mais si cette personne, *l'accipiens*, a fait des dépenses pour la conservation de cette chose, le propriétaire est tenu de les rembourser. Les dépenses de conservation profitent au propriétaire qui reprend sa chose, car il aurait dû les faire, s'il fût demeuré en possession. La loi en obligeant le propriétaire à rembourser ces dépenses non seulement au possesseur de bonne foi, mais même à

(1) Baudry, *Précis*, II, 1195 ; Planiol, II, 2240.

(2) Stoicesco, thèse citée, p. 133.

celui de mauvaise foi, ne fait que consacrer le principe d'équité qui ne permet à aucune personne, et en aucun cas, de s'enrichir aux dépens d'autrui (1).

L'article 2175 tranche une question qui s'élève relativement à l'expropriation du tiers détenteur par les créanciers hypothécaires. Lorsque le détenteur a amélioré l'immeuble détenu, il a droit à une indemnité, car les créanciers hypothécaires s'enrichiraient à ses dépens s'ils pouvaient profiter, sans lui en tenir compte, de la plus-value qu'il a procurée à l'immeuble par ses travaux. Il serait injuste qu'ils pussent s'emparer d'une valeur provenant du patrimoine du détenteur, qui ne leur doit absolument rien (2). On discute beaucoup sur la disposition de l'article 2175 qui parle de plus-value et suppose de simples impenses nécessaires. Plusieurs auteurs, s'inspirant de la lettre de ce texte, restreignent le droit de tiers détenteur à la simple répétition des impenses utiles, refusant toute indemnité pour les dépenses nécessaires parce que d'une part elles n'ont pas « amélioré » l'immeuble, et que de l'autre le détenteur, en le faisant, n'a pas agi en qualité de gérant d'affaires des créanciers. Il a géré sa propre chose et non l'affaire des créanciers (3). On répond fort justement, à

(1) Planiol, II, 850 ; Baudry, *Précis*, II, 669 ; Baudry et Barde, IV, 2847.

(2) Le Code Roumain a éliminé l'article 2175 français, et n'accorde aucune indemnité au tiers détenteur. V. Alexandresco. *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 464.

(3) Troplong, III, 838, *bis* ; Aubry et Rau, III, 4^e édit., p. 451 et

notre avis, qu'il y a en réalité, en pareil cas, une plus-value et que cette plus-value est égale à la valeur du bâtiment ou de la portion du bâtiment qui aurait péri, si la dépense n'avait pas été faite, et que l'article 2175 n'est qu'une application particulière du principe général de la *versio in rem*. Par conséquent le législateur n'avait aucune raison de refuser au tiers détenteur le droit de répéter ses impenses nécessaires, du moment qu'il lui accordait celui de répéter ses impenses utiles (1).

Les articles 861 et 862 qui règlent la situation du donataire, soumis au rapport des immeubles, sont l'expression exacte non seulement du principe, mais encore des effets de la *versio in rem*. Le donataire obtiendra bonification de ses impenses utiles jusqu'à concurrence de la plus-value existant au jour du partage (art. 861) et de la totalité des impenses nécessaires (art. 862) (2).

Les articles 1634 et 1635 concernent l'acquéreur évincé. Ces articles ne sont que l'application du principe que personne ne doit s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui, mais ils en modifient les effets, en les étendant aux impenses voluptuaires, dans le cas où le vendeur a vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui (3).

note 56; 5^e édit. p. 736-737; Guillouard, III, 1638-1639; Huc, XIV, 42-43; Surville, II, 761.

(1) Duranton, XX, 271; Laurent, XXXI, 306; Planiol, II, 3263; Baudry et de Loynes, III, 2205; Raynaud, thèse citée, p. 121. Bordeaux, 12 août 1902, *Journal des arrêts de Bordeaux*, 02. 1. 380.

(2) Planiol, III, 2282 et 2284; Baudry, *Précis*, 716.

(3) Planiol, II, 1509 et suiv.

L'article 1673 accorde aussi à l'acheteur l'action *de in rem verso* contre le vendeur lorsque celui-ci use du pacte de rachat (1).

Quelle que soit la tendance à étendre le principe de la *versio in rem*, celle-ci ne doit pas prévaloir contre les intentions manifestes du législateur. C'est ce qui se produit avec l'article 599 qui refuse à l'usufruitier toute action pour les « améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée. » Notre principe général est mis ici en échec par des considérations spéciales à la matière. Cette disposition a été inspirée par le double souci, d'éviter des comptes minutieux entre le nu-propiétaire et l'usufruitier, et d'empêcher le nu-propiétaire d'être grevé malgré lui de lourdes obligations (2).

Il existe cependant une variété d'usufruit où l'usufruitier a le droit de demander une indemnité à raison de ses impenses. Nous faisons allusion à l'usufruit concédé au mari sur les biens dotaux, prévue par l'article 1549, § 2. La jurisprudence décide que les dépenses faites par le mari pour améliorer les biens dotaux donnent lieu à récompense à son profit, dans la mesure de la plus-value procurée au fonds dotal (3).

(1) Dans ce cas l'action *de in rem verso* est expressément garantie par le droit de rétention.

(2) Planiol, I, 2868.

(3) Guillouard, *Contrat de Mariage*, IV, 2151 ; Planiol, III, 1518 ; Cass. 10 juin 1885, D. 86. 1. 209 ; S. 85. 1. 345.

Après ces trois groupes d'articles que nous venons de passer en revue, il nous reste encore à examiner quelques textes isolés, se rapportant à notre matière.

L'article 1437 décide qu'un époux ne peut pas s'enrichir aux dépens de la communauté, et que la communauté, non plus, ne peut le faire à ses dépens. D'ailleurs toute la théorie des récompenses est essentiellement fondée sur le principe qu'aucun des trois patrimoines ne peut s'enrichir au détriment de l'un des deux autres.

L'article 2102-4°, bien qu'accordant au vendeur de meubles un privilège et non l'action *de in rem verso*, au vrai sens du mot, se rattache également, croyons-nous, à ce même principe que nul ne doit s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui. S'il était permis aux créanciers de se payer sur le bien vendu sans que le vendeur soit désintéressé, ils s'enrichiraient à ses dépens, ce qui serait injuste (1).

L'article 1864 est relatif à la société. Un tiers contracte avec un associé, et la société, dont celui-ci fait partie, tire profit de ce contrat. Notre tiers aura-t-il une action contre la société? L'article 1864 répond : « La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société, ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose n'ait tourné au profit de la société. » Deux hypothèses doivent être distinguées :

(1) Planiol, II, 2608 ; Stoicesco, thèse citée, p. 134-135.

1° L'un des associés qui n'est point administrateur, traite en son nom personnel, et non en celui de la société. Tout le monde reconnaît que dans ce cas l'engagement pris par l'associé ne lie que lui-même, lorsque la société n'en a retiré aucun profit. Donc, les créanciers n'auront d'action que contre les associés qui ont figuré au contrat; ils ne pourront agir contre les autres que du chef des associés avec lesquels ils ont traité, par l'action indirecte de l'article 1166 (1). Mais que faut-il décider dans le cas où l'engagement pris par l'associé en son nom personnel a tourné au profit de la société? D'après une opinion soutenue par Merlin, Duranton et Duvergier, les associés sont alors tenus de l'action *de in rem verso*, dans la mesure du profit que la société en a retiré (2).

« Si les associés, dit Duvergier, sont liés envers les tiers par l'engagement de leur co-associé, ce n'est point parce que celui-ci a déclaré qu'il agissait pour le compte de la société, mais bien parce que la société a profité de l'engagement, et qu'elle est toujours censée avoir donné pouvoir de l'enrichir. Ne serait-il pas singulier que la société fût tenue différemment envers les tiers, selon le langage qu'aurait employé, en contractant, un de ses membres qui n'a pas le pouvoir de l'obliger (3). »

Mais la jurisprudence et la majorité de la doctrine

(1) Guillouard, *Soc.*, 265; Baudry et Wahl, *Soc.*, 334.

(2) Merlin, *Question de Droit*, V. *Soc.*, § 2; Duranton, XVII, § 448; Duvergier, XX, § 404.

(3) Duvergier, *loc. cit.*

estiment au contraire, que la société n'est pas tenue par l'action *de in rem verso* des engagements de l'associé dans les limites où elle s'est enrichie. Les motifs sur lesquels s'appuie cette opinion sont les suivants :

Pothier se prononçait dans ce sens (1), et il semble que l'article 1864 consacre la même solution lorsqu'il dit que l'obligation contractée « pour le compte de la société » ne lie que l'associé contractant, à moins que les autres associés ne lui aient donné pouvoir ou que « la chose n'ait tourné au profit de la société. » Ne résulte-t-il pas de ce texte par un argument *a contrario* que, si l'engagement n'a pas été contracté pour le compte de la société, il ne lie que l'associé contractant ? Si le bénéfice de l'engagement contracté tourne au profit de la société, il arrivera l'une ou l'autre des conséquences suivantes : ou l'associé qui a fait obtenir à la société, le profit de son marché personnel, n'a fait qu'accomplir une obligation qui lui incombait en vertu de ses engagements à l'égard de la société, et alors il n'aura aucune action contre les autres associés, ou au contraire, l'associé n'avait aucune obligation à remplir vis-à-vis de la société, et dans cette hypothèse il a géré l'affaire de la société et par conséquent aura une action contre les autres associés à concurrence du profit que la société a retiré de l'opération. Quant au tiers créancier, s'il n'a pas l'action directe *de in rem verso* contre les associés

(1) *Société*, § 105.

dans la limite de leur enrichissement (1), il pourra néanmoins agir contre eux du chef de l'associé qui a traité avec lui, en vertu de l'article 1166, mais cette action indirecte sera loin de lui procurer les mêmes avantages que l'action *de in rem verso*, puisque, d'un côté, elle n'appartient pas à lui seul, mais à tous les créanciers de l'associé, et que, de l'autre, elle sera paralysée par toutes les exceptions qui pourraient être opposées à l'associé lui-même (2).

2° L'un des associés traite au *nom de la société*, mais sans mandat ou en dépassant les limites de son mandat.

Si l'opération ainsi faite a profité à la société, les autres associés seront tenus dans la limite du profit qu'elle en a retiré. C'est la solution donnée par l'article 1864. Donc, l'action directe *de in rem verso* existera au profit des tiers contre tous les associés, à concurrence de l'enrichissement de la société, soit que l'associé contractant ait agi sans mandat, soit qu'il ait dépassé les limites de son mandat (3). Cette solution est une dérogation aux principes généraux

(1) Le tiers ne peut pas dire qu'il comptait sur l'action qu'on lui refuse, puisqu'il ignorait que l'acte intéressât la société. V. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, II, § 294.

(2) Cass. 12 mars 1850, S. 50. 1. 257; D. 50. 1. 86; Cass. 16 février 1853, S. 53. 1. 209; D. 56. 1. 47; Aix, 10 mars 1854, S. 55. 2. 245; Troplong, II, 772 et suiv.; Aubry et Rau, IV, § 383, p. 564 et note 2; Pont, 651-652; Laurent XXVI, 347; Guillouard, 265; Baudry et Wahl, 334 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, II, § 294.

(3) Bordeaux, 11 avril 1845, S. 46. 2. 315; D. 45. 4. 482; Cass. 7 juillet 1868, S. 68. 1. 357; D. 69. 1. 319; Cass. 6 février 1893; D. 93. 1. 318.

du droit, car, d'après l'article 1998 le mandataire n'est tenu qu'en cas de ratification de ce qui a été fait au-delà du mandat, tandis que l'article 1864 déclare ses actes obligatoires dans la mesure de l'enrichissement de la société, en dehors de toute ratification expresse ou tacite (1). Dans cette hypothèse chaque associé ne pourra être poursuivi que dans la mesure du profit qu'il retire personnellement de l'acte, par conséquent pour sa part sociale et non pour sa part virile. Les associés sont tenus comme la société elle-même (art. 1864) parce qu'ils ont tiré profit de la dette et ne partagent le profit de la société que dans les limites de leur part sociale (2).

Toutes les hypothèses que nous venons de passer en revue nous ont fourni, grâce aux solutions qui leur sont données par des textes du Code, la vérification du principe et souvent des effets de l'action *de in rem verso*. Mais il n'en est pas moins vrai que par suite de l'absence d'un texte formel, ces quelques dispositions éparses dans notre Code civil sont bien loin de résoudre toutes les controverses qui s'élèvent à propos de notre sujet. Nous croyons que ce principe éminemment équitable peut être appliqué à d'autres hypothèses non prévus par la loi et que de cette

(1) Pont, 638 ; Guillouard, 266 bis ; Baudry et Wahl, 341. — *Contrà*, Laurent, XXIV, 346.

(2) Cass. 18 mars 1824, S. chr. ; D. L., 82, proc. soc., 17. 2 ; Trop-
long, II, 827 ; Duvergier, 402 ; Pont, 654 et *Revue critique*, 1884,
p. 526 ; Laurent, XXVI, 353 ; Guillouard, 269 ; Baudry et Wahl,
345 bis.

manière de nombreuses iniquités seront prévenues. D'ailleurs, c'est pour celles-là surtout que l'intérêt de notre action est manifeste.

B. — CAS NON PRÉVUS

I. — *Gestion d'affaires anormale*

Il y a gestion d'affaires anormale ou irrégulière lorsque l'une des conditions nécessaires de la gestion d'affaires manque. Dans ce cas il ne peut pas naître au profit du gérant d'action *negotiorum gestorum contraria*. Mais est-ce à dire que le gérant n'aura aucune action contre le maître? Non. Nous croyons que dans ce cas il pourra exercer l'action *de in rem verso*. Cette question a donné lieu à de très nombreuses discussions doctrinales.

A) Supposons que je gère l'affaire d'un tiers, tout en croyant gérer ma propre affaire. Par exemple, je me crois appelé à la succession de Jean, et j'administre en conséquence le patrimoine qu'il a laissé. Or, je ne suis en réalité qu'héritier apparent, et plus tard, je suis évincé par Pierre, véritable héritier... Y a-t-il gestion d'affaires? Aurai-je contre Pierre l'action *negotiorum gestorum*? En faveur de l'affirmative on invoque l'équité (1). Mais on répond fort justement, à notre avis, que l'intention joue

(1) Marcadé, V, sur l'article 1375, III; Duranton donne au gérant l'action utile de gestion d'affaires (XIII, 648, p. 667).

un rôle essentiel dans la gestion d'affaires et qu'il semble difficile d'accorder une action de gestion d'affaires à celui qui n'a pas entendu gérer l'affaire d'un tiers, et peut-être ne l'aurait pas fait s'il avait su que lui-même n'y était pas intéressé. On invoque l'équité, mais elle est suffisamment sauvegardée du moment que j'aurai le droit d'exercer l'action *de in rem verso* (1).

B) Supposons qu'une personne, tout en agissant dans son intérêt personnel, s'est immiscée dans les affaires d'une autre. Bien entendu celui qui agit dans son intérêt personnel n'est pas un gérant d'affaires et par conséquent n'aura pas l'action *negotiorum gestorum contraria*. Toutefois il pourra exercer l'action *de in rem verso* et répéter ses déboursés jusqu'à concurrence des affaires dont le maître se trouve enrichi au moment de la demande (2)

C) Supposons maintenant que le maître s'est opposé à la gestion. Le gérant aura-t-il une action contre lui et quelle sera cette action? Tous les auteurs refusent au gérant l'exercice de l'action *negotiorum gestorum contraria*. Le quasi-contrat de gestion d'affaires, avec les droits et les obligations qui en naissent, repose, de la part du maître,

(1) Colmet de Santerre, V. 349 *bis*-V; Larombière, VII, p. 449-450, (art. 1375, n. 16); Demolombe, XXXI, 82; Laurent, XX, 324; Arntz, III, 460, al. 2; Huc, VIII, 376, *in fine*; Bufnoir, *Propriété et Contrat*, p. 786, *in fine*; Planiol, II, 2274; Baudry et Barde, IV, 2792; Raynaud, thèse citée, p. 138.

(2) Pothier, 190 et 193; Duranton, XIII, 649; Larombière, V, article 1375, n. 16; Colmet de Santerre, V. 849 *bis*; Aubry et Rau, IV, p. 725 et note 15; Laurent, XX, 335.

sur la supposition d'un mandat que le législateur présume qu'il aurait lui-même donné au gérant s'il avait connu sa gestion (1). Or, dans cette hypothèse, la supposition d'un mandat est inadmissible (2). Aura-t-il du moins l'action *de in rem verso*? La question est fort controversée. En droit romain, Justinien, après avoir rappelé l'opinion de Papinien et de Gaius, qui accordaient au gérant une action jusqu'à concurrence de ce dont le maître s'était enrichi, et, celle de Paul et de Julien, qui lui refusaient toute action, consacre dans sa constitution cette dernière opinion (3). La même controverse existait aussi dans l'ancien droit, mais Pothier concluait que le gérant devait avoir contre le maître une action jusqu'à concurrence du profit que celui avait retiré de la gestion (4).

Dans le droit moderne, les auteurs ne sont pas moins partagés. Quelques-uns objectent qu'en s'immisçant dans l'affaire d'autrui malgré la défense formelle de l'intéressé, le gérant n'a pu avoir d'autre intention que celle de gratifier celui-ci, et que tout au moins, dans notre cas, il doit être considéré comme ayant renoncé à l'action en répétition (5).

D'autres à l'opinion desquels nous nous rallions, sont

(1) M. Labbé a fort bien dit que la gestion d'affaires consiste à faire sans mandat ce que pourrait faire un mandataire.

(2) Demolombe, XXXI, 88.

(3) L. ult., *Cod. De negot. gest.*

(4) Pothier, 183.

(5) Toullier, XI, 55; Favard, *Répert.*, V. Quasi-contrat, n. 7; Duranton, XIII, 19; Aubry et Rau, IV, p. 726, note 19.

d'avis que le gérant doit avoir l'action *de in rem verso*. Les auteurs qui soutiennent l'opinion contraire, oublient que les donations et les renonciations ne se présument pas, et il n'y a pas de motif pour s'en départir dans notre hypothèse. La partie intéressée ne saurait, en désavouant le gérant, acquérir le droit de s'enrichir sans cause aux dépens de celui-ci (1).

Les personnes auxquelles la loi ne permet pas de s'obliger par un contrat, sont à plus forte raison incapables de s'obliger par un quasi-contrat dans lequel elles jouent le rôle actif. Ainsi, les obligations résultant du quasi-contrat de gestion d'affaires ne prendront pas naissance à la charge du mineur qui aurait volontairement géré l'affaire d'autrui. Mais le mineur répondra de tout le profit qui lui resterait de la gestion par lui entreprise, en vertu de l'action *de in rem verso*, qui est fondée sur ce principe d'équité que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui (2).

(1) Colmet de Santerre, V. 349 *bis*; Marcadé, V. sur l'article 1375, IV; Troplong, *Du Cautionnement*, 329; Larombière, VII, sur l'article 1375, 24; Demolombe, XXXI, 88-89; Baudry et Barde, IV, 2796.

(2) Delvincourt, II, p. 162 et 163; Colmet de Santerre, V, 347 *bis*, II; Aubry et Rau, IV, p. 722, texte et note 1; Demolombe, XXXI, 94-95; Laurent, XX, 312; Huc, VIII, 379; Planiol, II, 2278; Bufnoir, *Propriété et Contrat*, p. 792 *in fine*; Baudry et Barde, IV, 2799 — *Contrà*, Toullier, XI, 39-40; Duranton, XIII, 662-663; Zachariæ, § 441; Larombière, VII, p. 432-434 (art. 1374, n. 9); Guénée, « De la capacité de s'obliger dans les quasi-contrats », *Revue critique*, 1887, p. 329-337.

II. — *Personnes morales administratives*

Lorsque des tiers ont procuré des fournitures à une personne morale administrative ou exécuté des travaux pour son compte, sans que la dépense ait été régulièrement approuvée par l'autorité compétente, auront-ils un recours contre cette personne morale ? En d'autres termes, les personnes morales administratives peuvent-elles être obligées en vertu du quasi-contrat de gestion d'affaires ? Voici les hypothèses dans lesquelles la question peut se poser :

1° Un tiers, qui n'est en aucune façon une autorité administrative, fait une dépense qui est utile à une personne administrative et veut recouvrer sa dépense.

2° Une autorité administrative a engagé seule une dépense qu'elle n'avait pas le droit d'engager, par exemple, un maire a passé seul un marché pour lequel il eût dû y avoir décision du Conseil municipal. Le maire, après avoir payé de ses deniers, pourra-t-il intenter une action récursoire contre la commune ?

3° Enfin voici une hypothèse plus compliquée, mais singulièrement pratique. Un administrateur, un maire, par exemple, ayant soustrait une certaine quantité de deniers à la caisse municipale, emploie cette somme d'une façon utile pour la commune ; sa gestion étant découverte, il devient comptable des deniers dissimulés, en vertu des principes sur la comptabilité de fait. Mais ne pourra-t-il

pas invoquer la gestion d'affaires ou le principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, et se faire ainsi décharger de l'obligation de restituer dans la mesure où les deniers auront été utilement employés ou du profit retiré par la commune (1)?

Sur cette question, la doctrine est divisée et la jurisprudence indécise et hésitante.

La plupart des auteurs admettent que les règles de la gestion d'affaires s'appliquent aux services publics absolument comme aux particuliers. Ils invoquent, pour soutenir leur thèse que le quasi-contrat de gestion d'affaires se forme sans qu'il y ait lieu de considérer la capacité de la personne dont les affaires ont été gérées, et font observer que puisque les quasi-contrats obligent même les incapables, il n'y a pas de raison pourquoi ils n'obligeraient pas les personnes administratives. A cet argument d'ordre juridique ils ajoutent encore des considérations d'équité qui existent en faveur du gérant d'affaires (2). La jurisprudence actuelle semble vouloir s'engager dans cette voie.

Dans un système diamétralement opposé, MM. Marquès di Braga et Camille Lyon s'efforcent, non sans beaucoup de

(1) Hauriou, *Précis de droit administratif*, p. 828-829.

(2) En ce sens : Demolombe, XXXI, 400 *bis* ; Laurent, XX, 369 ; Batbie, *Traité de droit public et administratif*, V, 422, *in fine* ; Dareste, *La justice administrative*, p. 504 et 613 ; Chauveau Adolphe, *Code d'instruction administrative*, I, p. 210, note 243 *quater* ; Hauriou, *Traité de droit administratif*, p. 667.

talent, de démontrer que toute action doit être refusée à celui qui a géré irrégulièrement les affaires d'une commune (1). D'après ces deux auteurs, si l'on admettait le principe de la gestion d'affaires, se trouveraient violées : 1^o La règle que les dépenses publiques d'une personne administrative ne peuvent être engagées que par l'autorité budgétaire (conseil municipal, conseil de fabrique). L'autorité budgétaire seule représente légalement les contribuables et c'est elle seule qui peut déclarer en leur nom à quel emploi doivent être consacrés les fonds prélevés sur eux ; 2^o la règle que les dépenses publiques des personnes administratives inférieures doivent être approuvées par leur tuteur (2).

On a fait observer encore dans ce sens que l'admission du principe de la gestion d'affaires dans la gestion des services publics fournirait aux administrateurs de ces services un moyen trop facile d'échapper à la tutelle de l'administration supérieure et de se soustraire à l'application des règles de la comptabilité publique, tutelle et règles qui, ayant pour objet la protection de la fortune publique, constituent des institutions d'ordre public (3).

On voit tout de suite le vice d'un pareil système. Il

(1) Marquès di Braga et Camille Lyon. Voir Comptabilité de fait, note 21 (dans le *Répertoire de droit administratif* de Béquet.) Cet ouvrage a été publié séparément sous ce titre : *Traité des obligations et de la responsabilité des comptables publics. De la comptabilité de fait.*

(2) Note de M. Hauriou sous Cass., 6 juin 1893, S. 1893. 1. 184.

(3) Bremond, Examen doctrinal, *Revue critique*, 1893, p. 638-639.

serait rigoureux et inique de permettre à une commune de garder pour elle tout le bénéfice de l'opération, en en faisant retomber toutes les charges sur celui qui l'aurait entreprise. Cette solution produirait cet effet inévitable de décourager à l'avance les citoyens dévoués qui seraient disposés dans des circonstances délicates à prendre l'initiative des mesures utiles à l'intérêt de la commune (1).

Un troisième système consiste à faire une distinction entre l'action de gestion d'affaires et l'action *de in rem verso*. Cette distinction qui se trouve en germe dans la jurisprudence a été développée par M. Michoud, dans une très intéressante étude sur la gestion d'affaires dans les services publics (2).

Le savant professeur commence par établir la différence fondamentale entre les deux actions. La cause de l'obligation de la gestion d'affaires n'est nullement le principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, mais l'article 1375 Code civil. Les charges imposées par cet article peuvent dépasser singulièrement l'enrichissement réel procuré au maître par la gestion. On peut trouver le fondement de la gestion d'affaires dans l'utilité qu'il peut y avoir pour les particuliers à encourager la gestion de leurs affaires. Au contraire, l'action *de in rem verso* n'est que la sanction du principe que personne ne doit s'enrichir aux

(1) Bremond, *op. cit.*, p. 837.

(2) *Annales de l'enseignement supérieur de Grenoble*, 1893, p. 69-105.

dépens d'autrui, et, elle ne permet de réclamer que la valeur dont le patrimoine du défendeur s'est accru.

D'après M. Michoud, les considérations sur lesquelles est basée l'action de gestion d'affaires, sont manifestement inapplicables aux services publics. D'une part, il est de leur intérêt évident que leurs affaires ne soient administrées que par leurs représentants légaux ; de l'autre, le soin que le législateur apporte à organiser cette représentation est une garantie suffisante que leurs biens ne resteront pas en souffrance, et qu'au point de vue de l'intérêt social l'intervention d'un tiers dans leurs affaires ne sera jamais vraiment nécessaire (1). Sans doute, ceci n'est pas absolu, et pourrait souffrir exception dans les moments de crise et de malheur public (2) ; mais ces situations sont exceptionnelles et pour elles le législateur pourra prendre des mesures spéciales (3). Au contraire, la règle que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui est une règle d'équité et de justice élémentaire qui s'impose à tous, à l'État ou aux communes comme aux particuliers.

On objecte le principe que toute dépense pour le compte d'un service doit être approuvée par l'autorité budgétaire ; mais comme toutes les autres règles juridiques, ce principe doit, dans certaines circonstances, se combiner avec d'autres principes tout aussi impérieux. Ainsi, on admet bien, que, au moins dans une certaine mesure, les services

(1) Michoud, *Annales de Grenoble*, 1893, p. 89.

(2) Hauriou, *op. cit.*, p. 830.

(3) Michoud, *op. cit.*, p. 89, note 1.

publics sont responsables des fautes commises par leurs représentants et qu'ils peuvent de ce chef être tenus de payer des indemnités ; et pourtant l'autorité budgétaire n'a pas autorisé d'avance cet emploi des deniers publics. Le principe du vote des dépenses par les représentants des contribuables s'efface, dans ce cas, devant le principe supérieur d'équité que quiconque par sa faute cause un dommage à autrui est obligé à le réparer. Pourquoi ne s'effacerait-il pas devant le principe également équitable que nul ne doit s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui (1) ? On peut ajouter encore que le refus de toute action conduirait à des conséquences d'une injustice manifeste (2).

La jurisprudence, nous l'avons dit, est hésitante. Le Conseil d'Etat, après avoir refusé d'abord toute espèce de recours (3) semble vouloir admettre aujourd'hui l'action *de in rem verso* (4).

Les tribunaux judiciaires avaient aussi commencé par rejeter toute action (5), puis ils admirent non seulement l'action *de in rem verso*, mais même l'action *negotiorum gestorum* (6).

(1) Michoud, *op. cit.*, p. 90 ; Hauriou, note sous Cass., 6 juin 1893, S. 1895. 1. 185.

(2) Huc, *op. cit.*, VIII, 380 ; Alexandresco, *op. cit.*, V, p. 309 et la note 2.

(3) Conseil d'État, 8 avril 1842, Commune de Gentilly.

(4) Conseil d'État, 16 mai 1879, D. 79. 3. 104 ; 19 mai 1882, D. 83. 3. 92 ; 6 février 1885, D. 86. 3. 36 ; 15 février 1889, D. 90. 3. 38.

(5) Cass. 18 juillet 1860, D. 60. 1. 309 ; Aix, 10 février et Nancy, 18 juin 1870.

(6) Cass. 15 juillet 1873, D. 73. 1. 457 ; 12 décembre 1884, D. 82. 1.

On pouvait croire que la jurisprudence judiciaire était désormais fixée ; mais un arrêt de la Cour de Cassation du 6 juin 1893 (1) est venu rompre avec tous les précédents immédiats et fait retour au système primitif du refus de toute action.

Ces variations de la jurisprudence s'expliquent par le conflit entre l'idée d'équité et les exigences des règles sur la comptabilité publique.

En ce qui nous concerne nous estimons que le système de M. Michoud, qui accorde l'action *de in rem verso*, est encore celui qui satisfait le mieux la raison et l'équité.

III. — *L'incapacité de la femme mariée*

L'incapacité de la femme mariée donne lieu à de très importantes controverses au point de vue de la théorie de l'enrichissement sans cause. La règle générale est que la femme mariée est incapable (2). Mais, à cette règle il y a des exceptions. La femme peut librement *accomplir* ou *s'obliger* par certains actes. Ainsi, elle peut faire sans aucune autorisation son testament, révoquer une donation faite par elle à son mari, effectuer des dépôts et des retraits aux caisses d'épargne (3); disposer librement de son

131; Bordeaux, 16 décembre 1877, D. 78. 1. 204; Chambéry, 13 août 1891, D. 93. 2. 316.

(1) D. 93. 1. 385; S. 95. 1. 185 (note de M. Hauriou).

(2) La femme est incapable non parce qu'elle est femme, mais parce qu'elle est mariée.

(3) Loi du 9 avril 1881.

salaire (1); s'obliger par ses délits et quasi-délits; être tenue d'un enrichissement sans cause acquis par elle, ou d'une gestion d'affaires, entreprise à son profit par un tiers. Dans tous ces cas la femme est obligée, sans être autorisée, car ces obligations naissent indépendamment de sa volonté (2).

Des difficultés se sont produites en ce qui concerne le mandat tacite donné par le mari à sa femme, pour les dépenses du ménage (3). Dans ce cas le mari sera considéré comme s'étant obligé lui-même (4) et la femme ne deviendra pas personnellement débitrice, car le mandataire ne s'oblige pas avec les tiers en exécutant son mandat. La dette tombera en communauté parce qu'elle est réputée provenir du mari (art. 1420) (5). Par conséquent, si la femme renonce à la communauté, elle ne peut être poursuivie, même par l'action *de in rem verso*, puisqu'elle est censée n'avoir jamais été commune, et que par sa renonciation elle se dépouille de tous ses droits, mais en revanche, elle n'a rien à payer aux créanciers (6).

La règle qui déclare nuls tous les engagements pris par

(1) Loi du 13 juillet 1907.

(2) Planiol, I, 926 et suiv.

(3) Cette théorie du mandat tacite est généralement admise aujourd'hui. — Sur les critiques dirigées contre elle V. Binet, *La femme dans le mariage* (thèse, Nancy, 1903), p. 133.

(4) « Qui mandat ipse fecisse videtur. »

(5) Planiol, III, 1098.

(6) Paris, 7 mars 1890 et 18 novembre 1890, D. 91. 2. 257; Huc, IX, 152; Planiol, III, 1098, note 1; *Contrà*, Stoicesco, thèse citée, p. 150.

la femme mariée sans le consentement de son mari reçoit exception dans les cas où les sommes payées en vertu de ces engagements ont tourné au profit de la femme. Les créanciers auront alors contre la femme l'action *de in rem verso* (1). Un mandataire ne doit pas dépasser les limites de son mandat. Or, la femme les dépasse lorsqu'elle fait des dépenses excessives, en disproportion avec les ressources de son mari. Si le mari a fait prononcer la nullité ou la réduction des engagements ainsi contractés par la femme, quelle sera la situation des fournisseurs qui ont traité avec elle? La femme n'a obligé ni le mari, ni la communauté, car le mandataire ne représente plus le mandant, lorsqu'il agit en dehors des limites de son mandat (2).

— *Qui excessit fines mandati aliud quid facere videtur.* —

La femme qui excède son mandat ne s'oblige même pas personnellement ; car il faudrait pour cela qu'elle fût valablement autorisée, et elle ne l'est pas. Donc, ceux qui ont traité avec elle n'ont d'action ni contre elle, ni contre le mari. Toutefois, si la femme a personnellement profité de ces obligations annulées ou réduites, les créanciers auront contre elle l'action *de in rem verso*, dans la limite du profit qu'elle en aurait retiré (3).

(1) Planiol, III, 1090 ; Dalloz, *Jur. gén.*, V. Mariage, n° 942, Supplément, *eod. verbo*, n° 532 ; Bordeaux, 16 mars 1854, D. 55. 2. 246, et sur pourvoi Cass. 24 janvier 1855, D. 55. 1. 96 ; Cass. 30 novembre 1868 ; D. 69. 1. 132 ; Cass. 26 avril 1900 ; D. 1900. 1. 455 ; Cass. 2 janvier 1901 ; D. 1901. 1. 16.

(2) Paris, 5 février 1895, D. 95. 2. 495.

(3) Cass. 30 novembre 1868, S. 69. 1. 219 ; Rodière et Pont, II, 797 ;

Que faut-il décider si les époux vivent séparés, non en vertu d'une séparation judiciaire, mais par suite d'arrangements intervenus entre eux, ou parce que le mari refuse de recevoir la femme au domicile conjugal ?

M. Guillouard estime que dans ces cas, le mari n'a pu se soustraire à l'obligation qui lui incombe de subvenir aux besoins de la femme ; et le mandat tacite est plus nécessaire à celle-ci lorsqu'elle vit seule que lorsqu'elle habite avec son mari. Aussi à son avis, le mari est tenu du montant intégral des fournitures faites, sauf à lui à demander la nullité ou la réduction du marché en cas d'excès (1).

Cependant, presque toute la doctrine et la jurisprudence sont d'opinion que le mandat tacite conféré par la loi à la femme, a pour fondement la vie commune, l'existence d'un ménage commun, à l'administration duquel les deux époux participent. Donc, ce mandat doit être considéré comme implicitement révoqué le jour où la vie commune a cessé. Il est toujours vrai de dire qu'un mandat qui implique la vie commune ne peut survivre à la cessation de la vie commune (2). Tant que le mariage dure, et quand même les époux vivraient séparés, le mari reste le chef de l'association conjugale, et il ne cesse d'être tenu de pourvoir à la nourriture et à l'entretien de la femme et des enfants (art. 212 et 203). Les fournisseurs qui auraient

Aubry et Rau, V. § 509, texte et note 58, p. 341-342 ; Guillouard, II, 873 ; Baudry, *Précis*, III, 97 *bis*.

(1) Guillouard, II, 868.

(2) Encore faut il que le fait de la séparation soit notoire.

fait crédit à la femme pourraient agir de son chef contre le mari par l'action indirecte de l'article 1166 (1); ils pourraient même agir contre le mari par l'action directe *de in rem verso*, car ils ont fait l'affaire de celui-ci en pourvoyant à une obligation dont il était tenu (2).

La situation devient moins favorable à la femme et à ses fournisseurs, si l'épouse a abandonné le domicile conjugal. Dans ce cas, le mandat tacite est révoqué, et l'un des expédients que le mari peut employer, pour contraindre la femme à réintégrer ce domicile, c'est de ne pas lui donner les moyens de vivre en dehors. Il serait déplorable que les fournisseurs pussent, au moyen de l'action qui leur appartiendrait contre le mari, donner à la femme la possibilité de prolonger sa résistance. Cependant, on pourrait admettre, au profit du fournisseur de bonne foi, mais de lui seul, l'action *de in rem verso* contre le mari, dans la mesure où les fournitures faites auraient acquitté sa dette d'aliments et jusqu'au moment où il aurait su que la femme avait abandonné le domicile conjugal (3).

(1) Car la femme a une action contre le mari.

(2) Laurent, XXII, 109; Baudry et Le Courtois et Surville, *Contrat de Mariage*, I, 503 *bis*; Baudry, *Précis*, III, 97 *bis*; Rennes, 26 août 1820 (Dalloz, au mot *Contrat de mariage*, n° 1014). — Trib. de la Seine, 1889, D. 91. 2. 257, note de M. de Loynes; Paris, 26 mars 1890, D. 91. 2. 257; Trib. de paix de Paris, 14 avril 1905, D. 05. 2. 249.

(3) Marcadé, sur l'article 1420, n° 2; Rodière et Pont, II, 703; Aubry et Rau, V, § 509, texte et note 52, p. 340; Laurent, XXII, 110; Guillouard, II, 869; Baudry et Le Courtois et Surville, *op. cit.* I, 503 *bis*; Cass. 12 janvier 1874, S. 74. 1. 305; D. 74. 1. 114; Cass.

Quand le mandat tacite aura disparu par une révocation expresse, connue des tiers, ceux-ci auront difficilement action contre le mari. Il faudrait des circonstances spéciales pour que cet époux fût néanmoins considéré comme débiteur personnel des fournitures faites à crédit à la famille représentée par la femme, et que les tiers eussent, de ce chef, le droit de réclamer, soit en vertu de l'article 1166, ce que la femme aurait le droit d'exiger et qu'elle néglige d'obtenir du mari, soit par l'action *de in rem verso*, ce qui a tourné au profit de ce dernier en le libérant de sa dette alimentaire (1).

Ainsi, la plupart des solutions données aux problèmes qui résultent du mandat tacite conféré à la femme mariée, sont en accord avec les principes de la théorie de l'enrichissement sans cause.

IV. — *L'inaliénabilité de la dot immobilière*

Les obligations résultant de l'enrichissement sans cause sont-elles exécutoires sur la dot immobilière qui est inaliénable? Pour ceux qui voient dans l'enrichissement sans cause un quasi-délit, il n'y a aucune difficulté sur ce point, car on admet que la femme peut obliger la dot immobilière

21 mars 1882, S. 83. 4. 112; Paris, 22 novembre 1889, D. 91. 2. 258; Just. paix (7^e arrondissement) Paris, 28 octobre 1904, *Gaz. Pal.* 1904. 2. 613.

(1) Baudry et Le Courtois et Surville, *op. cit.*, I, 503.

par ses délits ou ses quasi-délits (1). Mais pour ceux pour lesquels l'enrichissement sans cause est un quasi-contrat, la réponse est beaucoup plus difficile.

La question s'est posée en pratique à propos de constructions élevées pendant le mariage sur le fonds dotal. Ces constructions sont-elles dotales comme l'immeuble lui-même ? D'après une opinion soutenue par MM. Rodière et Pont, la plus-value conférée au fonds dotal par une construction *n'est pas dotale*, qu'elle soit procurée par la femme elle-même, au moyen de ses valeurs paraphernales, ou qu'elle le soit par le mari ou par des tiers constructeurs. Pour ces auteurs le droit des tiers, créanciers de la femme ou constructeurs, se borne à faire détacher du fonds tout ce qui est susceptible de l'être, à la charge de le rétablir dans son état primitif (2).

D'après une autre opinion défendue par presque toute la doctrine, la plus-value conférée au fonds dotal *est aussi dotale*.

Mais les auteurs qui défendent ce système se séparent sur la question de savoir si les obligations résultant de l'enrichissement sans cause sont exécutoires sur la dot immobilière.

(1) Troplong, IV, 3297 et 3320 ; Rodière et Pont, III, 1764, 1822, 1823 ; Sourdat, *Traité de la responsabilité*, I, 172 ; Aubry et Rau, V, § 538, p. 607 ; Jouis, *Étude sur le régime dotal*, I, 149 ; Guillouard, IV, 1864, 1937, 2096 ; Huc, IX, 466 ; Bandry et Le Courtois et Surville, III, 1678 ; Planiol, III, 1604.

(2) Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, III 1683 ; Paris, 23 mai 1863, D. 63. 2. 110.

Certains auteurs accordent contre la dot, et à concurrence de la plus-value, l'action *de in rem verso*. Ce système est défendu avec beaucoup de talent par M. Jouitou. Lorsqu'on argumente, dit M. Jouitou, de ce qu'un contrat ne peut engager le bien dotal, pour soutenir qu'un quasi-contrat ne le peut pas davantage, on invoque une analogie qui ressemble à un jeu de mots. Si on a voulu, par l'inaliénabilité de la dot protéger la femme contre les conventions mêmes qu'elle pouvait faire, on n'a pas entendu pour cela lui permettre de s'enrichir au détriment des tiers de bonne foi. Aussi, d'après M. Jouitou, l'obligation qui incombe à la femme ne pourra être exécutée sur l'immeuble dotal que dans la limite du bénéfice qui a été retiré, et il faut, bien entendu, qu'il n'y ait pas eu connivence entre la femme et le tiers (1).

La majorité de la doctrine, tout en admettant que la plus-value conférée à l'immeuble dotal est dotale, refuse d'accorder contre la dot l'action *de in rem verso*.

D'après M. Guillouard, les auteurs qui admettent l'exercice de l'action *de in rem verso* contre la dot, font une confusion entre deux idées distinctes, l'obligation de la femme et l'inaliénabilité du fonds dotal : que la femme soit obligée personnellement au profit de ceux qui ont

(1) Jouitou, *Étude sur le système du régime dotal*, p. 150-159 ; Bertauid, *Questions pratiques et doctrinales*, I, 636 et suiv. ; De Loynes, « De la femme mariée sous le régime dotal », *Revue critique*, 1882, p. 573 ; Labbé, note *in fine* dans S. 86. 1. 5 ; Caen, 9 mai 1856, *Recueil de Caen*, 1856. 240.

augmenté la valeur de son fonds, ceci est certain, mais il faudrait démontrer en outre que l'immeuble dotal peut être aliéné au profit des créanciers de la femme. L'article 1554 pose le principe de l'inaliénabilité de la dot immobilière ; les articles 1555 à 1559 y apportent des exceptions, mais on ne trouve nulle part, dans ces articles, le droit d'aliéner l'immeuble dotal pour payer les constructions qui en ont augmenté la valeur. Bien plus, l'article 1558, qui autorise l'aliénation de l'immeuble dotal, avec permission de justice, pour faire les grosses réparations indispensables à sa conservation, ne l'autorise pas, même avec cette permission, pour les constructions à élever sur l'immeuble dotal. Donc, la femme aurait un moyen bien simple de tourner la loi : elle n'aurait qu'à ne pas demander l'autorisation qui ne pourrait que lui être refusée, et à faire construire. Le constructeur aurait de cette façon action sur la dot.

D'ailleurs cette action *de in rem verso*, dit M. Guillouard, est absolument contraire à l'esprit de conservation de la dot qui est la base du régime dotal. D'un côté, la femme dotale pourrait se livrer aux spéculations les plus excessives sous prétexte d'améliorer l'immeuble dotal ; d'un autre, rien ne serait plus incertain et souvent plus difficile à arbitrer que le chiffre de la plus value conférée à l'immeuble ; enfin, par l'exercice de cette action, l'immeuble dotal se trouverait aliéné, alors que la loi en prohibe l'aliénation. Et M. Guillouard conclut, que les constructions élevées sur l'immeuble dotal sont dotales comme l'im-

meuble et que les tiers n'auront qu'une créance personnelle contre la femme inexécutable sur les biens dotaux (1).

L'argumentation de M. Guillaud est trop juridique pour qu'on puisse songer à la réfuter. Toutefois nous nous permettrons de présenter à ce sujet certaines observations. De l'avis unanime, la femme s'oblige sur sa dot inaliénable par ses délits et quasi-délits (2) et elle est tenue sur cette dot pour les dettes grevant les successions recueillies par elle (3), et pour certaines obligations légales. La jurisprudence a fait l'application de cette idée aux droits de mutation dus par la femme sur une succession à elle échue (4). Or, ce sont là des exceptions qui ne sont pas écrites dans la loi et qui sont apportées par la jurisprudence

(1) Guillaud, IV, 1734 — *Sic*, Troplong, IV, 3057; Marcadé, sur l'article 1542, n° 2; Aubry et Rau, IV, § 534, texte et note 15, p. 535; Huc, IX, 428; Baudry et Le Courtois et Surville, III, 1576; Cass. 14 février 1843, S. 43. 1. 193; D. 43. 1. 137; Cass. 29 août 1860, S. 61. 1. 9, note Massé; D. 60. 1. 393; Cass. 10 juin 1885, S. 85. 1. 345; Paris, 11 avril 1850, S. 51. 2. 163; D. 52. 2. 185; Rouen, 2 mai 1861, S. 63. 2. 171; Caen, 19 et 29 juillet 1866, S. 67. 2. 261; Lyon, 11 mars 1886, S. 88. 2. 7; Rouen, 8 août 1894, S. 95. 2. 245.

(2) Cass. 4 mars 1844, deux arrêts, D. 45. 1. 185 et 186; S. 45. 1. 513; Cass. 20 juillet 1870, D. 70. 1. 133; S. 71. 1. 69; Cass. 29 mars 1893, D. 93. 1. 285; S. 93. 1. 288; Paris, 21 avril 1896, D. 98. 2. 305; Planiol, III, 1604; Baudry et Le Courtois et Surville, III, 1678.

(3) Pau, 26 janvier 1861, D. 61. 5. 166; Nîmes, 6 mai 1861, S. 61. 2. 369. Si les créanciers négligent de se faire payer sur les biens de la succession, ils n'ont pas d'action sur les autres biens dotaux de la femme, Toulouse, 17 mars 1851, S. 51. 2. 411; D. 52. 2. 86; Planiol, III, 1609.

(4) Planiol, 1612; Baudry et Le Courtois et Surville, III, 1685 Caen, 18 juin 1880, S. 81. 2. 1, note Labbé.

au principe de l'inaliénabilité de la dot. Nous croyons qu'on peut ajouter aux exceptions prévues par les articles 1555 et 1559, par la brèche ainsi ouverte, l'obligation de restituer l'enrichissement sans cause (1). On invoque le danger de connivence de la femme avec les constructeurs. Certainement il sera toujours possible aux deux parties de s'entendre, mais il ne faut pas oublier que les personnes qui exerceront l'action *de in rem verso* n'obtiendront pas le montant intégral de leur travail et de leurs frais, et n'auront droit qu'à la plus-value conférée au fonds, à l'époque du procès. Dans ces conditions les tiers regarderont à deux fois avant de s'engager dans une entreprise dont ils sortiront peut-être avec perte.

Quant à la difficulté d'estimation, c'est un argument qu'on invoque chaque fois qu'il s'agit d'enrichissement sans cause. Mais une difficulté purement matérielle ne saurait être un obstacle infranchissable pour l'établissement d'une règle de justice (2).

C'est en vertu de ces conditions que nous inclinons à penser que la femme sera tenue pour les obligations résultant de l'enrichissement sans cause, même sur ses biens dotaux, car s'il est vrai que le régime dotal a pour but de la protéger contre des abus d'influence, il est vrai aussi qu'on n'a pas entendu lui permettre de s'enrichir au détriment des tiers de bonne foi.

En terminant ce chapitre, nous croyons bon de faire

(1) Stoicesco, thèse citée, p. 157.

(2) Stoicesco, thèse citée, p. 158.

observer que nous n'avons étudié que certains problèmes qui se présentent à l'occasion de l'application de la théorie de l'enrichissement sans cause et que nous sommes loin de les avoir épuisés.

SIXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DROIT COMPARÉ

SECTION I

L'Enrichissement sans cause dans le Code civil allemand

Le Code civil allemand, à la différence du Code civil français, s'occupe de la question de l'enrichissement sans cause d'une façon détaillée et minutieuse (1).

Le problème de l'enrichissement présente en Allemagne une difficulté plus considérable que partout ailleurs, et il en faut chercher la raison dans ce fait que le Code civil allemand n'exige pas de cause aux obligations. La plupart des titres d'acquisition en matière de droits, tant réels

(1) Le Code civil allemand traite de l'enrichissement sans cause dans les articles 812-822.

que personnels, ont le caractère de *contrats abstraits*, produisant leurs effets indépendamment de toute cause. De plus, le Code civil allemand attache la foi au titre, même s'il émane d'une personne sans droit et sans pouvoir, et cela dans un but de protection pour les tiers de bonne foi. C'est sur cette idée, par exemple, que repose toute l'organisation des livres fonciers. Le seul propriétaire légalement reconnu aux yeux de tous, est celui qui est porté au registre comme le titulaire du droit, et les aliénations consenties par lui seront opposables au véritable ayant droit, si l'acquéreur a été de bonne foi (1). Le même résultat se produit en matière de meubles. Le propriétaire doit subir les effets d'une aliénation consentie par un non *dominus* au profit d'un tiers de bonne foi (2).

Sans doute, de pareils résultats sont injustes et le droit ne saurait les légitimer (3). C'est dans cette vue que le droit romain avait organisé le système des *condictiones* et le droit germanique l'avait suivi presque aveuglément sur ce point. Le droit romain ne contenait sur l'enrichissement illégitime aucune théorie d'ensemble, et dans son dernier état, des *condictiones* diverses répondaient aux principales hypothèses pratiques. Ne trouvant non plus aucun secours dans les législations européennes modernes, le premier projet allemand s'en tenait à la méthode des catégories

(1) Article 892 et suiv., Code civil allemand.

(2) Article 932 et suiv., Code civil allemand.

(3) Saleilles, *Étude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de Code civil pour l'Empire allemand*, p. 450.

légales. Il traitait tout d'abord de la *condictio indebiti*, et c'est à propos de ce cas qu'il a posé les bases de toute sa théorie (1). Il examinait ensuite les autres *condictiones* : la *condictio ob rem*, la *condictio ob causam finitam* et la *condictio ob turpem vel injustam causam*. Mais comme le législateur aurait risqué avec ce système de laisser en dehors de ses prévisions bien des cas où il pouvait y avoir enrichissement injustifié, il inséra dans l'article 748 qui terminait la série une action générale susceptible de comprendre tous les cas restés en souffrance, la *condictio sine causa*, au sens étroit du mot.

La seconde Commission, par imitation des articles 70 et suivants du Code fédéral suisse des obligations, ramena le système de fractionnement à l'unité d'une règle générale (2). Mais ayant ainsi rejeté le système romain des *condictiones* pour y substituer une formule générale, elle se trouva en présence d'une difficulté nouvelle. De quel criterium fallait-il faire dépendre l'illégitimité de l'enrichissement ? Elle fit alors intervenir, comme criterium de l'enrichissement injuste, la notion de *cause juridique*. En agissant ainsi elle mettait en discussion une question bien délicate, celle de la cause. Et M. Saleilles dit fort bien que « c'est toute la théorie de la cause en matière d'actes juridiques qui surgit en quelque sorte sous cette forme nou-

(1) Cependant, la *condictio indebiti*, n'est qu'une variété de la *condictio ob rem* ; Cf. Saleilles, *Oblig.*, p. 451.

(2) Saleilles, *Oblig.*, p. 452, note 1 ; *Traduction du comité de législation étrangère*, II, p. 367.

velle. On a beau la déclarer inutile ; on ne peut l'éviter, soit qu'elle s'élève, comme chez nous, au point de vue de la validité de l'acte, soit qu'elle se présente, comme en Allemagne et comme dans le droit romain, sur le terrain de l'action en répétition pour l'enrichissement sans cause. Quel que soit le résultat à en déduire, nullité ou répétition, il faut, quoique l'on veuille et quoique l'on fasse, en arriver à définir ce que sera l'absence de cause, ce qui revient à se demander ce qu'est la cause et ce qu'il faut entendre par cause juridique (1). »

Sur ce point, c'est-à-dire sur la cause juridique, le premier projet posait, dans l'article 742, la règle suivante : « Quiconque a fait une prestation *sous la prévision déclarée par lui, sous forme expresse ou sous-entendue*, de l'arrivée ou de la non-arrivée d'un fait ou d'une conséquence juridique qui ne se produit pas, a le droit de répéter ce qu'il avait fourni. » C'était, purement et simplement, l'application d'une théorie très connue de Windscheid sur la prévision en matière d'acte juridique (2). Cette théorie purement subjective, entendait intercaler entre la condition proprement dite et le simple motif individuel, une situation intermédiaire de prévision laissée en dehors du contenu de l'acte, mais détachée cependant du motif pur et simple (3).

(1) Saleilles, *Oblig.*, p. 461, note 2.

(2) Windscheid, *Die Lehre des römischen Rechts von der Voranssetzung* (1850), et pour la littérature du sujet, *Lehrbuch des Pandektenrechts*, I, § 97, p. 435.

(3) *Trad. du com. de légis. étrang.*, II, p. 370.

En déclarant sa volonté sous une prévision quelconque, on entend, tout comme si on l'affectait d'une condition, subordonner l'effet juridique de l'acte à des circonstances déterminées, sans employer une condition véritable. Cette prévision, tout en n'étant pas une condition, ne doit pas être confondue avec le motif individuel, qui jamais ne peut constituer une cause juridique.

Le mécanisme du système de Windscheid est assez simple et aucun doute ne peut exister sur ce qui constitue l'absence de cause, quand chaque partie a fait entrer, dans le contenu juridique de l'acte, son but et ses prévisions. Mais lorsque chaque partie garde pour elle ses intentions personnelles sans les faire entrer dans le contenu du contrat, c'est alors que se manifeste ostensiblement le danger de cette théorie purement subjective. Pour bien saisir la finesse du système de Windscheid, on cite presque toujours le double exemple suivant. Si une fiancée met son fiancé en possession de ses immeubles, en vue du mariage, cette prévision est, pour tout le monde, une cause juridique, car elle est la condition de la livraison faite. Et, si le mariage n'a pas lieu, elle aura une action en répétition pour réclamer au fiancé le fonds que celui-ci détient sans cause. Au contraire, si elle achète un immeuble en vue de se constituer une dot et de le fournir à titre d'apport, et, si le mariage ne se réalise pas, la vente subsiste, car elle n'aura aucune action en résolution du contrat de vente. La prévision de l'acheteur n'étant qu'un motif personnel, ne peut pas servir de cause juridique.

Mais, on peut, disait Windscheid, supposer un état de choses intermédiaire. Par exemple, j'achète un terrain à bâtir, dans la prévision de l'ouverture d'une rue qui doit en doubler la valeur. Sans faire de ma prévision une condition de la vente, je fais une déclaration expresse que j'entends subordonner les effets de l'acquisition à cette prévision. Si aucune rue n'est ouverte à proximité du fonds que j'avais acheté, ma prévision ne se réalise pas. Je ne peux pas néanmoins songer à demander la résolution du contrat de vente, parce que ma prévision n'était pas une clause ou une condition du contrat. Cependant, comme j'ai fait une déclaration au vendeur, ma prévision tout en étant un peu moins qu'une condition, est un peu plus qu'un motif, et, par conséquent, je peux réclamer la restitution du prix en invoquant l'absence de cause (1).

Quoique la théorie de Windscheid sur la cause tenait compte de toutes les nuances et respectait le principe de *l'autonomie de la volonté individuelle* (2), elle fut cependant repoussée par la seconde Commission (3), à la suite des vives critiques dont elle avait fait l'objet de la part de Lenel.

(1) Windscheid, *Pand.*, I, § 97, p. 435; Saleilles, *Oblig.*, la note 2 de la p. 461; Trad. du *com. de légis. étr.*, II, § III, p. 369. Stoicesco, thèse citée, p. 162-163.

(2) Sur le principe de l'autonomie individuelle et le Code civil allemand V. Saleilles, *Introduction à l'étude du droit civil allemand*. § VI, p. 43.

(3) *Le Protokolle* (Compte rendu des séances de la seconde commission), II, p. 689 et suiv.

Lenel a combattu victorieusement la théorie subjective de Windscheid en faisant remarquer que le crédit doit reposer sur l'objectivité des contrats et non sur une analyse interne de la volonté. Il se refuse à reconnaître une notion intermédiaire entre la condition et le motif individuel, car, admettre en dehors des clauses comprises dans le contenu réel de l'acte, des prévisions individuelles, fondées sur des déclarations orales ou même sous-entendues, c'est introduire dans les transactions une psychologie subjective pleine d'incertitude et de dangers. La cause ne doit pas être cherchée en dehors du contenu objectif de l'acte juridique, et le contenu juridique est délimité par la déclaration de volonté, sans qu'il faille tenir aucun compte du contenu psychologique. Donc la déclaration forme seule le contenu et la délimitation de l'acte. Et c'est ce contenu réel de l'acte, qui tracera le cercle limité, dans lequel il y aura lieu de chercher ce qui pourra être une cause juridique. La cause juridique ne pourra jamais se trouver au delà. Cette théorie respecte toutes les volontés des parties, pourvu qu'elles se manifestent par la déclaration de volonté ; elle respecte aussi le crédit économique qui ne connaît que les déclarations objectives des actes (1).

La seconde Commission consacra, dans l'article 737,

(1) Lenel dans *Archiv. für die civilistische Praxis*, t. LXXIV, p. 215-239 ; réponse de M. Windscheid, *eod. loc.*, t. LXXVIII p. 161-202, et une réplique de Lenel, *eod. loc.*, t. LXXIX, p. 49-107 ; V aussi Saleilles, *Oblig.*, p. 461-464, la note ; Trad. du *com. de légis. étr.*, II, p. 371 ; Stoicesco, thèse citée, p. 168.

devenu l'article 812 Code civil allemand, la théorie objective de Lenel (1), et pour préciser sans discussion possible, qu'il ne fallait plus avoir en vue la prévision subjective, elle a eu soin de faire allusion au but visé par l'auteur de la prestation *en tant qu'il se révèle par le contenu de l'acte juridique* (2).

L'article 812 Code civil allemand est ainsi conçu : « Quiconque, par prestation faite par une autre personne ou de toute autre manière, fait une acquisition sans cause juridique aux dépens de cette autre personne, est obligé vis-à-vis d'elle à restitution. Cette obligation existe également lorsque la cause juridique disparaît ultérieurement ou que le résultat poursuivi au moyen d'une prestation, tel qu'il ressort du contenu de l'acte juridique, ne se réalise pas.

« Est également considérée comme prestation la reconnaissance contractuelle de l'existence ou de la non-existence d'un rapport d'obligation. »

Comme nous l'avons déjà dit, cet article a le grand mérite d'avoir procédé par voie de réglementation générale, et cela est d'autant plus remarquable que le Code allemand a adopté la méthode contraire pour les délits.

« Tandis que le Code civil français, dit fort bien M. Saleilles, procède par réglementation des cas particuliers, lorsqu'il s'agit d'enrichissement sans cause et pose au contraire une règle aussi générale que possible en

(1) *Protokolle*, II, p. 689 et suiv.

(2) Plank, *Bürgerliches Gesetzbuch*, II, p. 575-576 ; Saleilles, *De la déclaration de la volonté*, p. 252 et suiv.

matière de délits, le Code civil allemand renverse l'ordre des termes ; il procède par réglementation générale lorsqu'il s'agit d'enrichissement sans cause et s'en tient encore aux catégories pour les délits (1). »

Pour que la théorie de l'enrichissement sans cause trouve son application, *il faut une acquisition aux dépens d'autrui* (art. 812). Cette acquisition peut consister dans un accroissement de fortune par l'acquisition d'une chose ou d'un droit. Le premier projet rangeait expressément l'acquisition de la possession parmi les faits susceptibles de produire un enrichissement (art. 737, al. 3 ; 744 ; 745 et 748). La seconde Commission s'est dispensée de mentionner la possession parce qu'elle a estimé qu'elle était englobée dans la rédaction générale de l'article 812.

L'enrichissement aux dépens d'autrui peut se produire également d'une façon indirecte, par la libération d'une dette ou par le fait d'éviter à quelqu'un des dépens et des débours (2). Celui qui a reçu la chose doit l'avoir acquise « *par prestation faite par une autre personne ou de toute autre manière.* »

Le législateur allemand a employé intentionnellement cette formule large pour permettre d'y comprendre toutes les hypothèses de l'enrichissement sans cause, sans distinguer si le déplacement de biens a été amené par le lésé lui-même ou par un tiers, par un acte juridique ou par un

(1) Saleilles, *Oblig.*, p. 452, note 1.

(2) Windscheid, *Pand.*, II, § 422, note 10.

fait purement matériel (1), intentionnellement ou par mégarde.

Le premier projet avait exigé, dans l'article 748, qu'une personne se soit enrichie « *des biens provenant d'autrui.* » Mais il y a des cas dans lesquels une personne peut obtenir une chose aux dépens d'autrui sans que cette chose ait antérieurement appartenu à la personne lésée. Par exemple, si une personne renonce à une succession à elle échue, cette succession ne fait point partie de son patrimoine et l'héritier subséquent ne l'obtient pas de celui qui a renoncé (2). Toutefois, si l'héritier subséquent a, par fraude, déterminé le refus du successible qui lui était préférable et si le droit aux dommages et intérêts est prescrit, il est responsable vis-à-vis du répudiant en vertu de l'article 852, alinéa 2.

La seconde Commission, pour comprendre tous ces cas, a intentionnellement employé cette formule large « aux dépens d'autrui » (3).

Enfin, il faut que l'enrichissement soit obtenue *sans cause juridique* (4).

La preuve, que les conditions de l'enrichissement sans cause sont réunies, doit être fournie par la personne qui exerce l'action *de in rem verso*.

Le demandeur doit prouver que le défendeur a acquis

(1) Par exemple, la formation alluvienne.

(2) *Protokolle*, II, p. 685.

(3) Trad. du *com. de légis. étr.*, II, § 2, p. 369.

(4) Cette question a été déjà étudiée par nous.

quelque chose à ses dépens, de plus, *qu'il n'y a pas de cause juridique ou que la cause juridique précédemment présente a disparu ou que la cause future visée par la prestation n'a pas lieu.*

Cette dernière proposition prête à discussion. Si généralement on reconnaît que, lorsque la prestation a été faite en vue d'un événement passé, le demandeur doit prouver, pour fonder son droit à la restitution, que la prestation a été faite dans un but déterminé et que ce but n'a pas été atteint, des doutes se sont élevés dans la doctrine pour le cas où la prestation doit trouver sa cause juridique dans *un fait à venir*. On affirme que le demandeur en restitution n'a qu'une chose à prouver, à savoir qu'il a fourni la chose en vue d'un événement futur, et n'a pas à prouver que cet événement ne s'est pas réalisé. Cet événement est présumé ne pas s'être réalisé et c'est au défendeur à faire la preuve qu'il a eu lieu et que le but a été atteint (1). Mais la plupart des commentateurs n'acceptent pas cette opinion. Ils disent que la prestation suffit à justifier la possession de celui qui l'a reçue. Celui qui a livré une chose en vue d'un événement futur, a donné lui-même une cause à sa prestation, et cette cause existe tant qu'on ne fait pas la preuve que la condition prévue ne s'est pas accomplie et ne s'accomplira pas (2). Le Code allemand, intentionnel-

(1) Endemann, *Einführung in das Studium des Bürgerlichen Gesetzbuch*, I, § 198; Enneccerus und Lehmann, *Das Bürgerliche Recht*, § 353; Windscheid, *Pand.*, II, § 429, note 2.

(2) Planck, *op. cit.*, II, 580 et suiv.; Cossack, *Lehrbuch*, I, § 168, note 12; Saleilles, *Oblig.*, p. 454, note 1.

lement, n'a pas tranché la controverse, laissant à la doctrine le soin de trouver la solution la meilleure.

L'article 818 Code civil allemand établit le principe général, en ce qui concerne la mesure de l'obligation en restitution. Le projet décidait que la restitution à opérer doit être mesurée à l'enrichissement actuel du défendeur. Si la chose n'existe plus, il présuait que la valeur a été versée dans le patrimoine du défendeur et que l'enrichissement subsiste, sauf au défendeur à prouver qu'il ne lui reste aucun enrichissement actuel. Une exception était faite en ce qui touche les revenus d'une chose transmise en propriété. L'accipiens (le défendeur) était assimilé au possesseur (art. 740). Par conséquent, lorsqu'il est de bonne foi, il n'a pas à restituer les revenus perçus avant l'instance. Lorsqu'au contraire, il a été de mauvaise foi, son obligation de restitution résulte, non seulement du fait de l'enrichissement injuste, mais d'un délit, et alors l'obligation se mesure à tout le dommage (1). Sur ce point, la seconde Commission a modifié le système du projet. Elle assimile l'action en répétition, au point de vue de ses résultats, non à la revendication d'un immeuble en particulier, mais à l'action en restitution d'une hérédité, pour laquelle on oblige le possesseur de bonne foi à restituer tout ce dont il s'est enrichi sans lui laisser le bénéfice des fruits perçus. C'est au défendeur à établir que les fruits perçus ont été consommés sans laisser d'équivalent

(1) Saleilles, *Oblig.*, p. 458-460.

dans son patrimoine. C'est le système adopté par le Code civil allemand dans l'article 818 (1).

Cette différence de traitement entre le possesseur dans l'action en revendication et l'accipiens est critiquable car elle est injuste. Dans les deux cas, le gain des fruits se justifie par la même cause, la bonne foi, et l'équité veut que la jouissance des fruits soit l'accessoire de toute possession de bonne foi (2).

Conformément à l'article 818 Code civil allemand, l'obligation de restituer n'existe que dans la mesure de l'enrichissement.

Si en raison de la nature de l'objet la restitution n'est pas possible (3), l'accipiens doit en verser *la valeur*, et, on prend pour base de l'estimation de cette valeur le montant auquel l'accipiens a acquis l'objet (4).

Parce que la répétition n'existe que dans la mesure de l'enrichissement, l'obligation de restituer ou d'indemniser de la valeur s'évanouit lorsque l'enrichissement de l'accipiens a disparu. Ainsi, lorsque l'objet acquis a été détruit ou anéanti, la *condictio* ne joue plus, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la destruction a été amenée par l'effet du hasard, par l'action d'un tiers ou par l'accipiens lui-même ; la faute de ce dernier est indifférente.

(1) *Protokolle*, II, p. 703 et suiv., et p. 709-710.

(2) Saleilles, *Oblig.*, note 1 de la p. 459 ; Trad. du *com. de légis. étr.*, II, § 1, p. 739.

(3) Par exemple, l'accipiens a reçu des services sans cause juridique.

(4) Trad. du *com. de légis. étr.*, II, p. 380, § 3.

Les impenses faites par l'accipiens, relativement aux objets acquis, amoindrissent l'enrichissement, même si elles ne paraissent pas utiles ou nécessaires (1).

SECTION II

L'Enrichissement sans cause dans le Code fédéral suisse des obligations et dans le Code civil japonais

Le Code fédéral suisse des obligations et le Code civil japonais ont donné à l'action en répétition de l'enrichissement injuste une consécration formelle.

L'article 70 du Code fédéral des obligations l'énonce très nettement : « Celui qui, sans cause légitime, s'est enrichi aux dépens d'autrui, est tenu à restitution (2). »

Le Code civil japonais, s'occupe de la question de l'enrichissement sans cause dans les articles 703-708. L'article 703 s'exprime ainsi : « Celui qui, sans cause légale, a retiré un profit du bien ou des services d'autrui, au préjudice de celui-ci, est tenu de l'indemniser dans la mesure du profit existant actuellement (3). »

(1) Trad. du *com. de légis. étr.*, II, p. 380, § 4.

(2) Virgile Rossel, *Manuel du droit fédéral des obligations*, 2^e édit., p. 137 et suiv.

(3) *Code civil de l'Empire du Japon* promulgué le 28 avril 1896, Traduction par MM. Motono et Tomii.

CONCLUSION

Notre conclusion sera brève.

Nous croyons avoir démontré que l'existence de l'action *de in rem verso*, dans le droit français, est aujourd'hui incontestable.

Soit qu'on suive les anciennes méthodes juridiques d'interprétation, soit qu'on emploie la méthode moderne de « la libre recherche scientifique », on arrive toujours à la conclusion qu'il faut reconnaître une valeur juridique à ce principe d'équité que « nul ne doit sans cause s'enrichir aux dépens d'autrui (1). »

Nous ne pouvons qu'approuver l'évolution subie par la jurisprudence et sa tendance actuelle d'étendre de plus en plus le champ d'application de l'action *de in rem verso*. Les constructions juridiques trop rigides sont aujourd'hui cri-

(1) En ce qui concerne les méthodes juridiques d'interprétation V. Gény, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif* ; Vander Eycken, *Méthode positive de l'interprétation juridique* ; Georges Dereux, *De l'interprétation des actes juridiques privés* ; *Les méthodes juridiques* (Leçons faites au Collège libre des sciences sociales en 1910).

tiquées et il tend à se former « un droit plus près des réalités pratiques, empruntant plus aux données de l'économie politique, voisinant plus avec la jurisprudence qui, malgré des erreurs possibles, est la vie et traduit inconsciemment les besoins pratiques les plus forts (1). »

La portée du sujet que nous venons d'étudier est considérable, parce qu'il touche aux grandes questions de crédit social.

(1) Demogue, *op. cit.* Avertissement, p. VIII.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu Historique

CHAPITRE I. — <i>Droit romain</i>	5
CHAPITRE II. — <i>Ancien droit français</i>	17
CHAPITRE III. — <i>Droit français moderne</i>	22
<i>Section I.</i> — La doctrine.....	22
<i>Section II.</i> — La jurisprudence.....	29

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Nature et fondement de l'action de in rem verso</i>	53
<i>a)</i> Théorie de l'équité..	54
<i>b)</i> Théorie de la gestion d'affaires anormale.....	57
<i>c)</i> Théorie du quasi-délit.....	63
<i>d)</i> Théorie de MM. Ripert et Teisseire	73

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Conditions de l'action de in rem verso</i>	81
<i>a)</i> Enrichissement.....	84
<i>b)</i> Lien de causalité.....	90
<i>c)</i> Caractère injuste de l'enrichissement.....	98

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Effets de l'action de in rem verso</i>	105
APPENDICE. — <i>Droit de rétention</i>	109

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Principales applications de l'action de in rem verso</i>	115
a) Cas prévus par le législateur	116
b) Cas non prévus	135
I. — Gestion d'affaires anormale	135
II. — Personnes morales administratives	139
III. — Incapacité de la femme mariée	145
IV. — Inaliénabilité de la dot immobilière	150

SIXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — <i>Droit comparé</i>	157
Section I. — L'enrichissement sans cause dans le Code civil allemand	157
Section II. — L'enrichissement sans cause dans le Code fédéral suisse des obligations et dans le Code civil japonais	170
CONCLUSION	171

Vu :

Le Président,
AMBROISE COLIN.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

